

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 octobre 2021

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)**Énergie**

*Voir:*Doc 54 **2294/ (2021/2022):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 006: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 oktober 2021

BELEIDSNOTA (*)**Energie**

*Zie:*Doc 54 **2294/ (2021/2022):**

001: Lijst van beleidsnota's.

002 tot 006: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

1. Introduction

La transition énergétique a commencé et il faut continuer à la soutenir. C'est exactement ce que nous avons fait au cours de l'année écoulée. Au cours de la première année de notre politique, nous avons réussi à créer un cadre d'investissement: grâce à une vision claire et à la sécurité des investissements, nous assurons la sécurité de l'approvisionnement. Notre objectif ultime est de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050 et, au cours de l'année à venir, nous nous concentrerons sur trois domaines clés.

En premier lieu, nous allons investir. Les grandes révolutions industrielles qu'a connues notre pays se sont toujours accompagnées d'investissements importants dans le domaine de l'énergie, comme le charbon et le nucléaire. Le tournant auquel nous sommes à présent confrontés permet à la Belgique de jouer résolument la carte d'une relance verte. C'est pourquoi le Plan National pour la Reprise et la Résilience et le Plan de Relance et de Transition accordent tant de moyens aux infrastructures énergétiques. Investir est le cœur de notre politique: la transition énergétique est une opportunité qui, grâce à l'innovation et au plans de relance, nous permet de construire le tissu économique de demain. Et nous constatons également que de plus en plus d'entreprises jouent la carte de la transition énergétique. En septembre 2021, ArcelorMittal a annoncé qu'il allait investir 1,1 milliard d'euros dans des technologies de décarbonisation pour son usine de Gand. Il s'agit de l'un des plus gros investissements jamais réalisés dans le domaine du climat.

En deuxième lieu, nous allons utiliser les sources d'énergie dont nous disposons. En Belgique, nous n'avons pas de réserves de pétrole ou de gaz dans des plateformes de forage en mer du Nord. Nous n'avons pas d'uranium dans les mines, etc. La Belgique a toujours été particulièrement dépendante des importations de pétrole, de gaz naturel et d'uranium.

Ici aussi, la transition énergétique représente une énorme opportunité: nous nous appuyons entièrement sur nos propres sources d'énergie renouvelables telles que le soleil, le vent, le biogaz, la réponse à la demande et le stockage comme les batteries. Ce sont les seules technologies dont le coût est en baisse; en même temps, il s'agit du seul moyen structurel de réduire notre dépendance aux importations. Le vent et le soleil sont nos seules ressources naturelles propres et nous devons les utiliser au maximum.

Même une utilisation massive de nos propres ressources naturelles ne suffira pas à répondre à notre demande énergétique. Par conséquent, les importations

1. Inleiding

De energietransitie is ingezet en die moet verder ondersteund worden. Dat is precies wat we het afgelopen jaar hebben gedaan. In het eerste jaar van ons beleid zijn wij erin geslaagd een investeringskader te creëren: door een duidelijke visie en investeringszekerheid zorgen we voor de bevoorradingszekerheid. Ons ultieme doel is het bereiken van klimaatneutraliteit in 2050 en het komende jaar zullen we ons focussen op drie krachtlijnen.

In de eerste plaats gaan we investeren. De grote industriële revoluties die ons land heeft gekend gingen steeds hand in hand met grote investeringen in energie, zoals steenkool en kernenergie. Het keerpunt waar we nu voor staan laat België toe resoluut de kaart te trekken van een groene relance. Daarom gaan in het Nationaal plan voor Herstel en Veerkracht en in het Herstel- en Transitieplan zo veel middelen naar energie-infrastructuur. Investeren is de kern van ons beleid: de energietransitie is een kans die ons, dankzij innovatie en de herstelplannen, in staat stelt het economische weefsel van de toekomst op te bouwen. En we zien ook dat steeds meer bedrijven de kaart van de energietransitie trekken. In september 2021 kondigde ArcelorMittal aan dat het 1,1 miljard euro zou investeren in decarbonisatietechnologieën voor zijn fabriek in Gent. Dit is een van grootste klimaatinvesteringen ooit.

Ten tweede, gaan we de energiebronnen gebruiken die we hebben. In België hebben we geen olie- of gasvoorraden in boorplatformen op de Noordzee; we hebben geen uranium in de mijnen, etc. België is steeds bijzonder afhankelijk geweest van invoer van olie, aardgas en uranium.

Ook hier is de energietransitie een enorme kans: we vertrouwen volledig op onze eigen hernieuwbare energiebronnen zoals zon, wind, biogas, vraagresponso en opslag zoals batterijen. Dit zijn de enige technologieën waarvan de kostprijs daalt; tegelijk is dit de enige structurele manier om onze importafhankelijkheid af te bouwen. Wind en zon zijn onze enige eigen natuurlijke bronnen, en die moeten we dan ook volop gebruiken.

Zelfs een massale inzet van onze eigen natuurlijke bronnen zal niet voldoende zijn om aan onze vraag naar energie te voldoen. Daardoor zal invoer een belangrijk

continueront à représenter une part importante de notre approvisionnement énergétique. Nos importations se déplaceront vers l'électricité renouvelable provenant d'autres pays et surtout des pays bordant la mer du Nord, lesquels ont un grand potentiel de production d'électricité offshore. Nous assurerons ainsi une plus grande diversification.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement fédéral présentera également des ambitions claires afin d'élaborer cette planification à long terme en collaboration avec le gestionnaire du réseau de transport. En outre, les entreprises belges ont acquis une grande expérience dans le secteur de l'énergie éolienne offshore et nous pouvons continuer à exporter cette expertise vers d'autres pays.

Enfin, tout comme l'année dernière, nous miserons énormément sur la coopération internationale. La Belgique n'est pas une île. Notre pays est une plaque tournante du commerce international de pétrole et de gaz, ainsi que l'un des marchés de l'électricité et du gaz les plus interconnectés d'Europe. La Belgique veut également se positionner pour l'hydrogène et le CO₂. Les ambitions actuelles ne peuvent par conséquent être réalisées efficacement qu'en collaborant avec d'autres pays dans un esprit d'ouverture. Cela offrira de nouvelles opportunités à notre industrie et permettra en même temps de réaliser la transition énergétique.

Le futur système énergétique sera basé sur l'électricité renouvelable combinée à des molécules renouvelables. La mise en place des chaînes d'approvisionnement nécessaires est dès lors cruciale pour garantir notre sécurité d'approvisionnement à long terme. Notre situation géographique unique signifie que nous devons également nous efforcer de transporter de l'électricité renouvelable de la mer du Nord qui arrive dans notre pays et plus loin dans les terres, vers le reste de l'Europe. Nous devons également veiller à ce que les molécules et les électrons puissent interagir d'une manière plus complémentaire, et ce par le biais d'une plus grande intégration des systèmes.

Nous expliquons ci-dessous quelles sont nos priorités pour l'année à venir afin de continuer à construire un système énergétique durable, renouvelable et abordable qui garantit l'approvisionnement en énergie du pays.

2. La relance comme moteur de la transition énergétique

L'économie se rétablit plus rapidement que prévu de la crise liée à la COVID, mais la route à parcourir est encore longue. Nous devons aux générations futures de placer la transition énergétique au cœur de cette relance.

deel van onze energievoorziening blijven uitmaken. Onze invoer zal verschuiven naar hernieuwbare elektriciteit uit andere landen en vooral uit de landen die aan de Noordzee liggen, met een groot potentieel voor offshore-elektriciteitsproductie. We zorgen op die manier voor méér diversificatie.

Daarom zal de federale regering ook duidelijke ambities voorleggen om deze langetermijnplanning samen met de transmissienetbeheerder in kaart te brengen. Bovendien hebben Belgische bedrijven veel ervaring opgedaan in de offshore windenergiesector en kunnen we deze expertise blijven exporteren naar andere landen.

Ten slotte zullen wij, net als in het afgelopen jaar, sterk inzetten op de internationale samenwerking. België is geen eiland. Ons land is een knooppunt voor de internationale olie- en gashandel en is een van de meest onderling gekoppelde elektriciteits- en gasmarkten in Europa. Ook voor waterstof en CO₂ wil België zich positioneren. De huidige ambities kunnen derhalve alleen doeltreffend worden verwezenlijkt door in een geest van openheid met andere landen samen te werken. Hiermee geven we nieuwe kansen voor onze industrie en tegelijk brengen we de energietransitie tot stand.

Het toekomstig energiesysteem zal gebaseerd zijn op hernieuwbare elektriciteit, gecombineerd met hernieuwbare moleculen. Het opzetten van de nodige supply chains is dan ook cruciaal voor het veilig stellen van onze bevoorradingszekerheid op termijn. Onze unieke geografische ligging maakt dat we er ook naar moeten streven om de hernieuwbare elektriciteit uit de Noordzee die bij ons aan land komt en verder landinwaarts, naar de rest van Europa, te vervoeren. Wij moeten er ook voor zorgen dat moleculen en elektronen op een meer complementaire manier op elkaar kunnen inwerken, en dit via verdere systeemintegratie.

Hieronder lichten we toe wat onze prioriteiten zijn voor het komende jaar verder te bouwen aan een duurzaam, hernieuwbaar en betaalbaar energiesysteem dat energiebevoorrading van het land verzekert.

2. Relance als motor van de energietransitie

De economie herstelt sneller dan verwacht van de coronacrisis, maar de af te leggen weg is nog lang. Daarbij zijn we het de toekomstige generaties verplicht om de energietransitie centraal te zetten bij deze relance.

Pour les entreprises, il est également important d'avoir un cadre et une vision clairs de la part d'un gouvernement. Cela permet de nouveaux investissements dans des entreprises qui interviennent dans la transition énergétique. Cela crée dès lors également des emplois durables. Un bon exemple est l'annonce de l'investissement de 1,1 milliard d'euros par Arcelor Mittal; un investissement dans une usine de production d'acier par réduction directe qui les mettra sur la voie de la neutralité climatique en 2050. Une politique claire en matière d'hydrogène et la dispense d'un accès à de l'hydrogène abordable par le biais de l'importation de la part du gouvernement fédéral les aident à réaliser des progrès concrets, mais la coopération positive entre les gouvernements fédéral et flamand fait également avancer de tels projets industriels.

2.1. Les plans européens et belges soutiennent la relance

En juin 2021, la Commission européenne a approuvé le Plan national pour la Reprise et la Résilience de la Belgique. Ce plan prévoit des investissements pour un montant de pas moins de 5,926 milliards d'euros, dont 1,625 milliard pour le gouvernement fédéral. Le volet fédéral de ce plan s'inspire pleinement de la transition vers une économie durable et numérique.

Les investissements pour l'énergie sont regroupés en 4 groupes. Les investissements dans les infrastructures y occupent une place centrale. Cela concerne:

1. Le développement d'un réseau de transport de l'hydrogène, ou le backbone hydrogène. Une première phase du backbone sera financée par ces investissements pour une réalisation d'ici 2026.

2. Le développement de la chaîne de valeur industrielle pour l'économie de l'hydrogène. Nous y parviendrons grâce à un budget consacré à l'innovation qui accorde une attention particulière à des projets de démonstration et au développement durable de notre production d'électricité.

3. La construction d'une île énergétique en mer du Nord. Nous combinons ici le transport d'électricité et les possibilités en matière d'interconnecteurs hybrides.

4. Expertise nucléaire:

- Le soutien de la R&D en médecine nucléaire pour le développement de thérapies innovantes contre le cancer et en matière de production de radio-isotopes de diagnostic d'une manière durable et avec un minimum de déchets nucléaires.

Voor bedrijven is het ook belangrijk om een duidelijk kader te hebben en een duidelijke visie vanuit een overheid. Dit zorgt voor nieuwe investeringen in ondernemingen die zich inschakelen in de energietransitie. Dit zorgt dan ook voor duurzame werkgelegenheid. Een mooi voorbeeld is de aankondiging van de investering van 1,1 miljard euro door Arcelor Mittal; een investering in een DRI-installatie die hun een groot stuk op weg helpt naar klimaatneutraliteit in 2050. Een duidelijk beleid naar waterstof en het voorzien van een toegang naar betaalbare waterstof via import vanuit de federale overheid helpt hen concreet vooruit, maar ook de positieve samenwerking tussen de Federale en Vlaamse overheid brengt dergelijke industriële projecten vooruit.

2.1. Europese en Belgische plannen ondersteunen de relance

In juni 2021 keurde de Europese Commissie het Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht van België goed. Dit plan voorziet in investeringen voor een bedrag van maar liefst 5,926 miljard euro, waarvan 1,625 miljard voor de federale regering. Het federale luik van dit plan trekt voluit de kaart van de omslag naar een duurzame en digitale economie.

De investeringen voor energie worden gegroepeerd in 4 clusters. Daarbij staan investeringen in infrastructuur centraal. Het gaat over:

1. De ontwikkeling van een waterstofstoftransport-netwerk, ofwel de waterstof backbone. Een eerste fase van de backbone zal hiermee worden gefinancierd voor realisatie tegen 2026.

2. De ontwikkeling van de industriële waardeketen voor de waterstofeconomie. Dit doen we via een innovatiebudget met een speciale focus op demonstratieprojecten en het verduurzamen van onze elektriciteitsproductie.

3. De bouw van een energie-eiland op de Noordzee. We combineren hier de transmissie van elektriciteit en de opportuniteiten inzake hybride interconnectoren.

4. Nucleaire expertise:

- De ondersteuning van O&O in nucleaire geneeskunde voor de ontwikkeling van innovatieve kankertherapieën en inzake de productie van diagnostische radio-isotopen op duurzame wijze en met een minimum aan nucleair afval.

• La réduction à un minimum des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales nucléaires belges en finançant des investissements qui permettront de porter à l'échelle industrielle le savoir-faire belge en matière de techniques de caractérisation radiologique et de décontamination et leur application lors du démantèlement.

L'année à venir sera marquée par la mise en œuvre de ces projets. Ils sont examinés plus en détail dans les chapitres suivants.

En outre, le gouvernement a récemment approuvé le Plan de Relance et de Transition. Ici aussi, la numérisation et le climat vont de pair et l'accent est mis sur une politique inclusive. Pour l'énergie, l'accent est mis sur des projets d'infrastructure.

Des réseaux de chaleur régionaux sont construits à titre de solution alternative au chauffage au gaz et au mazout. La récupération de la chaleur résiduelle y est souvent au cœur. Ces projets d'investissement contribuent à la réduction des émissions de CO₂. Afin de soutenir ces projets d'investissement, le tarif social de la chaleur sera introduit.

Nous nous engageons également à soutenir l'hydrogène, en développant un centre d'essai de l'hydrogène et en soutenant l'infrastructure d'importation de l'hydrogène.

2.2. Plan National Énergie et Climat 2030

La ministre en charge du climat a mis en place une structure de gouvernance pour la mise en œuvre du Plan National Énergie et Climat (PNEC). Au sein de cette structure de gouvernance, tous les ministres et secrétaires d'État ont établi une feuille de route pour la mise en œuvre des principales PAM (Policies And Measures) du PNEC et de l'accord de gouvernement dans le cadre de leurs compétences respectives. En ce qui concerne l'énergie en particulier, il s'agit des thèmes suivants:

1. Renforcer la capacité éolienne en mer du Nord
2. Adapter l'infrastructure du réseau de transport à la transition énergétique
3. Des combustibles neutres en CO₂
4. L'hydrogène, pièce du puzzle de la transition énergétique
5. Fonds de transition énergétique: soutenir la recherche, le développement et l'innovation dans le cadre de la transition énergétique au sein des compétences fédérales en matière d'énergie.

• De minimalisatie van nucleair afval tijdens ontmanteling van de Belgische kerncentrales door het financieren van investeringen die de opschaling naar industrialisatie zullen toelaten van de Belgische know-how inzake radiologische karakterisatie en decontaminatie technieken en het toepassen ervan tijdens de ontmanteling.

Het komende jaar staat in het teken van de uitvoering van deze projecten. In de verdere hoofdstukken wordt daarop verder ingegaan.

Daarnaast heeft de regering recent ook het Herstel – en Transitieplan goedgekeurd. Ook hier gaan digitalisering en klimaat samen en ligt de focus verder op een inclusief beleid. Voor energie ligt de focus op infrastructuurprojecten.

Als alternatief voor verwarming op gas en stookolie worden er regionaal warmtenetten aangelegd. Daarbij staat vaak de recuperatie van restwarmte centraal. Deze investeringsprojecten dragen bij aan de vermindering van de CO₂-uitstoot. Om deze investeringsprojecten te ondersteunen zal het sociaal tarief warmte ingevoerd worden.

Verder zetten we in op de ondersteuning van waterstof, door de ontwikkeling van een waterstof testcentrum en ondersteuning van de importinfrastructuur voor waterstof.

2.2. Nationaal Energie- en Klimaatplan 2030

De minister bevoegd voor klimaat heeft een governance-structuur opgezet voor de implementatie van Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP). Binnen deze governance-structuur hebben alle ministers en staatssecretarissen een routekaart voor de implementatie van de belangrijkste PAMs (Policies And Measures) uit het NEKP en het regeerakkoord binnen hun respectieve bevoegdheden opgesteld. Specifiek voor energie gaat het over volgende thema's:

1. Versterking van de windcapaciteit in de Noordzee
2. Transmissienetinfrastructuur aanpassen aan de energietransitie
3. CO₂ neutrale brandstoffen
4. Waterstof als puzzelstuk van de energietransitie
5. Energietransitiefonds: onderzoek, ontwikkeling en innovatie in het kader van de energietransitie ondersteunen binnen de federale energiebevoegdheden

La mise en œuvre de ces PAM est liée à un processus de suivi qui sera discuté tous les six mois à partir de janvier 2022. Une fois par an, un rapport d'avancement sera établi par chaque ministre compétent et il sera soumis pour discussion au Conseil des ministres et rendu public sous la forme d'un rapport de synthèse.

Dans le cadre du groupe de travail Commission nationale Climat PNEC au sein de CONCERE (CONCERE-CNC GP PNEC), les administrations fédérales de l'énergie et du climat ont contribué à la création d'une méthodologie de travail pour la mise à jour du PNEC, prévue d'ici 2023.

Le gouvernement fédéral continue de s'employer à remplir sa contribution au Plan national Énergie et Climat 2030, conformément aux objectifs de réduction des émissions de 55 % d'ici 2030 et de neutralité climatique d'ici 2050. À cette fin, l'on examinera comment les mesures existantes peuvent être renforcées et quelles nouvelles mesures, ainsi que des mesures de facilitation, peuvent être prises.

3. Sécurité d'approvisionnement

3.1. Électricité

3.1.1. Monitoring continu de la capacité de production d'électricité

L'expérience du passé montre que la disponibilité de la capacité de production et de la capacité d'interconnexion a un impact majeur sur notre sécurité d'approvisionnement et sur les prix de l'électricité. En 2022 et 2023, par exemple, les premières centrales nucléaires de Belgique fermeront. Chez nos pays voisins également, un grand nombre de centrales au charbon et de centrales nucléaires fermeront dans les prochaines années. Des incidents sur le réseau européen ou dans les centrales électriques, ou des retards de maintenance ont été des sources d'inquiétude dans le passé. Il est donc important de suivre de près les évolutions dans ce domaine et d'assurer la transparence.

Le monitoring continu de la sécurité d'approvisionnement que la Direction Générale Énergie (DG Énergie), Elia et la CREG effectuent déjà a été rassemblé d'une façon claire sur un seul site Internet et rendu public (<https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/securite-dapprovisionnement/monitoring-de/monitoring-continu-de>). Ces informations ont également été complétées par des informations sur les prix. De cette manière, chaque citoyen peut suivre l'évolution de la capacité de production, voir comment nous nous attendons à ce qu'elle évolue à l'avenir et quel impact cela aura sur les prix de l'électricité. Les informations figurant sur ce site Internet seront affinées et, bien entendu, actualisées.

Aan de implementatie van deze PAMs wordt een monitoring gekoppeld die vanaf januari 2022 om de zes maanden zal besproken worden. Eenmaal per jaar zal een voortgangverslag van elke bevoegde minister opgesteld worden, dat ter bespreking aan de Ministerraad zal worden voorgelegd en in de vorm van een syntheserapport openbaar zal gemaakt worden.

Binnen de Werkgroep Nationale Klimaat Commissie NEKP binnen Enover (ENOVER-NKC SG NEKP) gaven de federale administraties energie en klimaat input voor de aanzet van werkmethode inzake de actualisering van het NEKP, gepland tegen 2023.

De federale regering blijft zich inzetten om haar bijdrage aan het Nationaal Energie- en Klimaatplan 2030 in te vullen in lijn met de doelstellingen van 55 % emissiereducties tegen 2030 en klimaatneutraliteit tegen 2050. Daartoe zal onderzocht worden hoe bestaande maatregelen kunnen versterkt worden en welke nieuwe maatregelen, alsook faciliterende maatregelen, kunnen worden genomen.

3. Bevoorradingszekerheid

3.1. Elektriciteit

3.1.1. Continue monitoring productiecapaciteit elektriciteit

De ervaring uit het verleden leert ons dat de beschikbaarheid van productiecapaciteit en interconnectiecapaciteit een grote invloed hebben op onze bevoorradingszekerheid en prijzen voor elektriciteit. In 2022 en 2023 zullen bijvoorbeeld de eerste kerncentrales in België sluiten. Ook in onze buurlanden zullen in de komende jaren een groot aantal kolen- en kerncentrales sluiten. Incidenten in het Europese netwerk of in centrales of onderhoud dat uitloopt, zijn in het verleden al bronnen van bezorgdheid geweest. Het is daarom van belang de evoluties hierop van nabij op te volgen en hierover transparantie te bieden.

De continue monitoring van de bevoorradingszekerheid die de Algemene Directie Energie (AD Energie), Elia en de CREG reeds doen, werd in een overzichtelijke manier op één website samengebracht en publiek gemaakt (<https://economie.fgov.be/nl/themes/energie/bevoorradingszekerheid/monitoring/continue-monitoring-van-de>). Deze informatie werd ook aangevuld met informatie over de prijzen. Zo kan elke burger de evolutie van de productiecapaciteit opvolgen alsook zien hoe wij verwachten dat deze zal evolueren in de toekomst en welke impact dit heeft op de elektriciteitsprijzen. De informatie op deze website zal nog verder verfijnd worden en natuurlijk up-to-date gehouden worden.

Sachant que la transition énergétique consiste en une transformation fondamentale de nos besoins et de notre production d'énergie actuelle d'ici 2050, un monitoring permanent et rigoureux de notre approvisionnement énergétique et de ses impacts (prix, durabilité, accessibilité, sécurité d'approvisionnement, etc.) est absolument nécessaire afin de piloter la transition. Nous continuons à développer le monitoring dans ce sens.

3.1.2. Mise en œuvre du mécanisme de rémunération de capacités (CRM)

Le 27 août, la Commission européenne a approuvé sans condition le CRM belge visant à garantir la sécurité d'approvisionnement à partir de 2025. La mise aux enchères de la capacité requise a dès lors pu avoir lieu en septembre 2021.

Fin novembre 2021, un rapport complet sur les projets sélectionnés au terme de l'enchère sera soumis au gouvernement. Ce rapport analysera notamment la sécurité d'approvisionnement et l'impact sur le prix d'électricité. La concertation avec la Commission européenne ainsi que la mise en œuvre du CRM (arrêtés royaux, règlements, préqualification, mise aux enchères, etc.) ont révélé un certain nombre de points à améliorer qui nécessitent des adaptations de la législation. Exemples: nouvelle vérification de la norme de fiabilité en septembre 2022, modification de l'évaluation de la durée des contrats attribués aux capacités étrangères, paramètres de conception éventuellement adaptés ou évalués après la première mise aux enchères, etc. Nous soumettrons des projets de loi à cet effet au printemps. En outre, la DG Énergie examinera si certains paramètres de la conception actuelle du CRM (comme l'obligation de remboursement) peuvent être améliorés en analysant les résultats de la première mise aux enchères dans une étude qui sera consultée et livrée au printemps 2022.

Désormais, une mise aux enchères aura lieu chaque année en septembre pour les besoins en capacité quatre ans plus tard (T-4). À partir de 2024, une deuxième mise aux enchères du volume réservé et corrigé pour l'année suivante (T-1) sera ajoutée. Le gestionnaire de réseau a déjà commencé les analyses en vue de préparer la décision sur le volume en mars 2022 pour la mise aux enchères de la capacité requise en 2026.

Pour la première mise aux enchères T-1 en 2024, nous entamerons en 2022 la concertation avec les gestionnaires de réseau, les régulateurs et les autorités de nos pays voisins afin de permettre la participation de capacités étrangères. Les modalités pratiques de suivi et de contrôle des exigences de durabilité pour les nouvelles capacités basées sur des combustibles fossiles seront précisées.

Wetende dat de energietransitie bestaat uit een fundamentele transformatie van onze behoeften en onze huidige energieproductie tegen 2050, is een permanente en rigoureuze monitoring van onze energievoorziening en de effecten daarvan (prijs, duurzaamheid, beschikbaarheid, bevoorradingszekerheid, etc.) absoluut noodzakelijk om de transitie te sturen. We blijven monitoring in deze richting ontwikkelen.

3.1.2. Uitvoeren capaciteitsremuneratiemechanisme (CRM)

Op 27 augustus heeft de Europese Commissie het Belgische CRM om de bevoorradingszekerheid vanaf 2025 te verzekeren onvoorwaardelijk goedgekeurd. De veiling van de benodigde capaciteit kon daarom gehouden worden in september 2021.

Eind november 2021 wordt een volledig rapport over de geselecteerde projecten na de veiling aan de regering voorgelegd. Dit rapport onderzoekt met name de bevoorradingszekerheid en de impact op de elektriciteitsprijzen. Uit het overleg met de Europese Commissie alsook bij het in de praktijk brengen van de CRM (KB's, reglementen, prekwificatie, veiling, ...) zijn een aantal verbeterpunten naar boven gekomen die aanpassingen noodzaken aan de wetgeving. Voorbeelden hiervan zijn: nieuwe verificatie van de betrouwbaarheidsnorm in september 2022, wijziging van de evaluatie van de duur van de contracten die aan buitenlandse capaciteiten worden toegewezen, eventueel aangepaste of geëvalueerde ontwerpparameters na de eerste veiling, enz. In het voorjaar zullen we hiertoe wetsontwerpen indienen. Daarnaast zal de AD Energie nagaan of bepaalde parameters in het huidige design van de CRM (zoals de terugbetaalverplichting) kunnen verbeterd worden door de resultaten van de eerste veiling te analyseren in een studie die zal geconsulteerd en opgeleverd worden in het voorjaar van 2022.

Vanaf nu zal elk jaar een veiling plaatsvinden in september voor de capaciteitsnoden vier jaar later (T-4). Vanaf 2024 komt daar nog een tweede veiling van het gereserveerde en corrigerende volume voor het daaropvolgende jaar bij (T-1) bij. De netbeheerder heeft reeds de analyses gestart ter voorbereiding van de volumebeslissing in maart 2022 voor de veiling van de benodigde capaciteit in 2026.

Voor de eerste T-1 veiling in 2024 zullen we in 2022 het overleg starten met de netbeheerders, reguleren en overheden in onze buurlanden om de deelname van buitenlandse capaciteit mogelijk te maken. De praktische modaliteiten voor de opvolging en controle van de duurzaamheidsvereisten voor nieuwe capaciteit op basis van fossiel brandstoffen zullen verder uitgewerkt worden.

L'opportunité de certaines des réformes du marché proposées dans le plan de mise en œuvre, comme l'application de la tarification de prix en cas de pénurie, sera évaluée plus en détail.

3.1.3. Production, stockage et transport d'électricité

Stimuler le développement de nouvelles capacités de production, ainsi que d'autres moyens flexibles dans le système électrique et la capacité de transport elle-même, nécessite un cadre d'investissement stable et donc une sécurité juridique. Cela s'ajoute à des processus simples d'un point de vue administratif. À cette fin, nous précisons davantage le cadre législatif des autorisations de production et des autorisations de stockage. Nous travaillons sur un projet de loi relatif à la simplification administrative des autorisations pour les installations de transport d'électricité. Nous sommes également en train de revoir la procédure d'élaboration du plan pour le développement du réseau de transport fédéral d'électricité et une procédure similaire sera mise en place pour l'élaboration d'un plan pour le développement du réseau fédéral pour le gaz.

3.1.4. Encadrement de la sortie du nucléaire

Il ne fait aucun doute que cinq des sept centrales nucléaires vont fermer; la première, Doel 3, fermera le 1^{er} octobre 2022. C'est pourquoi nous travaillons maintenant sur l'encadrement de la sortie du nucléaire. La priorité est la fermeture ordonnée, tant sur le plan humain que sur le plan technique.

Une *task force* composée de la ministre de l'Énergie, de la ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Économie et du Travail a été constituée dans le but de coordonner notre approche et même, si possible, d'agir ensemble. Dans l'année à venir, la *task force* veillera à ce que les institutions nucléaires concernées, le SCK-CEN, l'IRE, l'AFCN et Bel V, fassent un effort maximal en matière de formation et de recyclage afin qu'elles puissent utiliser au mieux leur expertise dans le démantèlement des centrales nucléaires.

Le gouvernement concrétisera l'ambition d'exporter le savoir-faire sur la technologie nucléaire en général et sur le démantèlement, en soutenant les centres de connaissance et les entreprises dans des projets concrets de valorisation de ce savoir-faire.

Entre-temps, cela s'est déjà traduit par trois projets dans le Plan de relance européen (voir Plan national pour la Reprise et la Résilience), dont l'un concerne spécifiquement le démantèlement pour un montant de 25 millions d'euros. En effet, en Belgique, un grand savoir-faire unique a déjà été développé en ce qui concerne le démantèlement et la gestion sûre, responsable et

De wenselijkheid van enkele voorgestelde markthervormingen in het implementatieplan, zoals het toepassen van schaarsteprijzen, zal verder geëvalueerd worden.

3.1.3. Productie, opslag en transport van elektriciteit

Het stimuleren van de ontwikkeling van nieuwe productiecapaciteit, maar ook andere flexibele middelen in het elektriciteitssysteem en de transportcapaciteit zelf, noodzaakt een stabiel investeringskader en dus rechtszekerheid. Dit naast administratief eenvoudige processen. We zullen hiertoe het wetgevend kader voor productievergunningen en vergunningen voor opslag verder verduidelijken. We maken werk van een wetsontwerp inzake de administratieve vereenvoudiging van vergunningen voor elektriciteitstransportinstallaties. We nemen eveneens de procedure voor het opmaken van het federaal netontwikkelingsplan voor elektriciteit onder de loep en een gelijkaardige procedure wordt opgezet voor de ontwikkeling van een federaal netontwikkelingsplan voor gas.

3.1.4. Omkadering van de kernuitstap

Er is geen enkele twijfel dat vijf van de zeven kerncentrales zullen sluiten; de eerste kerncentrale, Doel 3, sluit op 1 oktober 2022. Daarom maken we nu werk van de omkadering van de kernuitstap. De prioriteit is de ordentelijke sluiting en dit zowel op menselijk als op technisch vlak.

Een taskforce werd opgericht bestaande uit de ministers van Energie, Binnenlandse Zaken en Werk en Economie met als doel onze aanpak op elkaar af te stemmen, en waar mogelijk zelfs samen op te treden. Het komende jaar zal de taskforce erop toezien dat de betrokken nucleaire instellingen, SCK-CEN, IRE, FANC en Bel V, maximaal inzetten op opleiding en herscholing zodat ze hun expertise maximaal ten dienste kunnen stellen van de ontmanteling van de kerncentrales.

De regering zal concreet gestalte geven aan de ambitie om de knowhow inzake nucleaire technologie in het algemeen en inzake de ontmanteling te exporteren, door kennisinstellingen en bedrijven, te ondersteunen in concrete projecten voor het valoriseren van deze know-how.

Dit heeft zich intussen al vertaald in drie projecten in het Europese relanceplan (zie Nationaal plan voor Herstel en Veerkracht), waarvan één specifiek met betrekking tot ontmanteling voor een bedrag van 25 miljoen euro. Binnen België is immers reeds veel unieke knowhow ontwikkeld inzake ontmanteling, en het veilig, verantwoord en duurzaam beheer van materialen en afval binnen

durable des matériaux et des déchets dans le cadre de projets de démantèlement, et ce projet vise à mettre ce savoir-faire à disposition pour le démantèlement des centrales nucléaires belges. Dans les mois et années à venir, de nouvelles installations seront construites et les installations existantes seront étendues, afin que les différentes technologies et techniques innovantes de démantèlement soient prêtes à être utilisées avant 2026 et donc avant le début effectif des travaux de démantèlement des centrales nucléaires.

Au printemps 2021, à l'initiative du secrétaire d'État pour la Relance, du vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Travail et de la ministre de l'Énergie, plusieurs experts du secteur ont été réunis lors d'une Table Ronde afin d'identifier une activité structurante pour le démantèlement des centrales nucléaires en vue de maintenir voire d'augmenter l'emploi dans le secteur, d'ancrer les activités de démantèlement des centrales nucléaires en Belgique et de développer les connaissances belges en matière de techniques spécifiques de démantèlement pour une éventuelle exportation ultérieure.

Les résultats de cette Table Ronde ont été communiqués. Le gouvernement est prêt à soutenir davantage, dans la mesure du possible, les initiatives industrielles qui émergent de ce processus, en vue d'ancrer fortement l'activité de démantèlement en Belgique.

3.2. *Politique de crise*

Les mesures de précaution que nous prenons pour garantir la sécurité de l'approvisionnement n'excluent pas le suivi et le renforcement de la préparation du pays aux risques. C'est pourquoi nous continuons à travailler à l'élaboration d'une politique de crise opérationnelle pour l'électricité, le gaz et le pétrole. Les obligations européennes et internationales en constituent le fil rouge, mais la coordination sera également renforcée au niveau national. Dans le même temps, nous préparerons l'avenir et nous proposerons une vision de la sécurité d'approvisionnement des nouveaux vecteurs énergétiques, tels que l'hydrogène et les molécules renouvelables.

3.2.1. Pétrole

La DG Énergie poursuit le développement de l'outil de cartographie, y compris la collecte de données auprès du secteur afin d'évaluer objectivement la menace d'une crise d'approvisionnement en pétrole à l'aide d'indicateurs. Les utilisateurs finaux prioritaires du pétrole sont identifiés, ainsi que leurs besoins et le cadre juridique correspondant. En cas de crise, ces utilisateurs finaux seront prioritaires pour l'approvisionnement. Les éléments ci-dessus seront compilés et décrits dans une procédure

ontmantelingsprojecten en dit project beoogt om deze knowhow gebruiksklaar te maken voor de ontmanteling van de Belgische kerncentrales. De komende maanden en jaren zullen nieuwe installaties opgericht worden en bestaande installaties opgeschaald worden, met als doel om vóór 2026 en dus vóór de eigenlijk start van de ontmantelingswerkzaamheden in de kerncentrales de verschillende innovatieve ontmantelingstechnologieën en -technieken gebruiksklaar te maken.

In de lente van 2021 werden op initiatief van staatssecretaris van Relance, vice-eersteminister van Economie en Werk en de minister van Energie een aantal experts uit de industrie samengebracht op een Ronde Tafel om een structurerende activiteit rond de ontmanteling van kerncentrales te identificeren met als doel de werkgelegenheid in de sector in stand te houden of zelfs uit te breiden, de ontmantelingsactiviteiten van kerncentrales in België te verankeren en de Belgische kennis inzake specifieke ontmantelingstechnieken te ontwikkelen zodat deze later eventueel kunnen worden geëxporteerd.

De resultaten van deze Ronde Tafel werden gecommuniceerd. De regering staat klaar om de industriële initiatieven die hieruit voortkomen waar mogelijk verder te ondersteunen met oog op een sterke Belgische verankering van de ontmantelingsactiviteit.

3.2. *Crisisbeleid*

De voorzorgsmaatregelen die wij nemen om de bevoorradingszekerheid veilig te stellen sluiten niet uit dat we de risicoparaatheid van het land bewaken en verder aanscherpen. Daarom wordt verder ingezet op de ontwikkeling van een operationeel crisisbeleid voor zowel elektriciteit, gas als aardolie. De Europese en internationale verplichtingen vormen hierbij de leidraad, maar ook op nationaal niveau zal de coördinatie worden versterkt. Tegelijk zullen we de toekomst voorbereiden en met een visie komen voor de bevoorradingszekerheid van nieuwe energievectoren zoals bvb. waterstof en hernieuwbare moleculen.

3.2.1. Aardolie

De AD Energie legt zich verder toe op de ontwikkeling van het cartografie-instrument, waaronder het verzamelen van gegevens van de sector om aan de hand van indicatoren om een objectieve inschatting te kunnen maken over de dreiging van een aardoliebevoorradingscrisis. De prioritaire eindgebruikers van aardolie worden geïdentificeerd evenals hun noden en het daaraan verbonden rechtskader. Aan deze eindgebruikers wordt gedurende een crisis voorrang verleend om bevoorraad te worden.

en cas de crise nationale d'approvisionnement en pétrole et intégrés dans un manuel de crise.

Par ailleurs, à la suite de l'expérience acquise lors des exercices de crise organisés l'année dernière par la Direction générale de l'Énergie en collaboration avec Apetra, une révision du cadre juridique sera également effectuée afin de fluidifier certaines procédures. Cela permettra de réguler encore plus rapidement et plus efficacement en cas de crise.

Dans le cadre des inondations qui ont eu lieu en province de Liège en juillet 2021, le Bureau national du Pétrole a été activé à plusieurs reprises afin de suivre de près la menace de pénurie en produits pétroliers dans la province de Liège en raison de la fermeture de l'écluse de Monsin. Un rapport d'évaluation a également été rédigé et il constitue la base d'un affinement et d'une optimisation du cadre législatif existant en matière de politique de crise pétrolière.

Nous examinerons également le rôle d'Apetra à la lumière de la transition énergétique.

3.2.2. Gaz

La DG Énergie travaille activement à l'amélioration des documents et procédures liés à la politique de crise du gaz naturel. Le plan d'urgence, en exécution du Règlement UE 2017/1938, a été révisé et notifié à la Commission européenne en 2020.

Nous sommes en train de réviser l'Arrêté Ministériel (AM) du 18 décembre 2013 établissant le plan d'urgence fédéral de l'approvisionnement en gaz naturel. Cet AM approuvera le nouveau plan d'urgence au niveau belge.

Nous continuons également à travailler sur un manuel de crise contenant les mesures opérationnelles internes pour gérer une crise d'approvisionnement en gaz. Nous organiserons un exercice de crise pour tester la mise en œuvre du plan d'urgence et de ce manuel de crise.

Dans le cadre du mécanisme de solidarité (article 13/13 du Règlement UE 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n° 994/2010), nous poursuivons les discussions avec les pays voisins en vue de conclure avec eux des accords bilatéraux de solidarité.

3.2.3. Conversion du gaz L

La conversion du marché du gaz L en Belgique vers le marché du gaz H se poursuit: selon le planning adapté

Het bovenstaande wordt gebundeld en beschreven in een procedure bij een nationale aardoliebevoorradingscrisis en verwerkt in een crisishandboek.

Daarnaast zal, naar aanleiding van de ervaring die is opgedaan tijdens de vorig jaar georganiseerde crisis-oefeningen, georganiseerd door de Algemene Directie Energie in samenwerking met Apetra, ook een herziening van het wettelijk kader worden uitgevoerd om bepaalde procedures vlotter te maken. Dit maakt het mogelijk om in geval van een crisis nog sneller en efficiënter te reguleren.

In het kader van de watersnood in de provincie Luik in juli 2021 werd het nationaal oliebureau meerdere malen geactiveerd met het oog op een nauwgezette monitoring van de dreigende schaarste aan aardolieproducten in de provincie Luik als gevolg van de sluiting van de sluis van Monsin. Een evaluatierapport werd eveneens opgesteld en vormt de basis van een verdere verfijning en optimalisering van het bestaande wetgevend kader in zake crisisbeleid voor aardolie.

We zullen ook de rol van Apetra bekijken in het licht van de energietransitie.

3.2.2. Gas

De AD Energie werkt actief aan de verbetering van de documenten en procedures in verband met het crisisbeleid voor aardgas. Het noodplan, in uitvoering van het EU verordening 2017/1938, werd herzien en genotificeerd aan de Europese Commissie in 2020.

We zijn nu bezig met de herziening van het Ministerieel Besluit (MB) van 18 december 2013 tot vaststelling van het federaal noodplan voor de aardgasbevoorradingscrisis. Dit MB zal het nieuwe noodplan goedkeuren op Belgisch niveau.

Wij werken ook verder aan een crisishandboek met de interne operationele maatregelen voor het beheer van een crisis in de gasvoorziening. We zullen een crisisoefening organiseren om de uitvoering van het noodplan en dit crisishandboek te testen.

In het kader van het solidariteitsmechanisme (artikel 13/13 van de EU Verordening 2017/1938 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2017 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gasleveringszekerheid en houdende intrekking van Verordening (EU) nr. 994/2010) zetten wij de besprekingen met de buurlanden voort teneinde met hen bilaterale solidariteitsovereenkomsten af te sluiten.

3.2.3. Conversie L-gas

De omschakeling van de L-gasmarkt in België naar H-gasmarkt wordt verder uitgerold: volgens de aangepaste

de Synergrid, celle-ci sera achevée en 2024. Ce timing est assuré en collaboration avec les pays voisins au niveau d'une *task force* dont font partie les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et la Belgique ainsi que l'AIE, ENTSG et la Commission européenne. Nous continuerons à suivre la mise en œuvre de cette conversion, ainsi que les éventuelles opportunités que cette suppression progressive pourrait créer pour convertir les gazoducs au transport de CO₂ ou d'hydrogène.

3.2.4. Stockage de gaz

L'installation de stockage de Loenhout est une grande réserve de gaz qui contribue à la stabilisation des prix, à la sécurité de l'approvisionnement en gaz et en électricité et à l'équilibre du réseau gazier. Afin de mieux répondre à la demande réelle de stockage sur le marché européen du gaz et de maintenir en même temps la viabilité économique des installations de stockage, le gestionnaire de stockage doit être en mesure d'offrir sa capacité de stockage d'une manière flexible et conforme au marché. Cela deviendra encore plus important lorsque les actuels contrats à long terme de capacité de stockage expireront en 2022. Nous permettrons cela en adaptant la loi afin que la capacité de stockage puisse être mise aux enchères à un prix de réserve qui peut être inférieur ou supérieur au tarif régulé en fonction de la demande.

3.2.5. Électricité

Une mise à jour approfondie du cadre juridique pour la préparation aux risques en matière d'électricité sera effectuée afin de l'aligner sur la législation européenne modifiée et les structures de crise nationales. En même temps, le plan de préparation aux risques final de la Belgique sera soumis à la Commission européenne.

3.3. Haute surveillance de la qualité et de la sécurité des infrastructures et produits énergétiques

3.3.1. Application de la législation EPCIP et NIS

La loi EPCIP relative à la sécurité physique et la protection des infrastructures critiques et la loi NIS relative à la sécurisation des réseaux et des systèmes d'information des services essentiels sont des maillons essentiels dans la protection des éléments vitaux du réseau énergétique belge contre les menaces extérieures. Elles font partie des mesures préventives du plan de préparation aux risques.

L'identification et le contrôle des éléments et acteurs vitaux au sein du système énergétique, et donc des entreprises pertinentes qui offrent un service essentiel ou exploitent une infrastructure critique, sont essentiels à la bonne application de ces lois.

Après un premier grand tour d'identification des infrastructures critiques et des services essentiels en 2021,

la planification de Synergrid, celle-ci sera achevée en 2024. Ce timing est assuré en collaboration avec les pays voisins au niveau d'une *task force* dont font partie les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et la Belgique ainsi que l'AIE, ENTSG et la Commission européenne. Nous continuerons à suivre la mise en œuvre de cette conversion, ainsi que les éventuelles opportunités que cette suppression progressive pourrait créer pour convertir les gazoducs au transport de CO₂ ou d'hydrogène.

3.2.4. Opslag Gas

De opslagfaciliteit te Loenhout is een grote gasreserve die bijdraagt tot de stabilisering van de prijzen, de zekerheid van de gas- en elektriciteitsvoorziening en het evenwicht op het gasnet. Om beter in te kunnen spelen op de werkelijke vraag voor opslag in de Europese gasmarkt en tegelijk de economische leefbaarheid van de opslaginstallaties op peil te houden, moet de opslagbeheerder op een flexibele en marktconforme manier zijn opslagcapaciteit kunnen aanbieden. Dit zal nog meer van belang worden wanneer in 2022 de huidige langetermijncontracten voor opslagcapaciteit aflopen. We zullen dit mogelijk maken door de wet aan te passen zodat de opslagcapaciteit kan geveild worden tegen een reserveprijs die lager of hoger kan liggen dan het gereguleerde tarief al naargelang de vraag.

3.2.5. Elektriciteit

Een grondige actualisatie van het juridische kader voor de risicoparaatheid op vlak van elektriciteit zal worden doorgevoerd, om dit in lijn te brengen met de gewijzigde Europese wetgeving en de nationale crisisstructuren. Tegelijk zal ook het finale Belgische risicoparaatheidsplan bij de Europese commissie worden ingediend.

3.3. Hoog toezicht van kwaliteit en veiligheid op energie-infrastructuur en-producten

3.3.1. Toepassing van de EPCIP en NIS wetgeving

De EPCIP-wet betreffende de fysieke beveiliging en bescherming van kritieke infrastructures en de NIS-wet betreffende het beveiligen van netwerk- en informatiesystem van essentiële diensten zijn cruciale schakels in de bescherming van de vitale elementen van het Belgisch energienetwerk tegen externe dreigingen. Zij maken deel uit van de preventieve maatregelen in het risicoparaatheidsplan.

Het identificeren van en toezicht op de vitale elementen en spelers binnen het energiesysteem, en dus van de relevante bedrijven die een essentiële dienst aanbieden of een kritieke infrastructuur uitbaten, is cruciaal is voor de goede toepassing van deze wetten.

Na een eerste grote identificatieronde van kritieke infrastructures en essentiële diensten in 2021 gaan

nous assurerons en 2022 le suivi des mesures de sécurité que les entreprises élaborent, et nous les assisterons dans cette tâche.

3.3.2. Application du Règlement général sur les installations électriques

Le Règlement général sur les installations électriques (RGIE) constitue la pierre angulaire de la sécurité des installations électriques. L'évolution rapide des équipements électriques implique un besoin constant de révision et de contrôle de ce RGIE.

En 2022, l'attention sera portée sur les prescriptions techniques pour décrire de manière complète l'évolution de la technologie et les règles de l'art, par exemple pour l'alimentation des véhicules électriques, les bornes de recharge, les installations de stockage dans des batteries ou les travaux sur les installations électriques.

En outre, nous nous concentrons sur le soutien et le contrôle des organismes agréés, tels que des contrôles ciblés de leur fonctionnement et une collaboration plus étroite entre les organismes agréés et l'Administration.

4. Durabilité

Outre la sécurité d'approvisionnement et le caractère abordable, notre objectif est de disposer d'un système énergétique neutre sur le plan climatique et basé sur les énergies renouvelables d'ici 2050. Cette énergie renouvelable proviendra de notre propre production d'énergie éolienne et solaire, qui sont déjà les formes d'électricité les moins chères. Bien entendu, l'énergie est beaucoup plus large que l'électricité, car il s'agit aussi de l'énergie de transformation vers l'industrie, la fourniture de chaleur aux bâtiments et l'énergie pour les transports. Pour ces dernières catégories, il est important d'économiser de l'énergie, ce qui peut être fait en grande partie par l'électrification, mais pour être totalement neutre sur le plan climatique, nous aurons également besoin de molécules renouvelables, provenant surtout de l'énergie éolienne et solaire de régions où elle est beaucoup moins chère qu'en Belgique.

4.1. Éolien en mer

La mer du Nord offre à notre pays des possibilités jamais vues pour le développement de l'éolien en mer. Notre pays est le cinquième pays au monde en termes d'énergie éolienne en mer. Ce secteur est un modèle d'innovation qui est également reconnu dans le monde entier. Grâce aux parcs éoliens en mer, le gouvernement fédéral peut apporter une contribution significative aux obligations européennes en matière d'énergie renouvelable. Dans le même temps, nous réduisons notre

we in 2022 de beveiligingsmaatregelen die bedrijven uitwerken opvolgen en hen bijstaan bij deze opdracht.

3.3.2. Toepassing van het Algemeen Reglement op Elektrische Installaties

Het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (AREI) vormt de hoeksteen voor de veiligheid van elektrische installaties. De snelle evolutie van elektrisch materieel impliceert een constante noodzaak tot herziening en toezicht op dit AREI.

In 2022 zal aandacht besteed worden aan de technische voorschriften om de evolutie van de technologie en regels van goed vakmanschap volledig te beschrijven, zoals bijvoorbeeld voor de voeding van elektrische voertuigen, de laadpalen, installaties voor batterijopslag, of werken aan elektrische installaties.

Daarnaast richten we de focus op het ondersteunen van en het toezicht op de erkende organismen, zoals bijvoorbeeld gerichte controles op hun werking en een nauwere samenwerking tussen de erkende organismen en de Administratie.

4. Duurzaamheid

Naast de bevoorradingszekerheid en de betaalbaarheid, is onze doelstelling om tegen 2050 een klimaat-neutraal energiesysteem te hebben, gebaseerd op hernieuwbare energie. Deze hernieuwbare energie zal komen door eigen productie van wind en zonne-energie, die nu al de goedkoopste vormen van elektriciteit zijn. Energie is natuurlijk veel breder dan elektriciteit, want het gaat ook over procesenergie naar de industrie, warmteleveringen naar gebouwen en energie naar transport. Voor deze laatste categorieën is het belangrijk om energie te besparen, wat ook grotendeels kan door te elektrificeren, maar om het geheel klimaatneutraal te krijgen zullen we ook hernieuwbare moleculen nodig hebben, vooral komende vanuit wind en zonne-energie uit regio's waar het veel goedkoper is dan in België.

4.1. Wind op Zee

De Noordzee biedt ons land ongeziene kansen voor de verdere ontwikkeling van wind op zee. Ons land is het vijfde land in de wereld qua windenergie op zee. Deze sector is een toonbeeld van innovatie die ook wereldwijd wordt erkend. Dankzij de windparken op zee kan de federale regering een aanzienlijke bijdrage leveren aan de Europese verplichtingen inzake hernieuwbare energie. Tegelijk verminderen we onze afhankelijkheid van het buitenland, vergroten we het aandeel CO₂ vrije productie

dépendance vis-à-vis de l'étranger, nous augmentons la part de la production d'électricité sans CO₂ et nous diminuons les prix de l'électricité pour nos familles et nos entreprises. En permettant à nos citoyens et aux entreprises locales de participer aux développements en mer, nous garantissons un ancrage local plus fort avec un effet de rétroaction positif sur le tissu social et la transition. Le vent souffle gratuitement et il est accessible à tous.

4.1.1. Profiter pleinement de la zone Princesse Elisabeth

Les nouveaux parcs éoliens destinés à la production d'électricité renouvelable dans la "zone Princesse Elisabeth" seront mis en service en 2026-2027. Pour ce faire, le cadre juridique doit être élaboré en 2022 afin de lancer un premier appel d'offres au milieu de l'année 2023.

Capacité

Le potentiel en énergies renouvelables de la Belgique étant limité, il est nécessaire que notre pays utilise de manière optimale les zones de production d'électricité établies dans notre partie de la mer du Nord. Sous l'impulsion des ambitions européennes renforcées en matière de climat, des progrès technologiques et d'une vision progressiste, le gouvernement fédéral a décidé d'augmenter l'objectif précédemment fixé de 1,75 GW à 2,1 GW de capacité de production dans la zone Princesse Elisabeth à un objectif de 3,15 GW à 3,5 GW de capacité de production. Cette augmentation de capacité permettra à l'État fédéral d'intégrer au réseau une quantité considérable d'énergie renouvelable supplémentaire, de réaliser d'importantes économies supplémentaires de CO₂ et d'obtenir de nombreux avantages sociaux, économiques et climatiques. En 2022, toutes les activités préparatoires se poursuivront afin de lancer l'appel d'offres pour ces 3,15 GW à 3,5 GW à partir de la mi-2023. Le nombre et la taille des lots seront également connus en 2022.

Connexion au réseau

La connexion au réseau offshore de la zone Princesse Elisabeth, appelée MOG 2 (Modular Offshore Grid 2), sera réalisée via une île énergétique. Cette île énergétique en mer, cofinancée par le Plan national de Relance et de Résilience de la Belgique, a le potentiel pour fournir la connexion au réseau pour une production d'énergie pouvant atteindre 3,5 GW dans la zone Princesse Elisabeth et, en outre, pour réaliser des interconnexions. Cette combinaison hybride nous permet d'augmenter la capacité de la zone Princesse Elisabeth sans renforcement supplémentaire du réseau terrestre, en plus des projets de renforcement du réseau déjà prévus dans le Plan fédéral de Développement. La conception de

van elektriciteit en drukken we de elektriciteitsprijzen voor onze gezinnen en bedrijven. Door onze burgers en lokale ondernemingen mee te laten participeren in de ontwikkelingen op zee, garanderen we een versterkte lokale verankering met een positief feedbackeffect op het sociale weefsel en de transitie. De wind waait gratis en is voor iedereen.

4.1.1. Ten volle benutten van de Prinses Elisabethzone

De nieuwe windparken voor de opwekking van hernieuwbare elektriciteit in de "Prinses Elisabethzone" zullen in 2026-2027 in gebruik worden genomen. Om dit te bereiken moet in 2022 het wettelijk kader uitgewerkt worden om midden 2023 een eerste concurrentiële tender te lanceren.

Capaciteit

Omdat België over een beperkt potentieel aan hernieuwbare energie beschikt, is het voor ons land noodzakelijk om de vastgelegde elektriciteitsproductiezones in ons deel van de Noordzee optimaal te benutten. Onder impuls van de aangescherpte Europese klimaatambities, vooruitgang van de technologie en voortschrijdend inzicht, heeft de federale regering beslist de eerder bepaalde doelstelling van 1,75 GW tot 2,1 GW productiecapaciteit in de Prinses Elisabethzone te verhogen tot een doelstelling tussen 3,15 tot 3,5 GW productiecapaciteit. Dergelijke capaciteitsverhoging laat de Federale Staat toe een aanzienlijke hoeveelheid extra hernieuwbare energie op het net te brengen, een grote bijkomende CO₂-besparing te realiseren en talrijke maatschappelijke, sociale, economische en klimaatvoordelen te bekomen. In 2022 zullen alle voorbereidende activiteiten worden voortgezet om de tender voor deze 3,15 GW tot 3,5 GW vanaf midden 2023 te lanceren. In 2022 zullen ook het aantal loten en de grootte van de loten bekend worden.

Grid aansluiting

De offshore grid aansluiting voor de Prinses Elisabethzone, MOG 2 genaamd (Modular Offshore Grid 2) zal worden gerealiseerd via een energie-eiland. Dit energie-eiland op zee, gefinancierd door het Nationaal plan voor herstel en veerkracht van België, heeft het potentieel om de netwerkconnectie te voorzien voor maximum 3,5 GW energieproductie vanuit de Prinses Elisabethzone, en daar bovenop om interconnecties te realiseren. Door deze hybride combinatie kunnen we de capaciteit van de prinses Elisabethzone vergroten zonder bijkomende netversterking op land, bovenop de netversterkingsprojecten die reeds voorzien zijn in het Federaal Ontwikkelingsplan. Het ontwerp van MOG 2 zal

MOG 2 sera encore finalisée en 2021 et, en 2022, nous réaliserons une analyse complète de l'EIE afin de déterminer l'impact environnemental de l'île énergétique et de prévoir, le cas échéant, des mesures d'atténuation.

Elia informera par le biais d'un seul un canal de communication tous les acteurs du marché de l'état des développements techniques de la connexion à MOG 2 et veillera à ce que les informations soient communiquées à toutes les parties du marché concernées.

Pour le développement en temps utile de la nouvelle zone d'éoliennes en mer, la connexion au réseau à terre est importante. Nous suivons dès lors cela de près et nous intégrerons en 2022 les accords nécessaires à cet égard dans un AR "Liabilities". En outre, la politique d'indemnisation des habitations situées à proximité de nouvelles lignes aériennes à haute tension est soumise à l'avis d'experts. Nous veillerons à ce que cette politique d'indemnisation soit équitable et qu'elle soit appliquée de manière cohérente dans toutes les parties du pays.

Tender – éolien en mer

La loi du 12 mai 2019 stipule que les nouveaux projets d'énergie renouvelable en mer du Nord belge feront désormais l'objet d'une procédure d'appel d'offres. L'objectif est de réduire significativement le coût du soutien au développement de la future production d'électricité en mer par rapport aux coûts du développement des projets éoliens installés entre-temps, en organisant des procédures de mise en concurrence, en mettant sur le marché des lots plus importants et en réalisant des études préliminaires aux frais de l'État dont les résultats sont mis à la disposition de soumissionnaires potentiels.

En vue de préparer l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ("offshore tender"), nous ferons effectuer en 2022 toutes les études techniques préparatoires relatives à la zone Princess Elisabeth en collaboration avec le ministre en charge de la mer du Nord, et nous ferons certifier les résultats de ces études. En outre, le mécanisme de soutien aux futurs parcs éoliens sera défini en détail et notifié à la Commission européenne. Nous élaborerons également le cadre réglementaire de la procédure d'appel d'offres et de la procédure d'autorisation. Lors de l'élaboration de la procédure d'appel d'offres, une attention particulière sera accordée à la participation citoyenne, et plus particulièrement à l'implication des communautés d'énergie renouvelable, conformément aux dispositions de la directive européenne sur les énergies renouvelables.

nog in 2021 afgewerkt worden en in 2022 maken we een volledige MER-analyse om de milieu-impact van het energie-eiland in kaart te brengen en waar nodig, mitigerende maatregelen te voorzien.

Elia zal via één communicatiekanaal alle marktpartijen op de hoogte houden van de stand van zaken van de technische ontwikkelingen van de aansluiting op MOG 2 en zorgt er zodoende voor dat de informatie aan alle betrokken marktpartijen ontsloten wordt.

Voor de tijdige ontwikkeling van de nieuwe zone voor wind op zee is de grid connectie op land belangrijk. Dit volgen we dan ook van nabij op en in 2022 integreren we de nodige afspraken hieromtrent in een KB Liabilities. Bovendien wordt het vergoedingsbeleid voor woningen in de buurt van nieuwe hoogspannings- luchtlijnen aan een advies van experts onderworpen. Ik zal erop toezien dat dit vergoedingsbeleid billijk is en dat het consequent wordt toegepast in alle landsdelen.

Tender wind op zee

De wet van 12 mei 2019 bepaalt dat nieuwe hernieuwbare energieprojecten in de Belgische Noordzee voortaan via een tenderprocedure aanbesteed zullen worden. Het doel is om de kost van ondersteuning voor de ontwikkeling van toekomstige elektriciteitsproductie op zee aanzienlijk te verlagen t.o.v. de kosten voor het ontwikkelen van de ondertussen geïnstalleerde windprojecten op zee, door de organisatie van concurrerende inschrijvingsprocedures, het in de markt zetten van grotere kavels, het uitvoeren van voorstudies ten laste van de overheid en waarvan de resultaten ter beschikking worden gesteld aan potentiële inschrijvers.

Ter voorbereiding van de organisatie van een concurrerende inschrijvingsprocedure ("offshore tender"), zullen we in 2022 samen met de minister bevoegd voor Noordzee alle voorbereidende technische studies verder laten uitvoeren met betrekking tot de Prinses Elisabeth Zone en de resultaten van die studies laten certificeren. Bovendien zal het ondersteuningsmechanisme voor de toekomstige windparken tot in detail worden vastgelegd en aangemeld aan de Europese Commissie. Verder zullen we het regelgevend kader uitwerken inzake het verloop van de tenderprocedure en de vergunningsprocedure. Bij de uitwerking van de tenderprocedure zal bijzondere aandacht besteed worden aan burgerparticipatie en meer bepaald het betrekken van hernieuwbare energiegemeenschappen conform de bepalingen in de Europese hernieuwbare energierichtlijn.

4.1.2. Interconnexions en mer

Outre l'augmentation de sa propre production d'énergie renouvelable, la Belgique devra intégrer davantage les sources renouvelables provenant de pays ayant des excédents d'énergie renouvelable. Le potentiel de la mer du Nord jouera un rôle important à cet égard, tout comme le développement futur de l'interconnexion en mer. Le Plan de développement fédéral du réseau de transport 2020-2030 comprenait déjà, à titre indicatif, le projet d'une interconnexion (hybride) avec le Royaume-Uni, appelée Nautilus. Récemment, un Memorandum of Understanding (MoU) a également été conclu avec le Danemark pour réaliser une connexion entre les deux pays d'ici 2031 via la future île énergétique danoise en mer du Nord. Pour les deux connexions, la faisabilité sera examinée en 2022, et les coûts et avantages de chaque connexion seront aussi calculés.

North Sea Energy Cooperation (NSEC)

Dans le cadre de la présidence belge du NSEC, une déclaration politique renouvelée a été négociée et approuvée par les directeurs généraux lors de leur réunion du 8 juillet 2021. Un nouveau programme de travail a été établi à l'automne. Dans le même temps, un MoU a été élaboré pour la collaboration entre le NSEC et le Royaume-Uni, qui est sorti de l'UE. Celui-ci sera peut-être encore signé avant la fin de l'année.

Les différents groupes de travail ont continué à travailler sur le programme de travail existant, comme le développement des projets hybrides, les conditions des mises aux enchères, 3 workshops sur la Vision 2050 et la livraison d'une étude en la matière par la Commission européenne.

La Belgique restera également très active en 2022 dans la *North Seas Energy Cooperation*. Avec les Pays-Bas, la Belgique coprésidera le Groupe de travail "*Delivering 2050*" qui se concentrera sur les tâches de suivi de l'étude Vision 2050, réalisée en 2021. En outre, l'on travaillera au développement d'une participation citoyenne plus forte et à une implication accrue des parties prenantes.

4.1.3. Optimisation des parcs éoliens en mer existants

Nous continuons à réfléchir avec le ministre de la Mer du Nord au *repowering* des parcs éoliens en mer actuels. L'accent est mis sur la maximisation de la production d'énergie éolienne à la lumière de l'évolution technologique: la puissance des premières éoliennes en mer était de 5 MW; entre-temps, l'on s'attend à ce que d'ici 2028, des éoliennes d'une puissance supérieure à 15 MW soient techniquement réalisables. En raison de la surface relativement limitée de la mer du Nord

4.1.2. Interconnecties op zee

België zal, bovenop het verhogen van zijn eigen hernieuwbare energieproductie, nood hebben aan het verder integreren van hernieuwbare bronnen vanuit landen met overschotten aan hernieuwbare energie. Hierin zal het potentieel in de Noordzee een belangrijke rol spelen, en daarmee ook de toekomstige ontwikkeling van interconnectie op zee. Het Federale Netontwikkelingsplan voor de periode 2020 – 2030 bevatte indicatief reeds het project van een (hybride) interconnectie met het Verenigd Koninkrijk, genaamd Nautilus. Onlangs werd ook een Memorandum of Understanding (MoU) gesloten met Denemarken om tegen 2031 een verbinding tussen de twee landen te realiseren, via het toekomstige Deense energie-eiland in de Noordzee. Voor beide verbindingen wordt in 2022 de haalbaarheid onderzocht en worden de kosten en baten van elke verbinding verder berekend.

North Sea Energy Cooperation (NSEC)

In het kader van het Belgisch voorzitterschap van NSEC werd een hernieuwde politieke verklaring onderhandeld die werd goedgekeurd door de Directeuren-generaal tijdens hun meeting van 8 juli 2021. Een vernieuwd werkprogramma is in het najaar uitgewerkt. Tegelijkertijd werd een MoU uitgewerkt voor de samenwerking tussen NSEC en het Verenigd Koninkrijk, dat uit de EU is gestapt. Deze zal mogelijks nog voor het einde van het jaar ondertekend worden.

In de verschillende werkgroepen werd verder gewerkt aan het bestaande werkprogramma zoals het uitwerken van de hybride projecten, de veiligheidsvoorwaarden, 3 workshops inzake Visie 2050 en opleveren van een studie ter zake door de Europese Commissie.

Ook in 2022 blijft België erg actief in de *North Seas Energy Cooperation*. Zo is België samen met Nederland co-voorzitter van de Werkgroep "*Delivering 2050*", die inzet op de vervolgtaken in uitvoering van de Visie 2050-studie, die werd uitgevoerd in 2021. Verder zal worden gewerkt aan het ontwikkelen van een versterkte burgerparticipatie en verhoogde betrokkenheid van stakeholders.

4.1.3. Optimalisatie bestaande windparken op zee

We zetten samen met de minister van de Noordzee, het denkwerk verder omtrent de *repowering* van de huidige windparken op zee. De focus ligt op het maximaliseren van de productie van windenergie in het licht van de technologische evolutie: het vermogen van de eerste windmolens op zee bedroeg 5 MW; inmiddels wordt verwacht dat tegen 2028 windmolens met een vermogen van meer dan 15 MW technisch haalbaar zullen zijn. Door de relatief beperkte oppervlakte van

belge, nous voulons également tirer le meilleur parti de ce potentiel. En outre, la Belgique serait le premier pays européen à réaliser un tel *repowering*, ce qui place à nouveau les entreprises belges dans une position de pionnier. En 2022, les discussions se poursuivront avec les concessionnaires actuels et le gestionnaire de réseau afin d'élaborer un plan d'approche et un calendrier, de sorte que tous les préparatifs puissent être effectués pour réaliser le *repowering* à temps avant l'expiration de la première concession en 2034.

4.2. Molécules

Outre une électrification poussée, la Belgique doit également effectuer la transition vers un approvisionnement énergétique neutre sur le plan climatique pour les molécules. À cette fin, il faut prendre les mesures nécessaires pour rendre durable la consommation actuelle de gaz naturel et la remplacer par des solutions alternatives neutres sur le plan climatique, telles que l'hydrogène issu de sources d'énergie renouvelables, le biogaz et le méthane de synthèse. Une étude de la DG Énergie a dressé la carte des évolutions, applications, opportunités et défis attendus pour notre pays dans ce domaine. Sur la base des idées et des recommandations de cette étude, une vision et une stratégie fédérales en matière d'hydrogène ont été élaborées, lesquelles seront publiées à l'automne 2021, dans le but de positionner la Belgique comme un pionnier technologique et un centre européen pour l'importation de molécules renouvelables.

Parallèlement, les Régions sont consultées afin de clarifier le plus concrètement possible, dans le cadre de la répartition actuelle des compétences, la complexe répartition intra-belge des compétences en matière d'hydrogène, afin d'offrir aux acteurs du marché la sécurité nécessaire dans ce domaine également.

En 2022, nous serons pleinement engagés dans la mise en œuvre de la stratégie pour l'hydrogène, qui sera publiée en 2021. Cela placera la Belgique sur la carte en tant qu'acteur central dans la région d'Europe centrale et occidentale, qui est considérée en Europe comme la région la plus importante pour le développement de l'hydrogène.

Les premières mesures en ce sens ont déjà été définies dans le Plan national de Relance et de Résilience, dont la mise en œuvre pratique interviendra également en 2022. Ainsi, nous lancerons un appel à des projets pilotes innovants dans le domaine des molécules et les premiers pas vers un "*open access waterstofbackbone*" belge seront faits dans le cadre de l'IPCEI européen. Ce cadre, dans lequel les régions se sont également engagées, vise le développement rapide d'une économie de l'hydrogène

de la Belgique. Nous espérons également tirer le meilleur parti de ce potentiel. En outre, la Belgique serait le premier pays européen à réaliser un tel *repowering*, ce qui place à nouveau les entreprises belges dans une position de pionnier. En 2022, les discussions se poursuivront avec les concessionnaires actuels et le gestionnaire de réseau afin d'élaborer un plan d'approche et un calendrier, de sorte que tous les préparatifs puissent être effectués pour réaliser le *repowering* à temps avant l'expiration de la première concession en 2034.

4.2. Moleculen

Naast een doorgedreven elektrificatie moet België ook voor moleculen de omslag maken naar een klimaatneutrale energiebevoorrading. Daartoe dienen de nodige stappen worden gezet om het huidige aardgasverbruik te verduurzamen en te vervangen door klimaatneutrale alternatieven zoals waterstof uit hernieuwbare energiebronnen, biogas en synthetisch methaan. Een studie van de AD Energie bracht de te verwachten evoluties, toepassingen, kansen en uitdagingen voor ons land op dit vlak in kaart. Voortbouwend op de inzichten en aanbevelingen uit deze studie werd een federale waterstofvisie en -strategie ontwikkeld die in het najaar van 2021 wordt uitgebracht, met als doel België te positioneren als technologische koploper en Europese draaischijf voor de import van hernieuwbare moleculen.

Parallel wordt verder met de gewesten overlegd om, binnen de huidige bevoegdheidsverdeling, de complexe intra-Belgische bevoegdheidsverdeling voor waterstof zo concreet mogelijk te verduidelijken om marktdeelnemers ook op dit vlak de nodige zekerheid te bieden.

In 2022 zullen we volop inzetten op het uitvoeren van de waterstofstrategie, die nog in 2021 zal worden gepubliceerd. Hiermee zetten we België op de kaart als centrale speler in de Centraal-West-Europese regio, die binnen Europa gezien wordt als de belangrijkste regio voor de ontwikkeling van waterstof.

De eerste stappen hiervoor werden reeds uitgezet in het Nationaal plan voor Herstel en Veerkracht waarvan de praktische uitwerking eveneens in 2022 zal plaatsvinden. Zo zullen we een oproep lanceren voor innovatieve proefprojecten binnen het domein van moleculen en worden de eerste stappen richting een "Belgische *open access waterstofbackbone*" gezet binnen het Europese IPCEI kader. Dit kader, waar ook de Gewesten op inzetten, beoogt de snelle ontwikkeling van een waterstofeconomie

en tant que secteur stratégique et assure l'intégration des différents projets dans un écosystème européen.

En même temps, on a commencé à rendre le réseau de transport de gaz naturel et le cadre réglementaire pour le transport de gaz résistants à l'avenir. Ainsi, la loi sur le gaz a été modifiée pour faciliter, dans le respect des règles de sécurité applicables, le transport de mélanges de gaz naturel avec du biométhane, de l'hydrogène et d'autres gaz, sans qu'il soit nécessaire de réviser les licences de transport individuelles. Il s'agit évidemment de transporter l'hydrogène de haute qualité dans des tuyaux prévus à cet effet, et non de le mélanger au gaz naturel. À cette fin, les travaux préparatoires ont commencé pour élaborer le cadre réglementaire d'un réseau de transport d'hydrogène réglementé, accessible aux tiers sur une base non discriminatoire. Avec les autres pays du Penta, le gouvernement fédéral a pris l'initiative d'élaborer une déclaration commune qui définit les lignes directrices et qui peut servir de base aux réformes à venir au niveau européen. En outre, l'élaboration de cette déclaration se fera en parallèle des négociations sur le "Gas Decarbonisation Package" que la Commission européenne publiera fin 2021.

Pour assurer le bon fonctionnement du marché et garantir l'approvisionnement en hydrogène en Belgique, nous misons également sur la collaboration internationale. Nous le faisons d'une part en poursuivant nos engagements au sein notamment du Benelux et du Forum pentalatéral de l'énergie et d'autre part en travaillant à la conclusion d'accords bilatéraux avec des pays potentiellement exportateurs de molécules durables.

En plus de ce cadre, nous voyons un besoin important de certification, qui est également nécessaire pour garantir la contribution des molécules à un système énergétique neutre pour le climat au niveau national et international. Dans un premier temps, l'on continuera à travailler à un système de certification concluant pour l'importation de molécules renouvelables.

4.3. Intégration de système

L'infrastructure est essentielle pour un approvisionnement en énergie fiable et abordable. Elle joue également un rôle crucial dans la réalisation de la transition énergétique.

Lors de la réalisation d'un backbone hydrogène, il est essentiel de construire un plan de développement du réseau pour cette nouvelle infrastructure et, bien entendu, de prévoir l'interaction nécessaire avec les plans de développement du réseau pour le gaz naturel et l'électricité.

als strategische sector en verzekert de integratie van de verschillende projecten in een Europees ecosysteem.

Tegelijkertijd werd gestart met het toekomstbestendig maken van het aardgasvervoersnet en van het regelgevend kader voor het vervoer van gassen. Zo werd de Gaswet aangepast om, binnen de geldende veiligheidsvoorschriften, het vervoer van blends van aardgas met biomethaan, waterstof en andere gassen te faciliteren zonder dat daarvoor de individuele vervoersvergunningen moeten worden herzien. Uiteraard is de bedoeling om de hoogwaardige waterstof in daarvoor voorziene leidingen te transporteren en niet te blenden met aardgas. Hiervoor werd het voorbereidende werk aangevat om het regelgevend kader uit te werken voor een gereguleerd waterstofvervoersnet dat op niet-discriminatoire basis toegankelijk is voor derden. Samen met de andere Pentalanden nam de federale regering het voortouw om een gezamenlijke verklaring uit te werken die de krijtlijnen uitzet en als basis kan dienen voor de aankomende hervormingen op Europees niveau. Bovendien zal de uitwerking hiervan parallel gebeuren met de onderhandelingen over het "Gas Decarbonisation Package" dat de Europese Commissie eind 2021 zal publiceren.

Om een goed werkende markt te bekomen en de bevoorrading van waterstof in België veilig te stellen zetten we ook in op internationale samenwerking. Dit doen we enerzijds door onze engagementen binnen onder andere de Benelux en het Pentalatéraal energieforum verder op te nemen, en anderzijds door toe te werken naar bilaterale overeenkomsten met mogelijke exportlanden voor duurzame moleculen.

Als aanvulling op dit kader zien we een belangrijke nood aan certificering, die bovendien noodzakelijk is om de bijdrage van moleculen aan een klimaatneutraal energiesysteem op nationaal en internationaal niveau te garanderen. In eerste instantie wordt verder gewerkt aan een sluitend certificatiesysteem voor de import van hernieuwbare moleculen.

4.3. SysteeminTEGRATIE

Infrastructuur is essentieel voor een betrouwbare en betaalbare energievoorziening en ze speelt ook een cruciale rol om de energietransitie waar te maken.

Bij het realiseren van een waterstof backbone is het cruciaal om een netontwikkelingsplan op te bouwen voor deze nieuwe infrastructuur en uiteraard ook met de nodige interactie met de netontwikkelingsplannen voor aardgas en elektriciteit.

Les réseaux d'électricité et de gaz doivent soutenir l'utilisation de nouvelles technologies et nous relier toujours plus étroitement à des pays où une énergie verte et abordable est disponible. Heureusement, aujourd'hui en Belgique, nous pouvons déjà compter sur un réseau d'électricité et de gaz étendu et fiable. Cependant, nous sommes convaincus qu'il faut évoluer vers une vision plus intégrée du développement de ces réseaux. Aujourd'hui, Elia et Fluxys établissent leurs plans d'investissement presque indépendamment l'un de l'autre. Nous sommes convaincus que, pour relever les défis de l'avenir avec efficacité et efficience, il faut que cela change. C'est pourquoi le processus sera revu afin de mieux aligner les plans de développement du réseau des différents gestionnaires de réseau et les scénarios utilisés pour envisager non seulement l'horizon 2030 mais aussi un horizon encore plus lointain.

4.4. Transition vers un approvisionnement en énergie renouvelable dans le secteur des transports

La contribution des sources d'énergie renouvelable dans le secteur des transports a, jusqu'à présent, été réalisée principalement par les biocarburants, par la loi du 17 juillet 2013 qui impose l'obligation de mélanger les biocarburants aux carburants fossiles pour le transport routier.

Pour l'année 2020, la contribution des biocarburants à l'intégration des énergies renouvelables dans le secteur des transports est estimée à environ 10 %.

Toutefois, en vue de la transition énergétique dans le secteur des transports, la 2^e directive sur les énergies renouvelables prévoit un élargissement de l'incitation aux biocarburants à d'autres vecteurs d'énergie renouvelable, tels que l'hydrogène et l'électricité. Afin de transposer cette disposition de la directive et de permettre à notre pays d'atteindre l'objectif de 14 % d'énergies renouvelables dans le secteur des transports d'ici 2030, un projet de loi sera soumis à la Chambre.

Le projet de loi a par ailleurs pour ambition d'accorder également une certaine attention, dans la transition vers plus de sources d'énergie renouvelables dans le secteur des transports, à une dimension plus large de durabilité et des droits de l'homme dans notre approvisionnement énergétique. L'objectif est de miser sur une élimination progressive de certains types de biocarburants et de matières premières qui soulèvent des questions quant à leur impact environnemental et social.

Afin d'optimiser le mélange des combustibles renouvelables, et étant donné que tous les carburants renouvelables admissibles pour le transport ne peuvent pas être physiquement mélangés, un registre d'unités d'énergie

De elektriciteits- en gasnetwerken moeten de up-take van nieuwe technologieën ondersteunen, en ons steeds nauwer verbinden met landen waar groene en betaalbare energie voorhanden is. Gelukkig kunnen we vandaag in België al steunen op een uitgebreid en betrouwbaar elektriciteits- en gasnetwerk. Maar, het is onze overtuiging dat we naar een meer geïntegreerde visie op de ontwikkeling van deze netwerken moeten gaan. Vandaag maken Elia en Fluxys quasi onafhankelijk van elkaar hun investeringsplannen op. We zijn ervan overtuigd dat, om de uitdagingen van de toekomst efficiënt en effectief aan te pakken, dit niet langer zo kan. Daarom zal ook het proces herbekeken worden om de netontwikkelingsplannen van de verschillende netbeheerders beter op elkaar af te stemmen, alsook de gebruikte scenario's om niet alleen naar 2030 te kijken, maar ook op zelfs nog langere termijn.

4.4. Transitie naar hernieuwbare energie-bevoorrading in de transportsector

De bijdrage van hernieuwbare energiebronnen in de vervoersector is tot nu toe voornamelijk gerealiseerd door biobrandstoffen, via de wet van 17 juli 2013 die de verplichting oplegt biobrandstoffen te mengen met fossiele brandstoffen voor het wegvervoer.

Voor het jaar 2020 wordt de bijdrage van biobrandstoffen aan de integratie van hernieuwbare energie in de vervoersector geraamd op ongeveer 10 %.

Met het oog op de energietransitie in de vervoerssector voorziet de 2^e richtlijn Hernieuwbare energie echter in een verbreding van de stimulus voor biobrandstoffen naar andere hernieuwbare energievectoren, zoals waterstof en elektriciteit. Met het oog op de omzetting van deze bepaling uit de richtlijn, en om ons land in staat te stellen de doelstelling hernieuwbare energie in de transportsector, zijnde 14 % tegen 2030, te behalen, zal een wetsontwerp in de Kamer worden ingediend.

Het wetsontwerp heeft daarnaast de ambitie om in de transitie naar meer hernieuwbare energiebronnen in de transportsector ook aandacht te hebben voor de bredere duurzaamheids- en mensenrechtendimensie van onze energiebevoorrading. Het is daarbij de bedoeling in te zetten op de geleidelijke afbouw van bepaalde soorten biobrandstoffen en grondstoffen die vragen oproepen over hun milieu- en maatschappelijke effecten.

Om de bijmenging van hernieuwbare brandstoffen te optimaliseren, en aangezien niet alle in aanmerking komende hernieuwbare transportbrandstoffen fysiek kunnen bijgemengd worden, zal een register met verhandelbare

négociables sera lancé. C'est grâce à l'utilisation de ce registre que les fournisseurs de carburant pourront remplir leurs obligations.

La mobilité électrique contribue à la transition énergétique, notamment en termes de soutien au réseau. Les voitures électriques peuvent fonctionner comme une batterie, en stockant de l'électricité et en la restituant. C'est pourquoi nous travaillons avec le ministre des Finances sur une incitation fiscale concrète pour les bornes de recharge intelligentes uniquement, ce qui permettra de développer cette flexibilité à l'avenir.

Un soutien supplémentaire dans le cadre de la normalisation et de la sécurité des produits est à l'étude pour accélérer le déploiement des stations de recharge, ainsi que leur intégration dans le réseau électrique. Le déploiement de l'infrastructure de recharge de l'hydrogène, tel qu'il est également envisagé par la Commission européenne dans son paquet "Fit for 55", est envisagé en relation avec le déploiement de l'infrastructure de transport de l'hydrogène.

4.5. *Efficacité énergétique*

L'efficacité énergétique est une pierre angulaire de la transition énergétique. Il s'agit d'une compétence en majeure partie régionale où l'État fédéral, dans le cadre de ses propres compétences, contribue aux objectifs belges en matière d'efficacité énergétique par des mesures d'accompagnement.

La politique fédérale en matière d'efficacité énergétique est donc une politique transversale qui est élaborée avec, entre autres, mes collègues des Finances, de l'Environnement et de la Mobilité: il s'agit de la politique des produits, de la rénovation des bâtiments publics, du verdissement du parc automobile fédéral, etc.

4.6. *Collaboration avec les Régions*

Un nouvel accord de coopération intra-belge devra également être conclu entre l'État fédéral et les Régions concernant le partage des objectifs climat-énergie pour la période 2021-2030, ce qui contribuera au développement de la production d'énergie à partir de sources renouvelables au sein de l'Union européenne.

Un tel accord doit tenir compte de toutes les obligations de la Belgique dans le cadre de la politique européenne énergie et climat, ainsi que des coûts éventuels liés à la non-réalisation de ces objectifs.

energie-eenheden gelanceerd worden. Het is via het gebruik van dit register dat brandstofleveranciers aan hun verplichtingen zullen kunnen voldoen.

Elektrische mobiliteit draagt bij aan de energietransitie, met name wat betreft ondersteuning van het elektriciteitsnet. Elektrische wagens kunnen functioneren als batterij, elektriciteit opslaan en terugleveren. Daarom werken we samen met de minister van financiën aan een concrete fiscale stimulans voor enkel slimme laadpalen waarmee in de toekomst deze flexibiliteit kan worden ontwikkeld.

Verdere ondersteuning in het kader van productnormering en veiligheid wordt onderzocht om de uitrol van laadpalen te bespoedigen, alsook hun integratie in het elektriciteitsnet. Voor het uitrollen van laadinfrastructuur voor waterstof, zoals ook geambieerd door de Europese Commissie in hun Fit for 55 pakket, wordt bekeken in relatie tot de uitbouw van de waterstof-transportinfrastructuur.

4.5. *Energie-efficiëntie*

Energie-efficiëntie is een hoeksteen in de energietransitie. Het gaat om een grotendeels gewestelijke bevoegdheid waarbij de Federale Staat in het kader van haar eigen bevoegdheden bijdraagt aan de Belgische energie-efficiëntiedoelstellingen met begeleidende maatregelen.

Het federale energie-efficiëntiebeleid is daarom een transversaal beleid dat samen met onder andere mijn collega's van Financiën, Leefmilieu, en Mobiliteit wordt uitgewerkt: het gaat over productbeleid, de renovatie van overheidsgebouwen, de vergroening van het federale wagenpark etc.

4.6. *Samenwerking met de Gewesten*

Tussen de Federale Staat en de gewesten zal ook een nieuw intra-Belgisch samenwerkingsakkoord moeten worden gesloten over het delen van de klimaat-energie-doelstellingen voor de periode 2021-2030, dat zal bijdragen tot de ontwikkeling van de energieproductie uit hernieuwbare bronnen binnen de Europese Unie.

Een dergelijk akkoord moet rekening houden met alle Belgische verplichtingen in het kader van het Europese energie- en klimaatbeleid, en met de mogelijke kosten die verbonden zijn aan het niet bereiken van deze doelstellingen.

5. Abordabilité

La flambée des prix du gaz naturel et de l'électricité en Europe à la veille de l'hiver 2021-2022 montre qu'une facture énergétique abordable pour les citoyens et les entreprises est plus que jamais nécessaire. La transition énergétique dont les bases ont été posées doit être et sera inclusive.

Les énergies renouvelables, surtout électriques, sont devenues ces dernières années les productions d'énergie parmi les moins chères du marché, ce qui réduit leurs coûts pour la société. Nous veillerons à ce que le système de production d'énergie reste le plus compétitif possible afin d'offrir la meilleure garantie de prix concurrentiels pour les consommateurs belges.

Le week-end des 2 et 3 octobre 2021, le prix de l'électricité entre minuit et 6 heures était de 0 euro, grâce à une production éolienne de près de 4 GW en Belgique et de 30 GW en Allemagne, et ce en pleine crise des prix. La production d'électricité renouvelable basée sur le vent et le soleil est moins chère que toutes les solutions alternatives fossiles.

En plus de miser sur des mesures structurelles pour nous armer à l'avenir contre la volatilité des prix internationaux des combustibles fossiles, nous intervenons également à court terme pour les ménages les plus vulnérables.

5.1. Norme énergétique

Une norme énergétique est un monitoring continu de la facture énergétique. Sur la base d'un benchmarking avec nos pays voisins, l'impact des coûts énergétiques sur le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises belges est analysé. Si nécessaire, la part fédérale dans la facture peut être ajustée en conséquence.

La demande d'introduction d'une norme énergétique existe depuis environ 10 ans. C'est la première fois que les instruments sont également mis en place pour l'appliquer réellement:

- Transformation de cinq prélèvements fédéraux en un seul droit d'accise à partir du 1^{er} janvier 2022
- Les prélèvements sont ainsi mis en conformité avec la directive européenne sur la taxation de l'énergie.
- En même temps, un problème de longue durée du passé est résolu. Les objections européennes contre le plafond de la surtaxe pour le soutien des parcs éoliens

5. Betaalbaarheid

De torenhoge aardgas- en elektriciteitsprijzen in Europa op de vooravond van de winter van 2021-2022 tonen aan dat een betaalbare energiefactuur voor burgers en bedrijven meer dan ooit nodig is. De energietransitie waarvoor de basis is gelegd moet en zal inclusief zijn.

Hernieuwbare energiebronnen, vooral elektrische, zijn de afgelopen jaren één van de goedkoopste vormen van energieproductie op de markt geworden, wat hun kosten voor de samenleving verlaagt. We zullen ervoor zorgen dat het energieproductiesysteem zo competitief mogelijk blijft om de Belgische consument de beste garantie te bieden op concurrerende prijzen.

In het weekend van 2 op 3 oktober 2021 bedroeg de elektriciteitsprijs tussen middernacht en 6u 0 euro, dankzij bijna 4 GW aan windproductie in België en 30 GW in Duitsland en dit in het midden van de prijzencrisis. De hernieuwbare elektriciteitsproductie op basis van wind en zon zijn goedkoper dan enige fossiele alternatieven.

Naast het inzetten op structurele maatregelen om ons ook in de toekomst te wapenen tegen volatiele internationale prijzen van fossiele brandstoffen, grijpen we ook in op korte termijn voor de meest kwetsbare gezinnen.

5.1. Energienorm

Een energienorm is een continue monitoring van de energiefactuur. Op basis van benchmarking met de ons omringende landen wordt de impact van de energiekost op de koopkracht van gezinnen en de competitiviteit van de Belgische bedrijven geanalyseerd. Indien nodig kan daarop het federale aandeel in de factuur bijgestuurd worden.

De vraag voor de invoering van een energienorm bestaat al een 10-tal jaar. Het is de eerste keer dat ook de instrumenten in stelling worden gezet om dit daadwerkelijk in te voeren:

- Omvorming van vijf federale heffingen naar één accijns vanaf 1 januari 2022
- De heffingen worden daarmee conform gemaakt aan de *European Energy Taxation directive*.
- Tegelijk wordt een langlopend probleem uit het verleden opgelost. De Europese bezwaren tegen het plafond op de toeslag voor de steun aan offshore windparken,

en mer sont traitées et la notification en tant qu'aide d'État peut par conséquent être retirée.

- Il s'agit d'une simplification majeure qui rend le financement de la politique énergétique fédérale plus transparent.

- La compensation du coût du CRM sur la facture énergétique à partir de 2025, telle que prévue par l'accord de gouvernement, pourra ainsi être réalisée.

- Dans cette transformation, nous gelons immédiatement la part fédérale sur la facture énergétique au niveau de 2021. Une augmentation est ainsi évitée. Il s'agit d'une première étape dans la mise en œuvre de l'accord de gouvernement qui stipule que la part fédérale sur la facture énergétique doit diminuer.

- Chaque année, au mois de mai, une étude réalisée par les quatre régulateurs belges de l'énergie permettra d'effectuer un benchmarking avec d'autres pays afin d'évaluer si des exonérations d'accises ou une adaptation du niveau tarifaire sont nécessaires pour améliorer la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.

2022 sera une année de transition avec la suppression des prélèvements fédéraux existants et le début du financement de la politique énergétique fédérale par les accises spéciales sur l'électricité et le gaz. Cela nécessitera la coordination et le suivi nécessaires des règlements entre les fournisseurs, Elia, le SPF Finances, le SPF Économie et la CREG. Un *système de cliquet* sera mis au point avec le ministre des Finances.

5.2. Atténuer les conséquences des prix élevés du gaz et de l'électricité

Compte tenu de la volatilité du marché et afin de préserver la confiance de tous les consommateurs, nous introduisons une surveillance accrue et nous prenons des mesures pour accroître la transparence.

Avec la CREG, nous suivrons de près en 2022 comment les acteurs du marché (fournisseurs, producteurs et shippers) feront face aux prix élevés du gaz et de l'électricité et quelles en seront les conséquences. Si les acteurs du marché réalisent des bénéfices excessifs grâce aux prix élevés, des mesures appropriées seront prises en réaction. À l'inverse, si les prix élevés et les fortes hausses de prix risquent de mettre certains acteurs du marché en difficulté financière, nous devons être vigilants pour éviter les faillites.

Nous compléterons les tâches légales de la CREG par la publication d'un rapport mensuel sur l'évolution

worden opgevangen en de notificatie als staatsteun kan bijgevolg ingetrokken worden.

- Dit is een sterke vereenvoudiging en maakt de financiering van het federaal energiebeleid transparanter.

- De compensatie van de kost voor het CRM op de energiefactuur vanaf 2025 zoals voorzien in het regeerakkoord, kan daarmee bewerkstelligd worden.

- In deze omvorming bevriezen we direct het federale aandeel op de energiefactuur op het niveau van 2021. Een verhoging wordt daarmee vermeden. Dit is een eerste stap in de uitvoering van het regeerakkoord dat stelt dat het federale aandeel moet dalen op de energiefactuur.

- Elk jaar in mei zal een studie van de 4 Belgische energieregulatoren een benchmarking doen met het buitenland op basis waarvan kan geëvalueerd worden of vrijstellingen op de accijns of een aanpassing van de tariefhoogte nodig zijn om de competitiviteit van bedrijven en koopkracht van de gezinnen te verbeteren.

2022 zal een overgangsjaar zijn met de afschaffing van de bestaande federale heffingen en de opstart van de financiering van het federale energiebeleid vanuit de bijzondere accijnzen op elektriciteit en gas. Dit zal de nodige coördinatie en opvolging vergen van de verkenningen tussen leveranciers, Elia, FOD Financiën, FOD Economie en CREG. Samen met de minister van Financiën zal een *cliquet systeem* uitgewerkt worden.

5.2. Mitigeren gevolgen hoge gas- en elektriciteitsprijzen

Gezien de volatiliteit van de markt en om het vertrouwen van alle consumenten te vrijwaren voeren we een verhoogd toezicht in en nemen we maatregelen om de transparantie te vergroten.

Samen met de CREG zullen we in 2022 van nabij opvolgen hoe marktpartijen (leveranciers, producenten en shippers) omgaan met de hoge gas- en elektriciteitsprijzen en welke gevolgen dit heeft. Als marktpartijen overwinsten zouden boeken dankzij de hoge prijzen zullen hierop de gepaste maatregelen genomen worden. Omgekeerd, als door de hoge prijzen en sterke prijsstijgingen bepaalde marktpartijen in financiële problemen zouden kunnen raken, moet we waakzaam zijn om faillissementen te vermijden

We zullen de wettelijke opdrachten van de CREG aanvullen met de taak om maandelijks een rapport te

des prix des produits individuels sur le marché de détail par rapport aux prix de gros. Nous obligerons les fournisseurs à fournir à la CREG toutes les informations nécessaires à cette fin.

Nous inscrivons dans la loi le mode de calcul de l'adaptation de la facture d'acompte, tel que prévu à ce jour dans l'accord de consommateurs. En outre, la loi prévoira que le consommateur puisse modifier son acompte à tout moment.

La loi sera adaptée de telle sorte que, pour les contrats variables qui sont résiliés après plus de six mois, une redevance fixe ne puisse être imputée que proportionnellement au nombre de jours de livraison.

5.3. *Tarif social pour l'électricité et le gaz*

Les personnes les plus vulnérables de notre société doivent être protégées contre les prix élevés actuels de l'énergie. À cette fin, en collaboration avec le ministre de l'Économie nous prolongeons l'élargissement temporaire du public cible du tarif social (à ce qu'on appelle le RVT/BIM) jusqu'après l'hiver. En plus du prix maximum social pour l'électricité et le gaz, tous les clients du tarif social bénéficieront également d'une réduction supplémentaire de 80 euros.

Par ailleurs, nous poursuivrons nos efforts pour optimiser le tarif social en étroite collaboration avec tous les partenaires concernés afin de rendre l'octroi du tarif social aussi ciblée et efficace que possible. Il faut élaborer des solutions permettant de compenser une éventuelle augmentation brusque de la facture des personnes qui perdraient leur droit au tarif social.

Nous veillerons à ce que lorsqu'un consommateur n'a plus droit au tarif social, le fournisseur en informe le consommateur en temps utile et lui propose le produit équivalent le moins cher à ce moment-là, par analogie avec la modification de la loi dans le cadre de produits inactifs.

5.4. *Tarif social chaleur*

Le tarif social chaleur sera introduit en 2022 en collaboration avec le ministre de l'Économie et il constituera un signal très important pour les constructeurs de logements sociaux. Actuellement, encore trop d'entre eux choisissent le chauffage au gaz naturel parce qu'il n'existe pas de solution alternative au tarif social du gaz dont bénéficient souvent leurs résidents.

publiceren over de evolutie van de prijzen van individuele producten op de kleinhandelsmarkt t.o.v. de groothandelsprijzen. Leveranciers zullen we verplichten om de CREG daartoe alle nodige informatie ter beschikking te stellen.

We zullen in de wet de berekeningswijze voor het aanpassen van de voorschotfactuur verankeren, zoals dit op heden voorzien wordt in het consumentenakkoord. Bovendien zal wettelijk voorzien worden dat de consument zijn voorschot te allen tijde zelf kan wijzigen.

De wet zal worden aangepast zodat bij variabele contracten die na meer dan 6 maanden worden verbroken een vaste vergoeding enkel kan worden aangerekend naar rato van het aantal leveringsdagen.

5.3. *Sociaal tarief voor elektriciteit en gas*

De meest kwetsbaren in onze samenleving moeten beschermd worden tegen de huidige hoge energieprijzen. Daarvoor verlengen we in samenwerking met de minister van Economie, de tijdelijke uitbreiding van de doelgroep van het sociaal tarief (naar de zgn. RVT/BIM) tot na de winter. Naast de sociale maximumprijs voor elektriciteit en gas zullen alle sociaaltariefklanten ook een bijkomende korting van 80 euro krijgen.

Daarnaast zullen we verder inspanningen doen om het sociaal tarief te optimaliseren in nauwe samenwerking met alle betrokken partners teneinde de toekenning van het sociaal tarief zo gericht en efficiënt mogelijk te maken. Er moeten oplossingen uitgewerkt worden die een mogelijke bruuske verhoging van de factuur kunnen opvangen van mensen die hun recht op het sociaal tarief zouden verliezen.

We zullen erop toezien dat wanneer een consument niet langer rechthebbende is van het sociaal tarief, de leverancier de consument hiervan tijdig op de hoogte brengt en hem of haar het op dat moment goedkoopste equivalent product aanbiedt, naar analogie met de wetswijziging in het kader van niet-actieve producten.

5.4. *Sociaal tarief warmte*

Het sociaal tarief warmte komt er in 2022, in samenwerking met de minister van Economie, en is een zeer belangrijk signaal naar de bouwers van sociale woningen toe. Nu kiezen nog te veel van hen voor verwarming op aardgas, omdat er geen alternatief bestaat voor het sociaal tarief gas waarvan hun inwoners vaak genieten.

Le tarif social chaleur a été rendu légalement possible par la loi du 2 mai 2019. Nous prendrons un arrêté d'exécution qui introduit le tarif social chaleur et nous ferons les propositions de loi nécessaires pour adapter la loi sur le gaz afin que la CREG puisse effectivement demander aux fournisseurs les informations nécessaires pour déterminer le tarif social chaleur.

5.5. *Droits des consommateurs*

En collaboration avec le ministre de l'Économie et la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, nous continuons à travailler sur l'évaluation de l'accord avec les consommateurs (Accord "Le consommateur dans le marché libéralisé de l'énergie"). Toutes les parties prenantes ont apporté leur contribution, laquelle est en cours d'analyse et conduira à une révision de l'accord de consommateurs. Le gouvernement a également décidé, à la suite des discussions budgétaires, d'ancrer un certain nombre de points spécifiques de l'accord de consommateurs.

En ces temps de volatilité des prix, il est important que le consommateur comprenne ce qui se trouve sur sa facture d'énergie et puisse agir en conséquence en modérant sa consommation ou en recherchant des produits d'électricité ou de gaz moins chers. Avec le ministre de l'Économie et la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, nous introduirons la facture simplifiée au 1^{er} janvier 2022. Un accord avec les Régions doit veiller à ce que cela se fasse en une seule fois et que les consommateurs et les fournisseurs ne soient pas confrontés à des changements successifs. Ensuite, nous entamerons une nouvelle concertation avec les Régions pour aboutir à une facture énergétique qui tient compte des évolutions sur le marché dans le cadre de la transition énergétique inclusive.

5.6. *Lutte contre la précarité énergétique*

Afin de mieux déterminer et combattre la précarité énergétique, avec le ministre de l'Intégration sociale en charge de la lutte contre la pauvreté, nous préparons un AR qui identifie les indicateurs de précarité énergétique, et ce conformément à l'article 29 de la directive EMD. Une fois ces indicateurs disponibles, des analyses pourront être effectuées pour parvenir à des propositions pour une politique plus ciblée et plus efficace en matière de précarité énergétique.

Le gouvernement poursuit son travail de coordination et de renforcement des différents fonds d'énergie sociale. L'indexation des fonds en est une première étape. Les prix élevés de l'énergie montrent qu'intervenir sur la facture coûte beaucoup d'argent, mais ne sert pas à grand-chose: le kWh le moins cher est celui que l'on n'utilise

Het sociaal tarief warmte is juridisch mogelijk gemaakt in de Wet van 2 mei 2019. We zullen een uitvoeringsbesluit nemen dat het sociaal tarief warmte invoert alsook de nodige wetsvoorstellen maken om de gaswet aan te passen zodat de CREG de nodige informatie voor het vaststellen van het sociaal tarief warmte daadwerkelijk kan opvragen bij de leveranciers.

5.5. *Consumentenrechten*

In samenwerking met de minister van Economie en de staatssecretaris voor Consumentenbescherming werken we verder aan de evaluatie van het consumentenakkoord (Akkoord "De consument in de vrijgemaakte energiemarkt"). Alle stakeholders hebben hun input geleverd, deze wordt geanalyseerd en dit zal leiden tot een herzien consumentenakkoord. De regering heeft n.a.v. de begrotingsbesprekingen ook beslist een aantal specifieke punten van het consumentenakkoord wettelijk te verankeren.

In deze tijden van volatiele prijzen is het van belang dat de consument begrijpt wat er op zijn energiefactuur staat en daarop kan handelen door zijn verbruik te milderen of op zoek te gaan naar goedkopere elektriciteits- of gasproducten. Samen met de minister van Economie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming voeren we op 1 januari 2022 een vereenvoudigde factuur in. Een akkoord met de gewesten moet ervoor zorgen dat dit in één keer gebeurt en dat consumenten en leverancier niet geconfronteerd worden met opeenvolgende wijzigingen. Daarna starten we een nieuw overleg op met de gewesten om te komen tot een energiefactuur die rekening houdt met de ontwikkelingen op de markt in het kader van de inclusieve energietransitie.

5.6. *Energiearmoedebestrijding*

Om energiearmoede beter te kunnen in kaart brengen en te bestrijden bereiden we, in samenwerking met de minister van maatschappelijke integratie belast met armoedebestrijding, een KB voor dat energie-armoede-indicatoren identificeert, dit in lijn met artikel 29 van de EMD-richtlijn. Eens deze indicatoren beschikbaar zijn, kunnen analyses uitgevoerd worden om te komen tot voorstellen voor een meer doelgericht en efficiënter beleid rond energiearmoede.

De regering zet haar werk verder om de verschillende sociale energiefondsen te coördineren en te versterken. De indexering van de fondsen is daarbij een eerste stap. De hoge energieprijzen tonen aan dat ingrijpen op de factuur veel geld kost maar weinig zoden aan de dijk brengt: de goedkoopste kWh is diegene die je

pas. C'est pourquoi nous accordons plus d'attention aux mesures préventives et structurelles de lutte contre la précarité énergétique. J'examinerai, avec la ministre de la Lutte contre la pauvreté, comment nous pouvons utiliser les ressources supplémentaires du Fonds Gaz et Électricité en 2022 pour de telles mesures.

6. Fonctionnement du marché

On l'oublierait presque, mais la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz repose sur une législation qui, dans certains cas, date de 1999, et qui a été adaptée ou non par de nouvelles directives et de nouveaux règlements européens. Il est dès lors de notre devoir de bien suivre les directives européennes et de les transposer correctement dans la législation nationale.

6.1. *Dissociation du règlement technique fédéral et du code de conduite*

En vertu de la modification de la loi suite aux arrêts de la Cour de justice européenne, Elia et la CREG dissocieront complètement le règlement technique fédéral en un code de conduite préparé par le régulateur et un règlement technique proposé par le gestionnaire de réseau et ratifié par le Roi afin d'assurer la séparation des pouvoirs telle que prévue par les directives européennes.

6.2. *Electricity market design*

Avec la mise en œuvre de la directive européenne sur la conception du marché de l'électricité, nous jetons les bases du futur marché de l'énergie. Pour permettre la croissance des énergies renouvelables dans notre bouquet énergétique, le système doit être plus flexible. Cela peut se faire en stimulant le stockage de l'énergie, comme les batteries. Mais aussi en activant le consommateur. Nous y parvenons en permettant une tarification dynamique, en donnant aux consommateurs le droit de participer au marché avec leur propre production et leur propre flexibilité, et en encourageant leur participation. Les droits des consommateurs seront adaptés et renforcés en conséquence, et les citoyens auront le droit d'organiser des communautés énergétiques et de participer à la participation civique aux projets d'éoliennes en mer. La visibilité sur la consommation et la production sont des éléments clés de cette réforme. À cette fin, les échanges de données entre les acteurs du marché et les consommateurs doivent être renforcés, de manière sécurisée et en tenant compte de la protection de la vie privée.

niet verbruikt. Daarom geven we meer aandacht aan preventieve en structurele maatregelen om energiearmoede te bestrijden. Samen met de minister van Armoedebestrijding bekijk ik hoe we de bijkomende middelen voor het Fonds Gas en Elektriciteit in 2022 voor dergelijke maatregelen kunnen inzetten.

6. Marktwerving

Men zou het haast vergeten, maar de vrijmaking van de elektriciteits- en gasmarkt draait op wetgeving die in sommige gevallen dateert van 1999 die al dan niet bijgesteld werd door nieuwe Europese richtlijnen en regulering. Het is dan ook onze opdracht de Europese richtlijnen goed op te volgen en correct om te zetten in nationale wetgeving.

6.1. *Ontvlechting van het federale technische reglement en gedragscode*

In uitvoering van de wetwijziging n.a.v. uitspraken Europese Hof van Justitie, zullen Elia en CREG het federale technische reglement volledig ontvlechten in een gedragscode opgesteld door de regulator en een technisch reglement voorgesteld door de transportnetbeheerder en bekrachtigd door de koning om zo zorg te dragen voor de splitsing van de bevoegdheden zoals voorzien in de Europese richtlijnen.

6.2. *Electricity Market Design*

Met de implementatie van de Europese richtlijn voor *Electricity Market Design* leggen we de basis voor de toekomstige energiemarkt. Om het de groei van hernieuwbare energie in onze energie-mix mogelijk te maken, moet er meer flexibiliteit in het systeem komen. Dat kan door energieopslag, zoals batterijen, te stimuleren. Maar ook door het activeren van de consument. Dat doen we door dynamische tarieven mogelijk te maken, de consument het recht te geven met zijn eigen productie en flexibiliteit deel te nemen aan de markt en door zijn inspraak en participatie te bevorderen. De consumentenrechten worden hierop aangepast en versterkt en burgers zullen het recht hebben om energiegemeenschappen te organiseren en deel te nemen in burgerparticipaties in offshore wind projecten. Visibiliteit op verbruik en productie zijn sleutelementen in deze hervorming. Daarvoor moeten de data uitwisselingen tussen de marktpartijen en consumenten versterkt worden, dit op een veilige manier en rekening houdend met de bescherming van de privacy.

6.3. Digitalisation

Tous les clients doivent avoir la possibilité de participer au marché de l'énergie sur un pied d'égalité avec les autres acteurs du marché et de gérer leur propre consommation d'énergie. À cet égard, le gestionnaire de réseau a lancé un projet intitulé *"Towards a Consumer-Centric and Sustainable Electricity System"*, dont les travaux se poursuivront dans les mois à venir.

Ceci est également pertinent en termes de CRM, car les clients ayant une capacité inférieure à 1 MW peuvent se regrouper et ainsi participer au mécanisme d'investissement.

La numérisation jouera un rôle important afin d'aborder toutes les sources possibles de flexibilité. En collaboration avec le gestionnaire de réseau, la Commission, AD Énergie et les acteurs du marché, nous examinerons au cours de l'année à venir si la loi sur l'électricité ou les règlements sous-jacents doivent être modifiés pour permettre aux consommateurs de jouer un rôle plus actif, tout en assurant une protection et des droits appropriés aux personnes concernées.

Afin de faciliter le développement des infrastructures nécessaires aux sources d'énergie renouvelables, nous réviserons, en concertation avec les différents secteurs concernés, les réglementations régissant le transport et la production d'énergie. L'objectif est de simplifier, moderniser et numériser les procédures d'autorisations fédérales pour le transport (lignes à haute tension et pipelines), la production et la fourniture d'énergie.

7. Innovation

7.1. Fonds de transition énergétique

Le Fonds de transition énergétique (FTE) est disponible jusqu'en 2025 pour soutenir, entre autres, la recherche et le développement dans le domaine des sources d'énergie renouvelables dans la zone économique exclusive belge de la mer du Nord, des biocarburants, de la sécurité d'approvisionnement et de l'équilibre des réseaux et des applications de l'énergie nucléaire.

En 2021, 14 projets ont de nouveau été retenus qui accompagnent la transition énergétique.

À l'instar de l'appel de 2020, en 2021, la priorité sera à nouveau accordée à l'axe des sources d'énergie renouvelables dans la zone économique exclusive belge de la mer du Nord et des biocarburants, et à l'axe de la sécurité d'approvisionnement et de l'équilibre du réseau. En outre, un événement sera organisé, au cours duquel

6.3. Digitalisering

Alle afnemers moeten de mogelijkheid krijgen om op gelijke voet met andere marktspelers deel te nemen aan de energiemarkt en om hun eigen energieverbruik te beheren. De netbeheerder heeft in dit opzicht een project geïnitieerd *"Towards a Consumer-Centric and Sustainable Electricity System"*, waarvan de werkzaamheden de komende maanden verder worden gezet.

Ook op het vlak van CRM is dit relevant, aangezien afnemers met een capaciteit kleiner dan 1 MW zich kunnen aggregeren en op deze manier kunnen deelnemen aan het investeringsmechanisme.

Digitalisering zal een belangrijke rol spelen teneinde alle mogelijke flexibilitetsbronnen aan te snijden. In samenwerking met de netbeheerder, de Commissie, de AD Energie en de marktspelers zullen we het komende jaar onderzoeken of de Elektriciteitswet of onderliggende regelgeving dient te worden aangepast om deze actieve rol van consumenten, met de juiste bescherming en rechten voor de betrokkenen, te realiseren.

Om de ontwikkeling van de nodige infrastructuur inzake hernieuwbare energiebronnen te faciliteren, zullen we in overleg met de verschillende betrokken sectoren de regelgeving op het gebied van het vervoer en de productie van energie herzien. Het is de bedoeling de procedures voor de federale vergunningen voor transport (hoogspanningslijnen en pijpleidingen), productie en levering van energie te vereenvoudigen, te moderniseren, en te digitaliseren.

7. Innovatie

7.1. Energietransitiefonds

Het Energietransitiefonds (ETF) is beschikbaar tot 2025 voor de ondersteuning van onder meer onderzoek en ontwikkeling op het gebied van hernieuwbare energiebronnen in de Belgische exclusieve economische zone van de Noordzee, biobrandstoffen, bevoorradingszekerheid en netevenwicht en nucleaire energietoepassingen.

In 2021 werden terug 14 projecten geselecteerd die de energietransitie begeleiden.

Net zoals de call van 2020, zal er opnieuw in 2021 voorrang worden gegeven aan de as hernieuwbare energiebronnen in de Belgische exclusieve economische zone van de Noordzee en biobrandstoffen, en de as bevoorradingszekerheid en netevenwicht. Bovendien wordt er een event georganiseerd waarbij de projecten in het

les projets relevant de l’FTE présenteront leurs résultats, afin que la diffusion des informations soit maximale pour accélérer la transition énergétique. L’accent sera également davantage mis sur l’impact des projets sur le climat et la société, et les projets de plus petite taille feront également l’objet d’une attention particulière dans le cadre de la possibilité d’exploiter une flexibilité plus décentralisée.

La poursuite de l’optimisation du fonctionnement du Fonds de transition énergétique et le prochain appel à projets en novembre 2021 afin que le Fonds de transition énergétique puisse donner une priorité encore plus grande aux projets innovants qui s’inscrivent dans la transition énergétique durable et contribuent réellement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la transition vers les énergies renouvelables.

Optimisation de la procédure d’évaluation des propositions de projets soumises, par laquelle, en plus d’un auditeur financier externe, des experts en énergie externes (internationaux) contribueront également à la sélection des projets les plus qualitatifs et innovants.

7.2. Appel d’offres molécules

En plus de l’FTE, le gouvernement fédéral a alloué 60 Meuros, dont 50 Meuros proviennent du Plan national pour la Reprise et la Résilience de la Belgique, pour soutenir divers projets visant à poursuivre le développement de technologies prometteuses pour la production et l’utilisation de l’hydrogène et de ses dérivés. Ces projets seront sélectionnés dans le cadre d’un appel qui sera lancé au début de 2022, en se concentrant sur les projets de démonstration de ces technologies ayant un niveau de maturité relativement élevé. De cette manière, la Belgique veut stimuler les investissements qui permettront une mise à l’échelle plus rapide des applications commerciales.

En outre, d’autres fonds pour la recherche et le développement sont disponibles au niveau européen. En particulier, la Belgique entend travailler en étroite collaboration avec l’Entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène (PCH-JU) pour cofinancer des projets relatifs à l’hydrogène.

kader van het ETF hun resultaten dienen te presenteren zodat er een maximale verspreiding van informatie bestaat om de energietransitie te versnellen. De focus zal bovendien meer liggen op het effect van de projecten op het klimaat en de maatschappij en zullen ook kleinere projecten specifieke aandacht krijgen in het kader van meer decentrale flexibiliteit te kunnen aanboren.

Nog verder optimaliseren van de werking van het Energietransitiefonds en de eerstvolgende projectoproep van november 2021 zodat het Energietransitiefonds nog meer prioritair kan bijdragen aan innovatieve projecten die kaderen binnen de duurzame energietransitie en die daadwerkelijk bijdragen aan de vermindering van broeikasgasuitstoot en de transitie naar hernieuwbare energie.

Verdere optimalisering van de evaluatieprocedure van ingediende projectvoorstellen waarbij, naast een externe financiële auditor, ook externe (internationale) energie-experten zullen bijdragen aan de selectie van de meest kwalitatieve en innovatieve projecten.

7.2. Innovatie call moleculen

Naast het ETF heeft de federale overheid 60 Meuro uitgetrokken, waarvan 50 Meuro uit het Nationaal plan voor Herstel en Veerkracht van België ter ondersteuning van diverse projecten voor de verdere ontwikkeling van veelbelovende technologieën voor de productie en het gebruik van waterstof en zijn afgeleiden. Deze projecten zullen worden geselecteerd in het kader van een oproep die begin 2022 zal worden gelanceerd en die gericht is op demonstratieprojecten van deze technologieën met een relatief hoog maturiteitsniveau. Op die manier wil België investeringen stimuleren die een snellere opschaling van commerciële toepassingen mogelijk zullen maken.

Bovendien zijn er op Europees niveau ook andere fondsen voor onderzoek en ontwikkeling beschikbaar. België beoogt met name een nauwe samenwerking met de *Fuel Cell and Hydrogen Joint Undertaking* (FCH-JU) voor de cofinanciering van waterstofprojecten.

8. Nucléaire

8.1. Déchets nucléaires

Politique nationale

L'ONDRAF a soumis à ses ministres de tutelle, un projet de Mesures de Politique nationale sur la gestion à long terme des déchets de haute activité et/ou à vie longue. Le projet d'arrêté royal a été adapté à la demande des ministres de tutelle, entre autres pour renforcer les principes de réversibilité et de récupérabilité et pour inclure le processus participatif prévu dans l'accord de gouvernement. L'AFCN a donné son avis et un projet sera bientôt soumis au gouvernement.

Le processus participatif prévu, qui débutera en 2022, est plus large qu'une simple consultation. Chaque nouvelle étape de la politique de gestion à long terme doit prendre en compte les avis informés de la société civile, après un processus de délibération approfondi avec des panels représentatifs d'experts et de citoyens.

Il a été demandé à l'ONDRAF de devenir membre de l'*European Repository Development Organisation* (ERDO) afin de mesurer l'intérêt pour un dépôt partagé par plusieurs pays. En outre, il a été demandé de suivre en permanence l'évolution des technologies qui pourraient constituer une alternative ou une optimisation du stockage géologique.

Cadre juridique de la gestion des déchets

L'ONDRAF est une institution nucléaire importante. Les missions légales de l'ONDRAF se trouvent dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980. Une institution aussi importante mérite sa propre loi-cadre. C'est pourquoi l'ONDRAF et la DG Énergie du SPF Économie ont été chargés de développer conjointement une nouvelle loi-cadre pour l'ONDRAF, qui renforcera également le modèle de financement de la gestion des déchets.

En outre l'ONDRAF et la DG Énergie en concertation avec l'AFCN ont été chargés de faire conjointement les propositions nécessaires pour améliorer l'ensemble du cadre réglementaire dans le domaine de la gestion des déchets.

Entre-temps, un premier projet de loi, élaboré en collaboration entre ces trois organismes, concernant les règles que les déchets radioactifs doivent respecter pour pouvoir être transférés à l'ONDRAF, a déjà été discuté

8. Nucleair

8.1. Nucleair afval

Nationale beleidsmaatregelen

NIRAS heeft een ontwerp Nationale Beleidsmaatregelen met betrekking tot het langetermijnbeheer van hoogradioactief en/of langlevend afval overgemaakt aan haar voorgedijministers. Het ontwerp koninklijk besluit werd op vraag van de voorgedijministers aangepast, onder meer om de principes van omkeerbaarheid en terugneembaarheid te versterken en om het participatief proces dat voorzien werd in het regeerakkoord erin op te nemen. Het FANC heeft haar advies verstrekt en we zullen spoedig een ontwerp aan de regering voorleggen.

Het voorziene participatief proces, dat zal starten in 2022, is breder dan een loutere consultatie. Bij iedere nieuwe beleidsstap voor het langetermijnbeheer moet rekening gehouden worden met de geïnformeerde adviezen van het maatschappelijk middenveld, na een grondig beraadslagingsproces met representatieve panels van deskundigen en burgers.

NIRAS heeft daarbij de opdracht gekregen om lid te worden van de *European Repository Development Organisation* (ERDO), om de interesse in een bergingsinstallatie die door verschillende landen wordt gedeeld te peilen. Daarnaast werd verzocht om ontwikkelingen in technologieën die een alternatief of optimalisatie van geologische berging zouden kunnen vormen, blijvend op te volgen.

Wettelijk kader afvalbeheer

NIRAS is een belangrijke nucleaire instelling. De wettelijke taken van NIRAS zijn terug te vinden in de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980. Een dergelijke belangrijke instelling verdient haar eigen kaderwet. Daarom werd opdracht gegeven aan het NIRAS en de AD Energie van de FOD Economie om samen een nieuwe kaderwet voor het NIRAS uit te werken, waarin ook het model voor de financiering van het afvalbeheer zal worden versterkt.

Daarnaast werd opdracht gegeven aan NIRAS en de AD Energie in overleg met het FANC om samen de nodige voorstellen te doen om het hele reglementair kader op vlak van afvalbeheer te verbeteren.

Een eerste wetsontwerp dat werd uitgewerkt in samenwerking tussen deze drie instanties, betreffende de regels waar radioactief afval moet aan voldoen om overgedragen te kunnen worden aan NIRAS, werd ondertussen al

à la Chambre. Les arrêtés d'exécution sont en cours de préparation. Nous poursuivons le travail concernant un deuxième projet relatif à l'assainissement des terrains contaminés par la radioactivité. Fin 2023, lorsque tous ces changements auront atteint leur vitesse de croisière, une évaluation internationale par les pairs (*peer review*) du cadre réglementaire belge en matière de gestion des déchets sera menée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre d'une mission dite ARTEMIS.

8.2. Provisions nucléaires

À la demande du ministre de l'Énergie, la Commission des provisions nucléaires (CPN) a émis un avis visant à renforcer le cadre juridique des installations nucléaires. Sur cette base, un projet de loi sera soumis au Conseil des ministres avant la fin de l'année 2021.

Entre-temps, des mesures ont déjà été prises pour améliorer les règles de bonne gouvernance au sein de la société de provisionnement nucléaire. Ainsi, deux administrateurs externes ont déjà été nommés et un comité d'audit et d'investissement a été mis en place au sein du conseil d'administration. Un nouveau fonds, Belgian Nuclear Liabilities Fund (BNLF), a été créé et la politique d'investissement a été soumise pour avis à la CPN et approuvée par le conseil d'administration. Par le biais d'une fusion par absorption, les fonds d'investissement existants NIF1 et NIF2 seront également rapatriés du Luxembourg avant la fin de l'année.

8.3. Valorisation du savoir-faire nucléaire

Améliorer la gestion des institutions nucléaires

Sur la base des recommandations de la Cour des comptes, une politique d'intégrité a été élaborée ainsi que des lettres de mission pour les commissaires du gouvernement nouvellement nommés, avec des instructions claires et une référence à la déclaration politique et au code déontologique pour les mandataires publics.

Les premières propositions d'accords de gestion avec les institutions nucléaires ont été reçues. L'accord de gestion avec l'ONDRAF a été longuement négocié et est prêt à être signé. Les nominations des nouveaux conseils d'administration du SCK CEN et de l'I.R.E. ont été approuvées en Conseil des ministres. Dès qu'ils seront opérationnels, les accords de gestion avec ces institutions seront également finalisés et signés.

behandeld in de Kamer. De uitvoeringsbesluiten worden momenteel voorbereid. Het werk met betrekking tot een tweede ontwerp betreffende de sanering van radioactief vervuilde gronden wordt verdergezet. Eind 2023, wanneer al deze wijzigingen op kruissnelheid komen, zal een internationale peer review van het Belgische reglementair kader voor afvalbeheer plaatsvinden door het International Atoomenergieagentschap (IAEA) in het kader van een zogenaamde ARTEMIS missie.

8.2. Nucleaire voorzieningen

Door de Commissie voor de Nucleaire Voorzieningen (CNV) werd op vraag van de minister van Energie een advies overgemaakt om het wettelijk kader voor de nucleaire voorzieningen te versterken. Op basis daarvan zal voor het einde van 2021 een voorontwerp van wet worden voorgelegd aan de Ministerraad.

Intussen werd ook reeds stappen gezet ter verbetering van de regels van goed bestuur bij de kernprovisievennootschap. Zo werden reeds twee externe bestuurders benoemd en een audit- en investeringscomité opgericht in de schoot van de raad van bestuur. Een nieuw fonds Belgian Nuclear Liabilities Fund (BNLF) werd opgericht en het investeringsbeleid werd voor advies voorgelegd aan de CNV en goedgekeurd door de raad van bestuur. Via een fusie door opsorping zullen ook de bestaande investeringsfondsen NIF1 en NIF2 worden gerepatriëerd uit Luxemburg voor het einde van het jaar.

8.3. Valorisatie nucleaire know-how

Verbeteren van het beheer van de nucleaire instellingen

Op basis van de aanbevelingen van het Rekenhof, werd een integriteitsbeleid opgesteld en ook opdracht-brieven voor de nieuw aangestelde regeringscommissarissen met duidelijk instructies en verwijzing naar de beleidsverklaring en de deontologische code voor openbare mandatarissen.

De eerste voorstellen van beheersovereenkomsten met de nucleaire instellingen werden ontvangen. De beheersovereenkomst met NIRAS werd reeds uitvoerig onderhandeld en is klaar voor ondertekening. De benoemingen van de nieuwe raden van bestuur van SCK CEN en I.R.E. werden goedgekeurd in Ministerraad. Zodra deze operationeel zijn, zullen ook de beheersovereenkomsten met deze instellingen worden gefinaliseerd en ondertekend.

Plan européen de Reprise et pour la Résilience (RRF)

Dans le cadre du plan européen de relance, deux projets dans le domaine de la production de radio-isotopes médicaux ont été approuvés et un financement a été obtenu auprès du mécanisme de Reprise et la Résilience (RRF) (voir Plan National pour la Reprise et la Résilience). Il s'agit d'une part du projet SMART de l'I.R.E. qui a reçu 20 millions d'euros pour une méthode de production alternative de l'isotope de diagnostic Molybdène-99. D'autre part, le projet NURA du SCK CEN pour le développement de deux radioisotopes, respectivement le Luthetium-177 et l'Actinium-225, pour des traitements innovants du cancer (15 millions d'euros).

Pour la production et la commercialisation de ce dernier isotope, un partenariat stratégique de R&D a également été conclu entre le SCK CEN et la société IBA, cotée en bourse, sous les auspices du ministre de l'Énergie, du ministre de l'Économie et du Travail et du secrétaire d'État à la Politique scientifique.

Myrrha

Le Conseil des ministres a également approuvé la création de l'asbl internationale (asbli) MYRRHA. Cela n'a pas empêché le Forum ESFRI de décider de ne pas attribuer le label "*Landmark*" au projet MYRRHA en raison du manque de partenaires étrangers et de financement externe pour couvrir les phases 2 et 3.

Les prochaines étapes consistent à rendre l'asbli opérationnelle le plus rapidement possible, à attirer des administrateurs indépendants et à élaborer et négocier un *Service Level Agreement* (SLA) avec le SCK CEN. À la demande des Affaires étrangères, le groupe de travail "*Outreach*" sera également réactivé afin de pouvoir donner des instructions à nos postes diplomatiques dans les pays partenaires prioritaires et y préparer des visites de travail.

8.4. *Loi de redressement pour la prolongation de Doel 1 & 2*

Un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, tel que prévu par la directive européenne EIE, a été établi par des experts belges indépendants désignés par l'État belge et par Electrabel. Une consultation publique nationale du public concerné et des autorités belges compétentes sur ce rapport s'est achevée le 15 juin. Cette consultation a été organisée via un site web. La possibilité a également été offerte de participer à cette consultation par écrit. En outre, une consultation transfrontalière dans un rayon de 1 000 km avec tous les pays concernés par ce projet a eu lieu jusqu'à la fin du mois de juin. Comme le prévoit la directive, la

Europees plan voor Herstel en Veerkracht (RRF)

In het kader van het Europese Herstelplan werden twee projecten op vlak van medische radio-isotopen productie goedgekeurd en financiering bekomen uit de faciliteit voor Herstel en Veerkracht (RRF) (zie plan voor Herstel en Veerkracht). Het gaat enerzijds om het SMART project van het I.R.E dat 20 miljoen euro ontving voor een alternatieve productiemethode voor het diagnostisch isotoop Molybdeen-99. Anderzijds het NURA project van het SCK CEN voor de ontwikkeling van twee radio-isotopen, resp. Luthetium-177 en Actinium-225 voor innovatieve kankerbehandelingen (15 mio euro).

Voor de productie en commercialisatie van dit laatste isotoop, werd ook een strategisch R&D partnership afgesloten tussen SCK CEN en het beursgenoteerde IBA onder de auspiciën van de minister van Energie samen met de minister van Economie en Werk en de Staatsecretaris voor Wetenschapsbeleid.

Myrrha

Door de Ministerraad werd ook de oprichting van de internationale vzw (ivzw) MYRRHA goedgekeurd. Dit kon niet voorkomen dat het ESFRI Forum heeft beslist om het label "*Landmark*" niet toe te kennen aan het project MYRRHA door gebrek aan buitenlandse partners en externe financiering voor het dekken van de fase 2 en 3.

De volgende stappen zijn onder meer de ivzw zo snel mogelijk operationeel te maken, het aantrekken van onafhankelijke bestuurders en het opstellen en onderhandelen van een *Service Level Agreement* (SLA) met het SCK CEN. Op vraag van Buitenlandse Zaken zal ook de werkgroep "*Outreach*" terug geactiveerd worden om instructies te kunnen geven aan onze diplomatieke posten in de prioritaire partnerlanden en werkbezoeken aldaar voor te bereiden.

8.4. *Herstelwet voor de verlenging van Doel 1 & 2*

Een milieueffectbeoordelingsrapport zoals voorzien in de Europese MER richtlijn werd opgesteld door onafhankelijke Belgische experts aangesteld door de Belgische staat en door Electrabel. Een nationale openbare raadpleging van het betrokken publiek en de bevoegde Belgische autoriteiten hierover werd afgerond op 15 juni. Deze consultatie werd via een website georganiseerd. Ook werd de mogelijkheid geboden om schriftelijk deel te nemen aan dit overleg. Daarnaast vond een grensoverschrijdende raadpleging plaats binnen een straal van 1 000 km met alle landen die zich betrokken voelen bij dit project tot eind juni. Zoals voorzien in de richtlijn,

Pologne et l'Autriche ont demandé une concertation, qui a été organisée par un échange de lettres entre les administrations compétentes.

Le rapport reprenant l'analyse détaillée des résultats des consultations nationales et transfrontalières sera ensuite finalisé par le SCK CEN.

Mon administration établit une conclusion motivée sur les effets environnementaux significatifs du projet, en tenant compte des résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement et de toutes les informations pertinentes reçues lors des consultations.

Après l'achèvement de ce processus préliminaire, un avant-projet de loi de régularisation sera soumis au Conseil des ministres d'ici la fin de 2021, afin de pouvoir entamer à temps la discussion à la Chambre.

8.5. *Le passif nucléaire à charge de l'État*

Besoin de refinancement

En 1989, l'État belge s'est engagé à financer le coût de l'assainissement des trois passifs nucléaires existants. Il s'agit des sites de Belgoprocess, du Centre d'étude de l'énergie nucléaire (SCK CEN) et de l'Institut national des radioéléments (IRE).

Trois "fonds techniques passifs" ont été créés au sein de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF), qui est chargé de la gestion de ces fonds.

Ces trois fonds passifs techniques devront être refinancés à partir de 2023.

Examen des dépenses

Le ministre de l'énergie a demandé un examen des dépenses relatives au financement de ces engagements techniques en application des recommandations de la Commission européenne et de l'OCDE, afin de mieux déterminer les priorités et d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ces dépenses publiques.

Les examens des dépenses sont de plus en plus utilisés dans les pays de l'OCDE. Ils examinent les dépenses existantes, guident le processus budgétaire et visent à élaborer différentes options politiques pour le gouvernement. L'OCDE recommande de commencer par des examens sélectifs des dépenses afin de renforcer les capacités nécessaires au sein du SPF BOSA et des autres administrations.

hebben Polen en Oostenrijk gevraagd om een overleg, dat werd georganiseerd door middel van een briefwisseling tussen de bevoegde administraties.

Het rapport met de gedetailleerde analyse van de resultaten van de nationale en grensoverschrijdende consultatie wordt daarna door het SCK CEN gefinaliseerd.

Mijn administratie stelt een gemotiveerde conclusie op over de significante milieueffecten van het project, rekening houdend met de resultaten van de van de milieueffectbeoordeling en met alle relevante informatie die in het kader van de raadplegingen is ontvangen.

Na het afronden van dit voortraject zal tegen eind 2021 een voorontwerp van regularisatiewet aan de Ministerraad worden voorgelegd, om zo tijdig de bespreking in de Kamer aan te kunnen vatten.

8.5. *Nucleaire passiva ten laste van de Staat*

Nood aan herfinanciering

De Belgische staat heeft zich in 1989 ertoe verbonden de kosten voor de sanering van de drie al bestaande nucleaire passiva te financieren. Het betreft de vestigingen van Belgoprocess, het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK CEN) en het Nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE).

Er werden drie zogenaamde "technische passief-fondsen" opgericht binnen de Nationale Instelling voor Radioactief en Verrijkte Splijtstoffen (NIRAS), die belast is met het beheer van deze fondsen.

Deze drie technische passief fondsen zullen moeten geherfinancierd worden vanaf 2023.

Spending review

De minister van Energie heeft gevraagd een "spending review" uit te voeren op de financiering van deze technische passiva in uitvoering van aanbevelingen van de Europese Commissie en van de OESO, teneinde de prioriteiten beter te kunnen vastleggen en de efficiëntie en effectiviteit van deze publieke uitgaven te verbeteren.

Spending reviews worden in toenemende mate gebruikt in de OESO-landen. Ze kijken naar bestaande uitgaven, ze zijn een leidraad bij het begrotingsproces en hebben als doel om verschillende beleidsopties uit te werken voor de regering. De OESO beveelt aan dat er met selectieve spending reviews wordt gestart om de nodige capaciteit op te bouwen binnen de FOD BOSA en de andere administraties.

Cet examen des dépenses vise à faire le point sur la situation financière des trente dernières années et à évaluer l'opportunité, l'efficacité et l'efficacité des coûts encourus, afin de mieux évaluer les besoins de financement futurs à charge du budget fédéral.

9. International – électrons et molécules

9.1. L'Union européenne

Un premier paquet de mesures visant à mettre en œuvre la loi européenne sur le changement climatique a été publié le 14 juillet sous le titre *"Fit For 55"*. Ce paquet se compose de 14 propositions de législation nouvelle ou modifiée, dont une proposition visant à développer davantage les énergies renouvelables et à renforcer leur durabilité, une proposition visant à accroître encore l'efficacité énergétique au sein de l'UE, diverses propositions visant à accélérer la durabilité du parc automobile européen, une proposition visant à réduire la concurrence entre les États membres en matière de taxes sur les carburants et à aligner la taxation de l'énergie sur la transition vers un système énergétique durable.

Il convient d'adopter une double approche de ce paquet global: d'une part, il faut veiller à ce que les modifications apportées aux propositions ne diluent pas l'ambition du paquet, à savoir une réduction de 55 % des émissions d'ici 2030, en vue de parvenir à une énergie 100 % renouvelable et à la neutralité climatique d'ici 2050. D'autre part, il faut toujours veiller à respecter le principe de "ne laisser personne sur le bord de la route". La transition doit être socialement juste et chacun a droit à un mode de vie durable. Pour les familles vulnérables et les groupes à faibles revenus, le paquet doit inclure des mesures ciblées suffisantes pour qu'ils puissent également participer activement à la transition, continuer à payer leurs factures et profiter des avantages d'une société plus durable.

En outre, il contient plusieurs propositions visant à réduire davantage les émissions de CO₂ dans l'industrie ainsi que dans les secteurs du transport et du chauffage, ainsi qu'une proposition visant à protéger de la concurrence internationale déloyale les secteurs les plus vulnérables aux différentes vitesses de la politique climatique.

La CE a également publié au cours de l'été un projet de lignes directrices sur la manière dont elle considérera les dossiers d'aides d'État dans le contexte de l'énergie, du climat et de l'environnement à partir de 2022. Ce projet a été étudié à la lumière de la vision énergétique belge et de l'accord de gouvernement fédéral, et un

Deze spending review heeft als doel de financiële balans op te maken van de voorbije dertig jaren en de opportuniteit, efficiëntie en de effectiviteit te beoordelen van de gemaakte kosten, teneinde de toekomstige financieringsnoden beter te kunnen inschatten die ten laste zullen vallen van de federale begroting.

9. Internationaal – elektronen en moleculen

9.1. Europese Unie

Een eerste pakket aan maatregelen ter uitvoering van de Europese klimaatwet werd op 14 juli gepubliceerd onder de titel *Fit For 55*. Dit pakket bestaat uit 14 voorstellen van nieuwe of gewijzigde wetgeving waaronder een voorstel om hernieuwbare energie verder uit te breiden en de duurzaamheid ervan te versterken, een voorstel om de energie-efficiëntie binnen de EU verder te verhogen, verschillende voorstellen om de verduurzaming van het Europese wagenpark te versnellen, een voorstel om de concurrentie tussen lidstaten inzake belastingen op brandstoffen te verminderen én de fiscaliteit op energie in lijn te brengen met de omschakeling naar een duurzaam energiesysteem te faciliteren.

Er is een dubbele lijn die bij dit omvattende pakket moet aangehouden worden: enerzijds moet erover gewaakt worden dat eventuele wijzigingen aan de voorstellen de ambitie van het pakket niet afzwakken: het behalen van een vermindering van de uitstoot met 55 % tegen 2030, op weg naar 100 % hernieuwbare energie en klimaatneutraliteit tegen 2050. Anderzijds moet er steeds over gewaakt worden dat het *"Leave no one behind"*-principe gerespecteerd wordt. De transitie moet sociaal rechtvaardig zijn en iedereen heeft recht op een duurzame levenswijze. Specifiek voor kwetsbare gezinnen en de lagere inkomensgroepen moeten er in het pakket voldoende gerichte maatregelen worden uitgewerkt, zodat ook zij actief deel kunnen uitmaken van de transitie, hun rekeningen kunnen blijven betalen en mee kunnen genieten van de baten van een duurzamere samenleving.

Daarnaast bevat dit ook verschillende voorstellen om de CO₂ uitstoot in zowel de industrie als in de transport en verwarmingssector verder terug te dringen én een voorstel om de sectoren die het meest kwetsbaar zijn voor verschillende snelheden in het klimaatbeleid te beschermen tegen deloyale internationale concurrentie.

De EC publiceerde tijdens de zomer ook een ontwerp van guidelines hoe zij vanaf 2022 staatsteun dossiers in het kader van energie, klimaat en milieu zal bekijken. Dit ontwerp werd bestudeerd in het licht van de Belgische energievisie en het federale regeerakkoord en een aantal opmerkingen daartoe werden aan de commissie

certain nombre de commentaires à son sujet ont été soumis à la commission. L'accent a été mis, entre autres, sur l'importance des règles de soutien public pour le déploiement du *Green Deal*, la nécessaire transition énergétique et l'intégration du système énergétique, ainsi que le déploiement des innovations technologiques nécessaires.

Les négociations débuteront également sur une mise à jour des règles du marché intérieur du gaz, qui sera axée sur l'intégration harmonieuse des molécules renouvelables.

En outre, nous intensifierons systématiquement nos activités en vue de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne en 2024, afin de faire de cette tâche un succès.

9.2. *Benelux*

La transition vers un système énergétique durable et fiable dans le Benelux repose sur le développement des énergies renouvelables et la sécurité d'approvisionnement. D'ici 2050, l'approvisionnement en énergie devra être presque entièrement durable. La transition vers un approvisionnement énergétique durable revêt une grande importance dans la lutte contre le changement climatique. L'abandon progressif des combustibles fossiles et la dépendance à l'égard des fournisseurs d'énergie internationaux jouent également un rôle. En outre, le passage aux énergies renouvelables nécessite une adaptation considérable du réseau énergétique. Enfin, les plans nationaux pour l'énergie et le climat seront également revus à la lumière de l'évaluation 2022 par l'UE.

En plus des nombreuses années de coopération fructueuse entre les groupes d'experts, les défis complexes de la transition énergétique ont créé un besoin encore plus grand d'expertise. Le réseau d'expertise énergétique du Benelux regroupe les connaissances et l'expertise pertinentes dans le Benelux qui peuvent être utilisées pour le développement de politiques et peuvent contribuer à la réalisation de la coopération et des projets du Benelux. Grâce au réseau, des événements sont organisés, entre autres en accueillant des réunions des membres du réseau, par exemple sur le rôle de l'énergie solaire, la (ré)utilisation du CO₂ et la décarbonisation dans l'industrie.

La coopération énergétique du Benelux est dominée depuis plusieurs années par les objectifs climatiques. L'approvisionnement en énergie doit être fiable et durable. La transition offre également la possibilité de combiner notre position géographique avec un approvisionnement énergétique fiable à l'avenir. Dans cette optique, nous pensons à ce que l'on appelle l'économie de l'hydrogène.

overgemaakt. Daarbij werd onder meer het belang onderstreept van de staatsteunregels voor de uitrol van de green deal en de noodzakelijke energietransitie en integratie van het energiesysteem en de uitrol van de nodige technologische innovaties.

Daarnaast zullen ook de onderhandelingen aangevat worden over een update van de regels voor de interne gasmarkt, waarbij ingezet zal worden op een vlotte integratie van duurzame moleculen.

Bovendien zullen we ook stelselmatig onze activiteiten rond de voorbereiding van het Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in 2024 worden opgedreven om van deze opdracht een succes te maken.

9.2. *Benelux*

De transitie naar een duurzaam en betrouwbaar energiesysteem binnen de Benelux steunt op de ontwikkeling van hernieuwbare energie en bevoorradingszekerheid. In 2050 moet de energievoorziening bijna volledig duurzaam zijn. Een overgang naar een duurzame energievoorziening is van groot belang, vanwege het tegengaan van klimaatverandering. Ook spelen uitfasering van fossiele brandstoffen en de afhankelijkheid van internationale energieleveranciers een rol. Bovendien vergt de omschakeling naar hernieuwbare energie een enorme aanpassing van het energienetwerk. Tot slot zullen ook de Nationale Energie en Klimaatplannen worden herbekeken in het licht van de EU evaluatie 2022.

In aanvulling op de reeds jarenlange succesvolle samenwerking tussen expertgroepen, is met de complexe uitdagingen van de energietransitie nog meer behoefte ontstaan aan expertise. Het Benelux Energie Expertise Netwerk bundelt relevante kennis en expertise in de Benelux die gebruikt kunnen worden voor beleidsontwikkeling en kunnen bijdragen aan de totstandkoming van Benelux samenwerking en -projecten. Via het netwerk worden evenement georganiseerd, o.a. door het gastheerschap van bijeenkomsten van de leden van het netwerk, bijvoorbeeld rond de rol van zonne-energie, (her)gebruik van CO₂ en de decarbonisatie op de industrie.

De energiesamenwerking in de Benelux staat al een aantal jaren in het teken van de klimaatdoelstellingen. Energievoorziening moet daarenboven betrouwbaar en duurzaam zijn. De omschakeling biedt ook een kans om in de toekomst onze geografische positie te combineren met een betrouwbare energievoorziening. In dit licht denken we aan de zogenaamde waterstofeconomie.

En outre, l'électrification des transports fait l'objet d'une grande attention. Deux liens de coopération du Benelux avec d'autres pays voisins sont au premier plan.

Tant dans le cadre de la coopération pentalatérale que dans celui du Forum de la mer du Nord, l'accent est mis sur un avenir propre dans lequel il est fait usage de l'important potentiel éolien offshore de la mer du Nord et, parallèlement, les possibilités de transport et de stockage des grandes quantités d'énergie renouvelable volatile sont recherchées avec diligence. Des adaptations et la construction d'infrastructures seront nécessaires dans le triangle industriel du Benelux et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie afin de l'alimenter en énergie. Le stockage et la réutilisation du CO₂ sont également à nouveau à l'ordre du jour afin d'atteindre la réduction des émissions souhaitée d'ici 2030 avec les ambitions accrues.

9.3. *Forum pentalatéral de l'énergie*

Le Forum Pentalatéral de l'Énergie est la plateforme de coopération régionale en matière d'énergie en Europe centrale et occidentale (Benelux-DE-FR-AT-CH), établie au Secrétariat du Benelux. Le Forum œuvre en faveur d'un marché de l'énergie fiable, durable et intégré dans la région, comme tremplin vers un marché européen. La coopération en matière d'hydrogène dans cette région est essentielle compte tenu de l'intense activité économique et industrielle de la région. Une vision commune d'un cadre réglementaire flexible pour l'hydrogène a été élaborée sous la présidence belge. Cette position commune a été soumise à la Commission européenne dans la perspective du paquet sur le marché de l'hydrogène et du gaz décarboné, prévu pour la fin de 2021, et dans la perspective d'un système énergétique intégré. Le document a été présenté par le ministre fédéral belge de l'énergie lors du Conseil informel de l'énergie le 22 septembre à Ljubljana. Nous veillerons à ce que la Commission européenne et les autres États membres de l'UE comprennent qu'il s'agit d'une initiative de prendre des mesures à court terme pour établir le cadre d'un avenir neutre en carbone avec un déploiement optimal des technologies de l'hydrogène. En tant que "pays penta", nous sommes fermement convaincus que l'hydrogène est un moyen d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du *Green Deal* européen et récemment confirmés dans le paquet Fit for 55.

9.4. *Relations bilatérales*

La Belgique renforce sa politique énergétique par des relations bilatérales avec des pays stratégiques en vue de la sécurité d'approvisionnement, tant en électrons

Er is daarenboven veel aandacht voor elektrificatie van transport. Twee samenwerkingsverbanden van de Benelux met andere buurlanden staan op de voorgrond.

Zowel in Pentalateraal verband als in het Noordzee Forum wordt vol ingezet op een schone toekomst waarbij gebruik wordt gemaakt van het grote offshore windpotentieel in de Noordzee en tegelijkertijd naarstig op zoek wordt gegaan naar transport en opslagmogelijkheden voor de grote hoeveelheden volatile hernieuwbare energie. Aanpassingen en aanleg van de infrastructuur zullen noodzakelijk zijn in de industriedriehoek van de Benelux en Noordrijn-Westfalen om deze van energie te voorzien. Opslag en hergebruik van CO₂ staan ook opnieuw op de agenda om met de verhoogde ambities reeds in 2030 de gewenste uitstootreductie te kunnen bereiken.

9.3. *Pentalateral Energie forum*

Het Pentalateral Energy Forum is het platform voor regionale energiesamenwerking in Centraal-West Europa (Benelux-DE-FR-AT-CH), gevestigd op het secretariaat van de Benelux. Het Forum werkt aan een betrouwbare, duurzame en geïntegreerde energiemarkt in de regio, als opstap naar een Europese markt. De samenwerking rond waterstof in deze regio is essentieel gelet op de intensieve economische en industriële activiteit in de regio. Onder het Belgische voorzitterschap werd een gezamenlijke visie over een flexibel regelgevend kader voor waterstof opgesteld. Dit gezamenlijke standpunt werd overgemaakt aan de Europese Commissie met het oog op het Hydrogen and decarbonised gas market package, gepland voor eind 2021, en in het vooruitzicht van een geïntegreerd energiesysteem. Het document werd door de Belgische federale minister van Energie tijdens de informele Energieraad van 22 september in Ljubljana gepresenteerd. Wij zullen erop toe zien dat de Europese Commissie en de overige Europese lidstaten dit begrijpen als een aanzet om op kortetermijnmaatregelen te nemen om het kader van een koolstofneutrale toekomst met optimale inzet van de waterstoftechnologieën te bepalen. Als Pentaland zijn wij er vast van overtuigd dat waterstof een vehikel is om de in de Europese *Green Deal* vastgestelde en onlangs in het Fit for 55-pakket bevestigde doelstellingen te halen.

9.4. *Bilaterale relaties*

België versterkt haar energiebeleid via bilaterale relaties met strategische landen met het oog op bevoorradingszekerheid, zowel voor elektronen en moleculen.

qu'en molécules. Pour l'électricité, nous nous référons à l'accord à conclure entre le Danemark et le Royaume-Uni (Nautilus).

Pour les molécules, un protocole d'accord a été conclu avec Oman et la Namibie Reprise et la Résilience concernant la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert. Un point essentiel de cette coopération est la certification de l'hydrogène vert. Un autre pays où la coopération est envisagée est la Norvège.

La Belgique soutient divers projets de traitement sûr des déchets radioactifs, de décontamination, d'amélioration de la radioprotection, etc., principalement en Europe centrale et orientale et dans les pays européens voisins (Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Kosovo, Croatie, Lettonie, Lituanie, Ukraine, Pologne, Roumanie et Slovénie). Actuellement, les mesures nécessaires sont prises pour soutenir un projet de surveillance radiologique du territoire marocain, avec l'Union européenne et en coopération avec l'IRE.

9.5. Organisations multilatérales de l'énergie

9.5.1. Général

Fin 2023, la Belgique sera soumise à un examen de son cadre réglementaire dans le domaine des déchets radioactifs par une mission dite ARTEMIS de l'AIEA. Par le biais du SCK CEN, la Belgique participera au *Framework for Irradiation Experiments* (FIDES) de l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN).

La participation à diverses organisations multilatérales dans le domaine de l'énergie, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Agence pour l'énergie nucléaire, le Forum international de l'énergie (IEF) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sera poursuivie.

La Belgique a été soumise par l'AEI à un examen approfondi de sa politique énergétique en avril-mai. Les résultats seront discutés et présentés au cours du premier trimestre de 2022.

Le gouvernement fédéral collabore également activement au rapport de l'AIE intitulé "*Hydrogen in North-Western Europe, a vision towards 2030*". De même, la Belgique est membre de la "*Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions*".

Le champ d'action de l'AIE a évolué, passant de la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole à une organisation qui surveille l'ensemble du système énergétique au niveau mondial, avec un accent particulier

Wat betreft elektriciteit verwijzen we naar de te realiseren interconnecties tussen Denemarken en de UK (Nautilus).

Wat betreft moleculen werd een MoU gesloten met Oman en Namibië wat betreft de samenwerking op vlak van groene waterstof. Een essentieel punt in deze samenwerking is de certificering van groene waterstof. Een ander land waarmee een samenwerking overwogen wordt is Noorwegen.

België steunt voornamelijk in Centraal en Oost-Europa en in de Europese nabuurlanden (Bosnië Herzegovina, Bulgarije, Estland, Hongarije, Kosovo, Kroatië, Letland, Litouwen, Oekraïne, Polen, Roemenië, Slovenië) verschillende projecten voor de veilige verwerking van radioactief afval, saneringen, verbetering van stralingsbescherming enz. Momenteel worden de nodige stappen gezet om samen met de Europese Unie en in samenwerking met het IRE ook in Marokko een project voor de radiologische monitoring van het Marokkaanse grondgebied te ondersteunen.

9.5. Multilaterale energieorganisaties

9.5.1. Algemeen

Eind 2023 zal België onderworpen worden aan een review van haar reglementair kader op vlak van radioactief afval door een zogenaamde ARTEMIS missie van het IAEA. Via het SCK CEN zal België deelnemen aan het *Framework for Irradiation Experiments* (FIDES) van het Nuclear Energy Agency (NEA).

De deelname aan verschillende multilaterale energieorganisatie het International Renewable Energy Agency (IRENA), het Internationaal Atoomenergieagentschap (IAEA), het Nucleair Energie Agentschap, het Internationaal Energieforum (IEF) en het Internationaal Energieagentschap (IEA), zullen worden bestendigd.

Het IEA heeft België in april-mei onderworpen aan een In-Depth Review van haar energiebeleid. De resultaten worden besproken en voorgesteld in het eerste kwartaal van 2022.

De federale overheid werkt bovendien actief mee aan het IEA-rapport over "*Hydrogen in North-Western Europe, a vision towards 2030*". Op dezelfde wijze is België lid van de *Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions*.

De scope van het IEA is geëvolueerd van een focus op het waarborgen van de oliebevoorrading naar een organisatie die het hele energiesysteem op mondiaal niveau volgt, met een bijzondere aandacht voor de rol

sur le rôle que le secteur énergétique peut jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique. En ce sens, l'Agence a publié au début de l'année le rapport "*Net Zero by 2050 A Roadmap for the Energy sector*". L'ambition de ce rapport est tout à fait conforme aux objectifs formulés par le gouvernement fédéral en matière de durabilité et de transition énergétique, ainsi qu'à son engagement à propager sa politique interne au niveau international également. Entre autres, en ce qui concerne le développement des sources d'énergie renouvelables et une plus grande intégration du secteur.

9.5.2. Vice-présidence de l'Agence internationale de l'énergie

Pour renforcer cette vision, la Belgique assumera la vice-présidence de la réunion ministérielle de l'AIE, qui aura lieu les 2 et 3 février 2022. Les préparatifs à cet effet sont en cours. Maintenant que le *Green Deal* et le *Fit for 55* sont sur la table de l'UE, il est dans l'intérêt de la Belgique de promouvoir nos objectifs climatiques et énergétiques au niveau international également. Après tout, les conséquences du changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières et nécessitent donc une approche globale. Le programme de transition vers une énergie propre de l'AIE offre l'expertise nécessaire pour aider les pays à décarboniser leurs infrastructures énergétiques, mais aussi les connaissances pour explorer de nouvelles voies qui n'impliquent pas nécessairement le développement d'infrastructures gazières et pétrolières. La Belgique vise à aider l'Afrique, et en particulier l'Afrique occidentale et australe, à contourner l'étape intermédiaire des combustibles fossiles pour adopter immédiatement l'énergie éolienne, d'une part, et l'hydrogène vert, d'autre part, comme carburant du futur.

La Belgique, avec les États-Unis le Danemark et l'Australie, est très impliquée dans la rédaction des mandats pour le fonctionnement de l'AIE de 2022 à 2024. Il s'agit de sujets tels que les stocks de pétrole, où la Belgique a pris la tête du mouvement avec l'Australie, l'élargissement éventuel de l'AIE à des pays qui ne sont pas membres de l'OCDE (une condition nécessaire selon les statuts), le financement de l'AIE et les travaux sur le climat et l'énergie, où la Belgique a pris la tête du mouvement avec le Danemark. Nous souhaitons soutenir l'AIE dans ses efforts pour élargir son champ d'action en maximisant le potentiel inhérent aux dispositions existantes de la convention. L'objectif de cette réunion ministérielle est de parvenir à une AIE 3.0 adaptée aux défis de la réalisation des objectifs d'émissions nettes zéro, tant dans son mandat que dans son modèle organisationnel.

die de energiesector kan spelen in de strijd tegen de klimaatopwarming. In die zin publiceerde het Agentschap eerder dit jaar het rapport *Net Zero by 2050. A Roadmap for the Energy sector*". De ambitie van dit rapport sluit sterk aan bij de doelstellingen die de federale regering met betrekking tot duurzaamheid en de energietransitie heeft geformuleerd en haar engagement om haar intern beleid ook internationaal uit te dragen. Onder andere met betrekking tot de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen en een grotere sectorintegratie.

9.5.2. Vice voorzitter Internationaal Energie Agentschap

Om deze visie kracht bij te zetten neemt België het vicevoorzitterschap van de IEA ministeriële vergadering op, die plaats zal vinden op 2-3 februari 2022. De voorbereidingen hiervan zijn momenteel lopende. Het is in het Belgische belang om, nu de *Green Deal* en de *Fit for 55* op de tafel liggen in de EU, onze klimaat- en energiedoelstellingen ook internationaal uit te dragen. De gevolgen van de klimaatverandering stoppen namelijk niet aan de grenzen en vereisen dus een mondiale aanpak. Het *Clean Energy Transition Program* van het IEA biedt de noodzakelijke expertise om landen te helpen inzake decarbonisatie van de energie infrastructuur maar het biedt ook de kennis om nieuwe paden te bewandelen die niet noodzakelijkerwijze verlopen via de ontwikkeling van gas en petroleuminfrastructuur. België beoogt om Afrika en dan vooral Westelijk en Zuidelijk Afrika te ondersteunen in het omzeilen van het tussenstadium van de fossiele brandstoffen om onmiddellijk te kunnen inzetten op enerzijds windenergie en anderzijds groene waterstof als brandstof van de toekomst.

België is samen met de Verenigde Staten, Denemarken en Australië, zeer sterk betrokken bij het opstellen van de mandaten voor de werking van het IEA in de periode van 2022 tot 2024. Hierbij komen thema's aan bod zoals de petroleumstocks waar België samen met Australië de lead heeft genomen, de eventuele uitbreiding van het IEA met landen die geen lid zijn van de OESO (een noodzakelijke voorwaarde volgens de statuten), de financiering van het IEA en het werk rond klimaat en energie, waar België de lead heeft samen met Denemarken. We beogen het IEA te ondersteunen in haar streven naar een verruiming van haar werkgebied door maximaal in te zetten op de inherente mogelijkheden van de bestaande bepalingen in het verdrag. Doel van deze ministeriële is te komen tot een IEA 3.0 dat zowel inzake mandaat als organisatiemodel aangepast is aan de uitdagingen om de net-zero emissiedoelstellingen te realiseren.

9.6. **Accords multilatéraux: Traité sur la Charte de l'énergie**

Enfin, le gouvernement cherchera à moderniser le traité sur la charte de l'énergie (*ECT – Energy Charter Treaty*) en étroite collaboration avec la Commission européenne. Une condition essentielle de réussite est de trouver un accord sur la suppression progressive de la protection des investissements dans les combustibles fossiles afin d'atteindre les objectifs climatiques de 2050, conformément à l'accord de Paris.

Au cours des premiers mois, sept cycles de négociations ont déjà eu lieu dans le cadre du processus de modernisation. Les progrès, notamment sur des points tels que "l'activité économique dans le secteur de l'énergie", qui sont directement liés à la protection des investissements dans les projets de combustibles fossiles, ont été très lents. Le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec la Commission européenne sur ce sujet afin de promouvoir une position commune de l'UE.

10. **Objectifs de développement durable**

Conformément à la décision du Conseil des ministres du 23 juillet 2021, la note politique comprendra désormais un chapitre faisant le lien avec les Objectifs de développement durable (*Sustainable Development Goals ou SDG*). Une liste complète des SDG pertinents est jointe. Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu de la manière dont les différentes mesures décrites dans ce document de politique sont liées aux objectifs généraux.

SDG 7 – Assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne – est bien sûr le plus important pour le domaine de la politique énergétique.

Entre autres, le CRM et la préparation de la sortie du nucléaire, la mise en œuvre du PNEC, l'expansion de la capacité éolienne en mer, la stratégie de l'hydrogène et les projets du Fonds pour la transition énergétique contribuent à la réalisation du sous-objectif 7.1 (Assurer l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes d'ici 2030) et du sous-objectif 7.2 (Augmenter sensiblement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial d'ici 2030).

Le label énergétique est une réponse au sous-objectif 7.3. (Doubler le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030).

Concernant le SDG 1 – Mettre fin à la pauvreté partout et sous toutes ses formes – et les sous-objectifs 1.3 (Systèmes et mesures de protection sociale applicables

9.6. **Multilaterale akkoorden: Energy Charter Treaty**

Tot slot zal de regering streven naar een modernisering van het Verdrag inzake het Energiehandvest (*ECT – Energy Charter Treaty*), in nauwe samenwerking met de Europese Commissie. Een essentiële voorwaarde tot succes is het vinden van een akkoord rond de uitfasering van investeringsbescherming van fossiele brandstoffen, opdat de 2050 klimaatdoelstellingen kunnen worden behaald in lijn met het akkoord van Parijs.

Tijdens de eerste maanden vonden reeds zeven onderhandelingsrondes plaats in het moderniseringsproces. De vooruitgang, in het bijzonder op punten zoals de "economische activiteit in de energiesector" die een directe link leggen met de investeringsbescherming van projecten rond fossiele brandstoffen, is erg langzaam. De federale overheid werkt hierbij nauw samen met de Europese Commissie om een gemeenschappelijke EU-positie uit te dragen.

10. **Duurzame ontwikkelingsdoelstellingen**

In lijn met de beslissing van de Ministerraad van 23 juli 2021 zal voortaan een hoofdstuk in de beleidsnota worden opgenomen die de link met de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen (*Sustainable Development Goals of kortweg de SDGs*) maakt. Een uitgebreide olijsting van de relevante SDG's is in bijlage opgenomen. Hieronder volgt een bondig overzicht van hoe de verschillende in deze beleidsnota uiteengezette maatregelen verbonden worden met de brede doelstellingen.

SDG 7 – Verzekeren toegang tot betaalbare, betrouwbare, duurzame en moderne energie voor iedereen – springt voor het beleidsdomein energie natuurlijk het meest in het oog.

Onder meer het CRM en de voorbereiding van de kernuitstap, NEKP implementatie, de uitbreiding van de capaciteit van wind op zee, de waterstofstrategie en de projecten van het Energietransitiefonds dragen bij tot subdoelstelling 7.1 (Tegen 2030 universele toegang tot betaalbare, betrouwbare en moderne energiediensten garanderen) en subdoelstellingen 7.2 (Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aandeel hernieuwbare energie in de globale energiemix verhogen).

Het Energie-etiket is een antwoord op subdoelstelling 7.3. (Tegen 2030 de globale snelheid van verbetering in energie-efficiëntie verdubbelen).

Voor wat betreft SDG 1 – Beëindiging armoede overal en in al haar vormen – en de subdoelstellingen 1.3 (Nationaal toepasbare sociale beschermingssystemen

au niveau national) et 1.4 (Faire en sorte que, d'ici 2030, tous les hommes et toutes les femmes, en particulier les pauvres et les vulnérables, aient des droits égaux aux ressources économiques), le tarif social pour l'électricité et le gaz et son extension au RVT/BIM pendant la crise du Coronavirus et la crise énergétique qui a suivi sont particulièrement pertinents, en plus du soutien et de l'orientation fournis aux pauvres et aux vulnérables par les CPAS par le biais du Fonds social de chauffage et du Fonds pour l'électricité et le gaz. De même, des mesures visant à atténuer les effets des prix élevés du gaz et de l'électricité devraient être envisagées à la lumière de l'SDG 1.

Le SDG 8 – Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous – est fortement lié à la question de l'énergie.

Le Plan National pour la Reprise et la Résilience, la norme énergétique et l'atténuation des effets des prix élevés du gaz et de l'électricité contribuent au sous-objectif 8.1. (Maintenir une croissance économique par habitant conforme aux circonstances nationales et, en particulier, une croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.)

Les projets relevant du Plan National pour la Reprise et la Résilience et du Fonds de transition énergétique contribuent aux sous-objectifs:

— 8.2. Accroître la productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en se concentrant sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

— 8.3. Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et encourager la formalisation et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises, notamment par l'accès aux services financiers.

— 8.4. D'ici 2030, améliorer progressivement l'efficacité des ressources, de la production et de la consommation au niveau mondial et s'efforcer de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, selon le programme-cadre décennal pour une consommation et une production durables, les pays développés prenant l'initiative.

Le SDG 9 – Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et favoriser l'innovation – est inextricablement lié aux projets du plan de relance et de résilience, à notre stratégie en

en mesures) et 1.4 (Er tegen 2030 voor zorgen dat alle mannen en vrouwen, in het bijzonder de armen en de kwetsbaren, gelijke rechten hebben op economische middelen) zijn het Sociaal Tarief voor elektriciteit en gas en de uitbreiding ervan naar RVT/BIM gedurende de coronacrisis en de energiecrisis die daarop volgde bijzonder relevant naast de ondersteuning en begeleiding van armen en kwetsbaren door OCMW's via het sociaal verwarmingsfonds en het fonds elektriciteit en gas. Ook de maatregelen voor het mitigeren van de gevolgen hoge gas-en elektriciteitsprijzen moet in het licht van SDG 1 worden bekeken.

SDG 8 – Bevorder aanhoudende, inclusieve en duurzame economische groei, volledige en productieve tewerkstelling en waardig werk voor iedereen – is sterk verweven met het energievraagstuk.

Het Plan voor Herstel en Veerkracht, de Energienorm en het mitigeren van de gevolgen van hoge gas- en elektriciteitsprijzen dragen bij aan subdoelstelling 8.1. De economische groei per capita in stand houden in overeenstemming met de nationale omstandigheden en, in het bijzonder, minstens 7 % aangroei van het bruto binnenlands product per jaar in de minst ontwikkelde landen.)

De projecten in het kader van het Plan voor Herstel en Veerkracht en van het Energietransitiefonds dragen bij tot subdoelstellingen:

— 8.2. Tot meer economische productiviteit komen door diversificatie, technologische modernisatie en innovatie, ook door de klemtoon te leggen op sectoren met hoge toegevoegde waarde en arbeidsintensieve sectoren

— 8.3. Bevorderen van op ontwikkeling toegespitste beleidslijnen die productieve activiteiten ondersteunen, alsook de creatie van waardige jobs, ondernemerschap, creativiteit en innovatie, en de formalisering en de groei aanmoedigen van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen, ook via toegang tot financiële diensten

— 8.4. Tegen 2030 geleidelijk aan de wereldwijde efficiëntie, productie en consumptie van hulpbronnen verbeteren en streven naar de ontkoppeling van economische groei en achteruitgang van het milieu, volgens het 10-jarig Programmakader voor Duurzame Consumptie en Productie, waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen

SDG 9 – Bouw veerkrachtige infrastructuur, bevorder inclusieve en duurzame industrialisering en stimuleer innovatie – is onlosmakelijk verbonden met de projecten in het Plan voor Herstel en Veerkracht, met onze

matière d'hydrogène et à nos plans de développement du réseau de transport d'électricité et du réseau de transport de gaz.

Les projets du Fonds de transition énergétique, le développement du savoir-faire nucléaire et le projet Myrrha doivent être considérés à la lumière du sous-objectif 9.5 (Améliorer la recherche scientifique).

Le label énergétique, les politiques relatives aux biocarburants pour les transports et les politiques nationales en matière de déchets nucléaires s'inscrivent dans le cadre du SDG 12 – Assurer des modes de consommation et de production durables – et plus précisément du sous-objectif 12.2. (Assurer la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles d'ici 2030).

La mise en œuvre du PNEC, de l'Eolien en mer et du Fonds de transition énergétique constitue une réponse au SDG 13 – Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses effets – et plus précisément au sous-objectif 13.2. (Intégrer les mesures relatives au changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales).

Annexes

A) Explication de la manière dont est donné suite aux résolutions approuvées par la Chambre des représentants.

En collaboration avec le ministre de l'Économie et le secrétaire d'État à la protection des consommateurs, nous introduisons une facture simplifiée au 1^{er} janvier 2022. Un accord avec les Régions doit garantir que cela se fasse en une seule fois et que les consommateurs et les fournisseurs ne soient pas confrontés à des changements successifs. Ensuite, nous entamerons une nouvelle concertation avec les régions pour aboutir à une facture énergétique qui tienne compte des évolutions du marché dans le cadre de la transition énergétique inclusive.

B) Suivi des obligations de l'UE, problèmes et défis

1. Plan pour la Reprise et la Résilience dans le cadre de la Next Generation EU

En avril 2021, le gouvernement fédéral a approuvé le plan national pour la relance et la résilience. Ce plan s'inscrit pleinement dans la transition vers une économie durable et digitale. Le coût total des mesures du plan est de 5,926 milliards d'euros et se décompose en 17 volets comprenant 85 projets d'investissement et 36 projets de réforme. Le plan présenté par la Belgique est plus "vert" que le minimum imposé par la Commission européenne (51 % par rapport aux 37 % imposés) et a un impact à

waterstofstrategie en met onze ontwikkelingsplannen voor het elektriciteitstransmissienet en gastransportnet.

De projecten van het Energiestransitiefonds, het ontwikkelen van de nucleaire know how en het Myrrha project moeten worden gezien in het licht van subdoelstelling 9.5 (Verbeteren van het wetenschappelijk onderzoek).

Het Energie-etiket, het beleid inzake biobrandstoffen voor transport en de nationale beleidsmaatregelen inzake nucleair afval passen onder SDG 12 – Verzekeren duurzame consumptie- en productiepatronen en meer bepaald de subdoelstelling 12.2. (Tegen 2030 het duurzame beheer en het efficiënte gebruik van natuurlijke hulpbronnen realiseren).

De implementatie van het NEKP, Wind op zee en de projecten in het kader van het Energiestransitiefonds bieden een antwoord op SDG 13 – Neem dringend actie om de klimaatverandering en haar impact te bestrijden – meer bepaald op subdoelstelling 13.2. (Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning).

Bijlagen

A) Toelichting bij de wijze waarop gevolg geven wordt aan de door de Kamer goedgekeurde resoluties.

Samen met de minister van Economie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming voeren we op 1 januari 2022 een vereenvoudigde factuur in. Een akkoord met de gewesten moet ervoor zorgen dat dit in één keer gebeurt en dat consumenten en leverancier niet geconfronteerd worden met opeenvolgende wijzigingen. Daarna starten we een nieuw overleg op met de gewesten om te komen tot een energiefactuur die rekening houdt met de ontwikkelingen op de markt in het kader van de inclusieve energietransitie.

B) Gevolg gegeven aan de EU-verplichtingen, problemen en uitdagingen

1. Plan voor Herstel en Veerkracht in het kader van Next Generation EU

In april 2021 keurde de federale regering het Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht goed. Dit plan kiest voluit de kaart van de omslag naar een duurzame en digitale economie. De totale kosten van de maatregelen van het plan bedragen 5,926 miljard euro en worden uitgesplitst in 17 onderdelen die 85 investeringsprojecten en 36 hervormingsprojecten omvatten. Het plan dat België indiende, is "groener" dan het door de Europese Commissie opgelegde minimum (51 % ten opzichte van

court terme. Pour l'énergie, 6 projets importants ont été sélectionnés, qui joueront un rôle central dans l'accélération de la transition vers un système énergétique durable:

- Le financement du développement d'un réseau de transport d'hydrogène, dans le cadre duquel un développement initial servira à étendre l'épine dorsale après 2025 avec des interconnexions internationales et des installations de transport d'hydrogène supplémentaires.

- Le développement de la chaîne de valeur industrielle pour l'économie de l'hydrogène par l'utilisation d'un budget d'innovation, en mettant l'accent sur les projets de démonstration.

- La construction d'une île énergétique polyvalente où, outre le transport d'énergie, des possibilités supplémentaires d'énergie renouvelable sont également envisagées.

- Soutenir la R&D pour des thérapies innovantes contre le cancer.

- Le financement d'investissements qui permettront de passer à l'industrialisation du savoir-faire belge en matière de techniques et de méthodologies de caractérisation radiologique et de décontamination en vue de leur application lors du démantèlement des centrales nucléaires belges.

Dans l'année à venir, ces projets seront mis en œuvre en coopération avec les différents partenaires afin qu'ils puissent contribuer à accélérer la transition de notre pays vers une croissance plus durable, résiliente et inclusive.

56 % des montants affectés à la récupération concernent des projets d'infrastructure, tels que la rénovation de bâtiments, dont des écoles, la construction de réseaux énergétiques de nouvelle génération pour la capture du CO₂ et le transport de l'hydrogène, la rénovation et la construction d'infrastructures de transport (vélos et chemins de fer principalement) ou d'infrastructures digitales (5G, fibre optique);

26 % concernent des projets dans le domaine de la formation et du capital humain (création de nouveaux centres de formation/hubs, mise en place de nouvelles mesures d'accompagnement des demandeurs d'emploi, amélioration des performances des systèmes éducatifs, etc.);

de opgelegde 37 %) en heeft een korte termijnimpact. Voor energie werden 6 belangrijke projecten weerhouden die een centrale rol zullen spelen in het versnellen van de omslag naar een duurzaam energiesysteem:

- De financiering van de ontwikkeling van een waterstoftransportnetwerk, waarbij een eerste ontwikkeling zal dienen voor de verdere uitbouw van de backbone na 2025 met extra internationale interconnecties en waterstoftransportfaciliteiten

- De ontwikkeling van de industriële waardeketen voor de waterstofeconomie via het gebruik van een innovatiebudget met een speciale focus op demonstratieprojecten

- De bouw van een multi-fuctioneel energie-eiland waarnaast de transmissie van energie, ook bijkomende opportuniteiten inzake hernieuwbare energie worden beoogd.

- De ondersteuning van O&O voor innovatieve kankertherapieën.

- Het financieren van investeringen die de opschaling naar industrialisatie zullen toelaten van de Belgische know-how inzake radiologische karakterisatie en decontaminatie technieken en methodologieën richting de toepassing ervan tijdens de ontmanteling van de Belgische kerncentrales.

Het komende jaar zal in samenwerking met de verschillende partners uitvoering worden gegeven aan deze projecten opdat zij kunnen bijdragen tot een versnelde overgang van ons land naar een duurzamere, veerkrachtigere en inclusievere groei.

56 % van de voor herstel bestemde bedragen heeft betrekking op infrastructuurprojecten, zoals de renovatie van gebouwen, waaronder scholen, de aanleg van energienetwerken van de nieuwe generatie voor CO₂-afvang en waterstoftransport, de renovatie en aanleg van vervoersinfrastructuur (voornamelijk fietsen en spoorwegen) of digitale infrastructuur (5G, optische vezels);

26 % betreft projecten op het gebied van opleiding en menselijk kapitaal (oprichting van nieuwe opleidingscentra/hubs, invoering van nieuwe steunmaatregelen voor werkzoekenden, verbetering van de prestaties van de onderwijsstelsels etc.);

28 % concernent des projets de digitalisation, notamment dans le domaine de l'enseignement, de la justice et de la sécurité sociale;

13 % sont des projets de recherche et développement sur des technologies d'avenir pour renforcer et exploiter l'expertise belge, comme la médecine nucléaire, la navigation spatiale et aérienne, l'intelligence artificielle, etc.

Pour l'énergie nucléaire, trois projets clés ont été sélectionnés, qui joueront un rôle central dans le développement de notre savoir-faire en matière de démantèlement et de médecine nucléaire.

— Le soutien de la R&D en médecine nucléaire pour le développement de thérapies innovantes contre le cancer et pour la production de radio-isotopes de diagnostic de manière durable et avec un minimum de déchets nucléaires.

— La minimisation des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales nucléaires belges en finançant des investissements qui permettront le passage à l'industrialisation du savoir-faire belge en matière de techniques de caractérisation radiologique et de décontamination et leur application lors du démantèlement.

2. PNEC – Règlement sur la gouvernance 2018/1999

Le suivi et la coordination de ces fiches fédérales se fait au sein de la Taskforce fédérale énergie qui s'est réunie une dernière fois le 26 mai 2021. Une prochaine réunion de cette Taskforce est prévue après la décision du CdM, prévue pour début octobre 2021.

Le défi consiste à respecter les délais convenus qui relèvent de la partie fédérale de l'actuel PNEC. Le suivi de tous les PAM fédéraux est assuré par l'administration fédérale du climat du SPF Santé. En ce qui concerne les PAM spécifiques à l'énergie, nous sommes dans les temps. Cependant, il existe un certain nombre de PAM transversaux (c'est-à-dire ceux qui touchent d'autres secteurs comme le climat, la mobilité, la régie des bâtiments, les finances) pour lesquels l'énergie ne prend pas la tête, qui risquent de ne pas respecter les délais fixés dans le PNEC actuel, comme par exemple "élaboration d'un plan d'action sur l'abandon progressif des combustibles fossiles, la rénovation des bâtiments publics, le plan de mobilité intermodale (avec les régions), autant de mesures qui auraient dû être finalisées d'ici 2021 et pour lesquelles aucune proposition n'est encore sur la table.

Évaluation Européenne PNEC

28 % betreft digitaliseringsprojecten, onder meer op het gebied van onderwijs, justitie en sociale zekerheid;

13 % betreft onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten op het gebied van toekomstige technologieën om de Belgische expertise te versterken en te benutten, zoals nucleaire geneeskunde, ruimte- en luchtvaart, kunstmatige intelligentie etc.

Voor kernenergie zijn drie sleutelprojecten geselecteerd, die een centrale rol zullen spelen bij de ontwikkeling van onze knowhow op het gebied van ontmanteling en nucleaire geneeskunde

— De ondersteuning van O&O in nucleaire geneeskunde voor de ontwikkeling van innovatieve kankertherapieën en inzake de productie van diagnostische radio-isotopen op duurzame wijze en met een minimum aan nucleair afval.

— De minimalisatie van nucleair afval tijdens ontmanteling van de Belgische kerncentrales door het financieren van investeringen die de opschaling naar industrialisatie zullen toelaten van de Belgische know-how inzake radiologische karakterisatie en decontaminatie technieken en het toepassen ervan tijdens de ontmanteling.

2. NEKP – Governance verordening 2018/1999

Opvolging en coördinatie van deze federale fiches gebeurt binnen het Federaal Taskforce energie dat een laatste keer samenkwam op 26 mei 2021. Een volgende vergadering van deze Taskforce wordt gepland na de MR beslissing, voorzien voor begin oktober 2021.

De uitdaging bestaat erin om de afgesproken deadlines te halen die onder het federale luik van het huidige NEKP vallen. De monitoring van alle federale PAMs gebeurt door de federale klimaatadministratie van de FOD Gezondheid. Wat de specifieke energie PAMs betreft zitten we op schema. Echter zijn er wel een aantal transversale PAMs (ie die raken dan aan andere filières zoals klimaat, mobiliteit, regie der gebouwen, financiën) waarvoor energie niet de lead heeft, die riskeren de deadlines opgenomen in het huidige NEKP niet te halen, zoals bvb. De opmaak van een actieplan inzake uitfasering fossiele brandstoffen, renovatie van publieke gebouwen, intermodaal mobiliteitsplan (samen met de gewesten), die allen tegen 2021 dienden gefinaliseerd te worden en waarvoor nog geen voorstellen op tafel liggen.

Europese beoordeling NEKP

En septembre 2020, la Commission européenne a publié son évaluation du PNEC. Le sous-groupe Concere-CNC PNEC en a fait une synthèse et une analyse, qui a été remise à Concere et à la CNC pour examen et réflexion politique ultérieure.

Dans ce contexte, la liste des subventions énergétiques, qui manquait dans la soumission du PNEC à la fin de 2019, a également été établie. Cette liste (c'est-à-dire le fédéral, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale) a été notifiée à la Commission européenne le 23 avril 2021 après consultation des régions dans le cadre de Concere. La Région flamande avait déjà notifié sa liste séparément en avril.

Mise à jour du PNEC

Au sein du groupe CONCERE-CNC PNEC, les administrations fédérales de l'énergie et du climat ont contribué à la création d'une méthodologie de travail sur l'avancement et la mise à jour (provisoire) du PNEC d'ici mars 2023 et juin 2023 (projet)/2024 (final) respectivement. Cette méthodologie de travail est actuellement en cours de finalisation au sein du groupe de pilotage et sera ensuite soumise à Concere et à la CNC pour approbation.

Le plus grand défi sera de commencer en temps utile la compilation conjointe et la coordination des contributions des différentes entités, selon un calendrier convenu conjointement. Une consultation politique devra avoir lieu, tant au niveau intra-fédéral qu'avec les régions, concernant l'ajustement éventuel des objectifs nationaux et des PAM conjoints/nationaux correspondants, en tenant compte de l'évaluation de la CE.

3. RÈGLEMENT (UE) 2017/1938 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz

Le mécanisme de solidarité de l'UE Le règlement 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à préserver la sécurité de l'approvisionnement en gaz et abrogeant le règlement (UE) n° 994/2010 (ci-après le règlement) vise à préserver la fourniture ininterrompue de gaz aux clients protégés par la solidarité dans l'Union européenne. Conformément à l'article 13.13 du règlement, les États membres étaient tenus de conclure des accords bilatéraux techniques, juridiques et financiers à cet égard au plus tard le 1^{er} décembre 2018, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la proposition de la Commission européenne. En l'absence de respect de cette obligation, tous les États membres auxquels le règlement s'applique ont fait l'objet d'une procédure

In september 2020 publiceerde de Europese Commissie haar beoordeling over het NEKP. De Enover-NKC SG NEKP maakte hiervan een overzicht en analyse welke overgemaakt werd aan Enover en NKC ter inzage en verdere politieke reflectie.

In deze context werd ook werk gemaakt van de opmaak van de lijst van energiesubsidies, welke ontbrak bij de indiening van het NEKP eind 2019. Deze lijst (i.e. federaal, Waals Gewest en Brussels Hoofdstedelijk gewest) werd na overleg met de gewesten binnen de context van Enover genotificeerd aan de Europese Commissie op 23 april 2021. Het Vlaamse gewest had hun lijst al eerder in april apart genotificeerd.

Actualisering NEKP

Binnen de ENOVER-NKC SG NEKP gaven de federale administraties energie en klimaat input voor de aanzet van werkmethode inzake de voortgang en (draft) actualisering van het NEKP tegen respectievelijk maart 2023 en juni 2023 (draft)/2024 (finaal). Deze werkmethode wordt momenteel nog gefinaliseerd binnen de SG en zal nadien worden voorgelegd aan Enover en NKC ter goedkeuring.

De grootste uitdaging zal eruit bestaan om tijdig te starten met de gezamenlijke compilatie en coördinatie van de bijdragen van de verschillende entiteiten volgens een gezamenlijk afgesproken tijdschema. Politiek overleg zal moeten gebeuren, zowel intrafederaal als met de gewesten, wat eventuele aanpassing van nationale doelstellingen en de daarbij horende gezamenlijke/nationale PAMs betreft, rekening houdend met de beoordeling van de EC.

3. VERORDENING (EU) 2017/1938 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gasleveringszekerheid

Het solidariteitsmechanisme van de EU Verordening 2017/1938 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2017 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gasleveringszekerheid en houdende intrekking van Verordening (EU) nr. 994/2010 (hierna Verordening) streeft ernaar de ononderbroken gaslevering aan de door solidariteit beschermde afnemers in de Europese Unie te vrijwaren. Conform artikel 13.13 van de Verordening dienden de lidstaten bilaterale technische, juridische en financiële akkoorden dienaangaande te sluiten tegen uiterlijk 1 december 2018, daarbij zo veel als mogelijk rekening houdende met het voorstel van de Europese Commissie. Bij gebreke aan deze verplichting te voldoen zijn alle lidstaten, op wie de Verordening van toepassing is, het voorwerp geworden

d'infraction de la part de la Commission européenne. L'article 13.13 du règlement prévoit la possibilité pour la Commission européenne de proposer un cadre pour de telles mesures, définissant les principes nécessaires pour les rendre opérationnelles.

Compte tenu de la complexité du mécanisme de solidarité, un document officieux belge ("non paper") a été rédigé et envoyé à la Commission européenne et aux États membres afin de souligner les préoccupations et les difficultés identifiées au niveau belge. Il s'agit, entre autres, des problèmes suivants dans la mise en œuvre du règlement: (1) le risque de prix excessifs lors du passage de mesures basées sur le marché à des mesures non basées sur le marché, (2) le budget de la "compensation équitable" et la possibilité ou l'impossibilité de sa révision (open ended) par les tribunaux, ainsi que l'absence d'un système de compensation similaire en Belgique et (3) le rôle potentiel des autorités réglementaires nationales (*ex ante*) ou des autorités de la concurrence (*ex post*) en ce qui concerne la fixation des prix.

Des consultations bilatérales ont été prévues avec le Luxembourg et les Pays-Bas pour discuter de notre position et de la réponse de l'Allemagne afin de trouver des similitudes, des différences et des solutions. Une première réunion bilatérale exploratoire a eu lieu avec les Pays-Bas le 17 septembre 2021. Un premier entretien bilatéral de prospection avec les Pays-Bas a eu lieu le 17 septembre 2021. Pour les Pays-Bas, il était encore difficile de prendre position car ils réfléchissent encore à la manière de mettre en œuvre ce Règlement en interne dans leur législation locale. Une consultation bilatérale de suivi est prévue dans la seconde moitié d'octobre 2021. Une consultation bilatérale avec le Luxembourg est prévue pour le 11 octobre 2021. Chaque consultation bilatérale implique à la fois la CREG et le gestionnaire de réseau de transport. En fonction de ces discussions, il est prévu de revenir vers l'Allemagne pour une consultation, au mois de novembre 2021.

Parvenir à un accord commun sur les principes et l'interprétation de certains concepts du Règlement est le plus grand défi pour l'avenir. Une fois qu'un accord commun aura été trouvé sur cette question, des accords de solidarité seront élaborés avec les pays voisins, conformément aux dispositions du Règlement.

4. CRM en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE; ainsi que le règlement sur l'électricité 2019/943

Une procédure formelle a été organisée en septembre 2020, après quoi la Commission européenne a

van een inbreukprocedure door de Europese Commissie. Art. 13.13 van de Verordening biedt de mogelijkheid aan de Europese Commissie om een raamwerk voor dergelijke maatregelen voor te stellen waarin de nodige beginselen voor het operationeel maken ervan worden beschreven.

Gezien de complexiteit van het solidariteitsmechanisme werd een Belgische non-paper opgesteld en aan de Europese Commissie en de lidstaten toegezonden; dit om de aandachtspunten en moeilijkheden die op Belgisch niveau zijn vastgesteld onder de aandacht te brengen. Het betreft onder meer de volgende problemen bij de implementatie van de Verordening: (1) het risico op excessieve prijsbepaling bij de overgang marktgebaseerde naar niet-marktgebaseerde maatregelen, (2) de begroting van de "billijke compensatie" en de al dan niet mogelijke herziening ervan (open ended) door rechtbanken, alsook de afwezigheid van gelijkaardig vergoedingssysteem in België en (3) de mogelijke rol van nationaal regulerende instanties (*ex ante*) of mededingingsautoriteiten (*ex post*) inzake prijsbepaling.

Met Luxemburg en Nederland is bilateraal overleg ingepland om onze positie en antwoord van Duitsland te bespreken en zo gelijkenissen, verschilpunten en oplossingen te vinden. Een eerste bilateraal verkennend gesprek vond plaats met Nederland op 17 september 2021. Voor Nederland was het nog moeilijk positie in te nemen gezien men nog volop aan het zien is hoe deze Verordening intern in hun lokale wetgeving te implementeren. Een vervolg bilateraal overleg is gepland in de tweede helft van oktober 2021. Met Luxemburg is een bilateraal overleg gepland op 11 oktober 2021. Bij elk bilateraal overleg is zowel de CREG als de transmissienetbeheerder betrokken. In functie van deze gesprekken is er gepland om in de maand november 2021 terug te koppelen naar Duitsland voor overleg.

Het bereiken van een gezamenlijk akkoord rond de principes en de interpretatie van bepaalde begrippen uit de Verordening vormt hier naar de toekomst toe de grootste uitdaging. Eens een gezamenlijk akkoord hieromtrent is bereikt zullen solidariteitsovereenkomsten nader uitgewerkt worden met de buurlanden conform de bepalingen van de Verordening.

4. CRM in het kader van artikel 107, paragraaf 3, c), TFEU; alsook de elektriciteitsverordening 2019/943

In september 2020 werd een formele procedure georganiseerd, waarna de Europese Commissie

approuvé le mécanisme de rémunération des capacités le 27 août 2021 pour une période allant jusqu'à 10 ans à compter de la première mise aux enchères qui a eu lieu en octobre 2021.

En parallèle, un travail continu d'amélioration du cadre législatif secondaire et des règles opérationnelles connexes a également été mené pour permettre la mise en œuvre d'un mécanisme adéquat et proportionné conforme à la législation européenne, y compris le règlement sur l'électricité.

Le CRM ayant été approuvé par la Commission européenne en août 2021, il convient maintenant de parfaire le cadre juridique existant en précisant/élaborant les points pour lesquels la Belgique s'est engagée à les réformer (ex: nouveau standard de fiabilité en septembre 2022, modification de la durée des contrats attribués à la capacité étrangère, organisation effective du marché secondaire avant 2024, ajustement des paramètres de conception si nécessaire après la première mise aux enchères, ...).

Les améliorations du marché de l'électricité se poursuivront et feront l'objet d'un rapport annuel à la Commission en juillet, dans le cadre du suivi du plan de mise en œuvre.

5. Règlement (UE) 2019/941 sur la préparation aux risques

Conformément aux exigences du règlement (UE) 2019/941, le projet de plan de préparation aux risques pour le secteur de l'électricité a été notifié à la Commission européenne. La date limite du 5 avril 2021 a été respectée. Pour répondre aux exigences régionales du même règlement (UE) 2019/941 sur la solidarité, Memorandum of Understanding MoU sur la préparation aux risques pour le secteur de l'électricité a été élaboré au sein d'un *Risk Preparedness Drafting Team* dans le contexte du groupe de pilotage II du Forum pentalateral de l'énergie. Cette proposition a été soumise à l'ensemble du groupe de pilotage II le 16 septembre 2021.

"Conformément aux exigences du règlement (UE) 2019/941 relatif au contenu régional du plan de préparation aux risques pour le secteur de l'électricité qui doit être élaboré, les travaux se poursuivront au sein d'une *Task Force Risk Preparedness* dans le cadre du Forum pentalateral de l'énergie en 2022 pour concrétiser les mesures régionales identifiées dans le MoU". Il s'agira des aspects techniques, juridiques et financiers. Conformément aux exigences du même règlement (UE) 2019/941, un exercice de crise régional sera également

het capaciteitsvergoedingsmechanisme op 27 augustus 2021 goedgekeurde voor een periode van maximaal 10 jaar vanaf de eerste veiling die in oktober 2021 plaatsvond.

Parallel daarmee zijn ook lopende werkzaamheden ter verbetering van het secundaire wetgevingskader en de daarmee verband houdende operationele regels uitgevoerd om de tenuitvoerlegging mogelijk te maken van een adequaat en evenredig mechanisme dat in overeenstemming is met de Europese wetgeving, met inbegrip van de elektriciteitsverordening.

Aangezien het CRM in augustus 2021 door de Europese Commissie is goedgekeurd, moet het bestaande wettelijke kader nu worden geperfectioneerd door de punten te specificeren/uit te werken waarvoor België zich tot hervorming heeft verbonden (bijvoorbeeld nieuwe betrouwbaarheidsnorm in september 2022, wijziging van de looptijd van contracten die aan buitenlandse capaciteit worden toegewezen, effectieve organisatie van de secundaire markt vóór 2024, aanpassing van de ontwerpparameters indien nodig na de eerste veiling, ...).

De verbeteringen van de elektriciteitsmarkt zullen worden voortgezet en jaarlijks in juli aan de Commissie worden gerapporteerd in het kader van het toezicht op het uitvoeringsplan.

5. Verordening (EU) 2019/941 met betrekking tot risicoparaatheid

Overeenkomstig de vereisten van de verordening (EU) 2019/941 werd het draft Risicoparaatheidsplan voor de elektriciteitssector genotificeerd aan de Europese Commissie. De deadline van 5 april 2021 werd hierbij gerespecteerd. Om te beantwoorden aan de regionale vereisten van diezelfde verordening (EU) 2019/941 omtrent solidariteit, werd binnen een *Risk Preparedness Drafting Team* in de context van *Steering Group II* van het Pentilateraal Energieforum, een Memorandum of Understanding MoU rond risicoparaatheid voor de elektriciteitssector ontwikkelt. Dit voorstel werd aan de voltallige *Steering Group II* voorgelegd op 16 september 2021.

"Overeenkomstig de vereisten van de verordening (EU) 2019/941 omtrent de regionale invulling van het op te stellen Risicoparaatheidsplan voor de elektriciteitssector, zal binnen een *Task Force Risk Preparedness* in het kader van het Pentilateraal Energieforum in 2022 het werk worden verdergezet om de in de MoU geïdentificeerde regionale maatregelen concreet uit te werken. Het zal hierbij gaan om de technische, legale en financiële aspecten. Overeenkomstig de vereisten van diezelfde Verordening (EU) 2019/941 zal in 2022 binnen

organisé en 2022 dans le cadre du Forum pentalatéral de l'énergie."

Enfin, le plan final de préparation aux risques de la Belgique sera également soumis à la Commission européenne et la mise en œuvre des mesures supplémentaires identifiées sera lancée.

6. European Programme for Critical Infrastructure Protection (2008/114/EC) & NIP ((EU)2016/1148)

La loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et à la protection des infrastructures critiques (loi EPCIP) et la loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'importance générale pour la sécurité publique (loi NIS) sont des maillons cruciaux de la protection des éléments vitaux du réseau énergétique belge contre les menaces extérieures. Alors que la loi EPCIP vise la sécurité physique et la protection des infrastructures, la loi NIS se concentre sur la sécurisation des réseaux et des systèmes d'information afin d'assurer la continuité des services essentiels pour l'économie et/ou la société. Comme l'identification des éléments et acteurs vitaux du système énergétique est cruciale pour la bonne application de ces lois, l'identification des entreprises concernées offrant un service essentiel et/ou exploitant une infrastructure critique est une partie essentielle de la bonne application de ces lois. Par ailleurs, le suivi et l'optimisation de la surveillance de ces entreprises est l'une des priorités de ce dossier.

Afin de limiter le risque de "insider threats" dans le secteur de l'énergie, la loi du 11 décembre 1998 continue d'être déployée dans le secteur de l'énergie. Plus précisément, l'application des dispositions relatives aux "conseils de sécurité" dans le secteur de l'énergie est étendue et la mise en œuvre pratique de la législation est adaptée à l'élargissement envisagé.

En coopération avec les partenaires pertinents aux niveaux fédéral, régional et européen, ces 3 cadres législatifs seront appliqués plus avant, évalués régulièrement et adaptés si nécessaire. En outre, ces trois lois et leur application pratique constituent les "mesures préventives" du plan de préparation aux risques, qui a été élaboré pour la politique de crise dans le secteur de l'électricité.

het Pentalateraal Energieforum ook een regionale crissoefening worden georganiseerd."

Tot slot zal ook het finale Belgische risicoparaatheidsplan bij de Europese commissie worden ingediend en met de implementatie van de geïdentificeerde bijkomende maatregelen worden gestart.

6. European Programme for Critical Infrastructure Protection (2008/114/EC) & NIP ((EU)2016/1148)

De wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructuur (EPCIP-wet) en de wet van 7 april 2019 tot vaststelling van een kader voor de beveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid (NIS-wet) zijn cruciale schakels in de bescherming van de vitale elementen van het Belgisch energienetwerk tegen externe dreigingen. Terwijl de EPCIP-wet de fysieke beveiliging en bescherming van infrastructuur beoogt, focust de NIS-wet op het beveiligen van netwerk- en informatiesystemen om de continuïteit van diensten die van essentieel belang zijn voor economie en/of maatschappij te waarborgen. Aangezien het identificeren van de vitale elementen en spelers binnen het energiesysteem cruciaal is voor de goede toepassing van deze wetten, is de identificatie van relevante bedrijven die een essentiële dienst aanbieden en/of een kritieke infrastructuur uitbaten een essentieel onderdeel van de goede toepassing van deze wetten. Daarnaast is de monitoring van en de optimalisatie van het toezicht op deze bedrijven is één van de prioriteiten in dit dossier.

Om het risico op "insider threats" binnen de energiesector te beperken, wordt de wet van 11 december 1998 verder uitgerold binnen de energiesector. Meer bepaald wordt de toepassing van de bepalingen rond de "veiligheidsadviezen" binnen de energiesector uitgebreid en wordt de praktische uitvoering van de wetgeving aangepast aan de beoogde opschaling.

In samenwerking met de relevante partners op federaal, regionaal en Europees niveau worden deze 3 wetgevende kaders verder toegepast, op regelmatige basis geëvalueerd en, indien nodig, aangepast. Deze 3 bovenstaande wetten en hun praktische uitwerking vormen bovendien de zogenoemde "preventieve maatregelen" binnen het risicoparaatheidsplan, dat voor het crisisbeleid in de elektriciteitssector werd uitgewerkt.

7. Directive 2011/70/Euratom du Conseil du 19 juillet 2011 établissant un cadre communautaire pour la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs

Une procédure d'infraction a été engagée contre le programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

Mesures politiques nationales pour la gestion à LT, y compris le processus participatif (> consultation des citoyens) et les modalités de prise de décision en matière de réversibilité.

L'ONDRAF a envoyé une proposition de politique nationale de B&C, suite à la consultation publique organisée par l'organisation en 2020, ainsi qu'une proposition de processus participatif.

L'adoption d'une telle politique nationale est essentielle pour:

- réagir à la procédure d'infraction de la Commission européenne contre notre programme national;

- estimer de façon fiable les provisions nucléaires dans la perspective de la fermeture imminente de nos centrales nucléaires.

Nous nous efforçons de soumettre au gouvernement, d'ici la fin de l'année, un arrêté royal définissant une politique nationale de B&C, accompagné de la mise en place d'un processus de participation pour définir les étapes successives de cette politique nationale.

Régularisation de la loi sur la prolongation de l'exploitation des centrales nucléaires de Doel 1&2

La consultation nationale et la consultation transfrontalière pour régulariser la loi sur la prolongation de la durée de vie des réacteurs Doel 1 et Doel 2 ont débuté avant l'été 2021.

La population dans un rayon de 1 000 km autour de Doel 1 et Doel 2 a été consultée, ce qui en fait la plus grande consultation jamais organisée dans ce pays.

Nous soumettrons un projet de loi lors de cette année parlementaire.

7. Richtlijn 2011/70/Euratom van de Raad van 19 juli 2011 tot vaststelling van een communautair kader voor een verantwoord en veilig beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval

Er is een inbreukprocedure tegen het nationale programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval

Nationale beleidsmaatregelen voor LT-beheer incl. Participatief proces (> burgerbevraging) en Modaliteiten omkeerbaarheid besluitvorming

NIRAS heeft in dit kader een voorstel gestuurd voor een nationaal B&C-beleid, na de openbare raadpleging die de organisatie in 2020 heeft georganiseerd, en een voorstel voor een participatief proces

De vaststelling van een dergelijk nationaal beleid is van essentieel belang om:

- te reageren op de inbreukprocedure van de Europese Commissie tegen ons nationale programma;

- de nucleaire voorzieningen zo betrouwbaar mogelijk te ramen met het oog op de aanstaande sluiting van onze kerncentrales

We werken eraan om tegen het einde van het jaar een KB met een nationaal B&C-beleid aan de regering voor te leggen, vergezeld van de instelling van een participatieproces om de opeenvolgende fasen van dit nationale beleid uit te stippelen

Regularisatie van de wet betreffende de verlenging van de exploitatie van de kerncentrales Doel 1&2

De nationale raadpleging en de grensoverschrijdende raadpleging om de wet op de verlenging van de levensduur van de reactoren Doel 1 en Doel 2 te regulariseren, zijn voor de zomer van 2021 van start gegaan.

De bevolking in een straal van 1 000 km rond Doel 1 en Doel 2 werd geraadpleegd, wat het de grootste raadpleging maakt die ooit in dit land werd georganiseerd

We zullen dit parlementaire jaar een wetsontwerp indienen.

8. DIRECTIVE (UE) 2018/2002 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique

Bien qu'il s'agisse d'une compétence largement régionalisée, le PNEC prévoit que le gouvernement fédéral prenne des mesures de soutien dans le cadre de ses propres compétences en matière d'efficacité énergétique. Par conséquent, l'autorité fédérale, la DG Énergie, a signalé trois mesures fédérales au titre de l'article 7 DEE 2018/2002 en septembre 2021:

- Défense (éco-conduite)
- SNCB (réduction des pertes de traction)
- FOD FIN (prime de démolition et de reconstruction taux de TVA réduit de 6 %)

La proposition de la Commission européenne visant à réviser la directive sur l'efficacité énergétique renforce l'ambition et inscrit le principe de "l'efficacité énergétique d'abord" dans la législation européenne. Dans le contexte de l'augmentation de l'objectif, il sera examiné comment le gouvernement fédéral peut prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de ses compétences.

9. Règlement (CE) 1099/2008 concernant les statistiques de l'énergie

Afin de permettre, entre autres, un suivi adéquat et une évaluation fondée sur des preuves des différents objectifs réglementaires et politiques relatifs au secteur de l'énergie, la production de statistiques de haute qualité de manière impartiale et indépendante sera poursuivie. La diffusion continue de ces données sera poursuivie afin de promouvoir un marché transparent pour le plus de personnes possible.

Les recommandations formulées par les experts d'Eurostat lors du *Peer-Review* (examen par les pairs) à la fin de 2021 seront également prises en compte pour l'amélioration continue des statistiques énergétiques belges.

Les nouvelles statistiques requises par le règlement européen 1099/2008, notamment celles relatives à l'hydrogène et aux batteries, seront également développées.

C) Objectifs de développement durable – Sustainable Development Goals (SDG)

Objectifs de développement pertinents pour le document de politique énergétique:

8. RICHTLIJN (EU) 2018/2002 houdende wijziging van richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie

Hoewel een grotendeels geregionaliseerde bevoegdheid, voorziet het NEKP dat de federale overheid binnen de eigen bevoegdheden ondersteunende maatregelen neemt wat betreft Energie-efficiëntie. De federale overheid, AD energie, meldde bijgevolg in september 2021 drie federale maatregelen onder artikel 7 EED 2018/2002:

- Defensie (eco-driving)
- NMBS (beperking tractieverliezen)
- FOD FIN (sloop -en heropbouwpremie 6 % verlaagd BTW-tarief)

In het voorstel van de Europese Commissie ter herziening van de richtlijn Energie-Efficiëntie wordt de ambitie opgeschroefd en wordt het "Energy Efficiency First"-principe verankerd in Europese Wetgeving. In het kader van de opgeschroefde doelstelling zal onderzocht worden hoe de Federale Overheid binnen haar bevoegdheden bijkomende maatregelen kan nemen.

9. Verordening (EG) 1099/2008 betreffende energiestatistieken

Om onder meer een goede monitoring en empirisch onderbouwde evaluatie van de verschillende regelgevings- en beleidsdoelstellingen met betrekking tot de energiesector mogelijk te maken, zal de productie van kwaliteitsvolle statistieken op onpartijdige en onafhankelijke wijze worden voortgezet. De continue verspreiding van deze gegevens zal worden voortgezet om een transparante markt voor zoveel mogelijk mensen te bevorderen.

De aanbevelingen van Eurostat-experts die eind 2021 tijdens de peer-review werden gegeven, zullen ook in aanmerking worden genomen voor een voortdurende verbetering van de Belgische energiestatistieken.

De nieuwe statistieken die vereist zijn door de Europese Verordening 1099/2008, inclusief die met betrekking tot waterstof en batterijen, zullen ook worden ontwikkeld.

C) Duurzame ontwikkelingsdoelstellingen – Sustainable Development goals (SDG's)

Relevante ontwikkelingsdoelstellingen voor de beleidsnota energie:

SDG 1 – Mettre fin à la pauvreté partout et sous toutes ses formes.

1.3 Mettre en œuvre des systèmes et des mesures de protection sociale applicables au niveau national pour tous, y compris des socles de protection sociale, et assurer une couverture significative des pauvres et des personnes vulnérables d'ici 2030

— Tarif social pour l'électricité et le gaz et son extension au RVT/BIM pendant la crise du Coronavirus et la crise énergétique qui a suivi

— Soutien et accompagnement des personnes pauvres et vulnérables par les CPAS à travers le fonds social de chauffage et le fonds électricité et gaz

— Introduction d'indicateurs de pauvreté énergétique

— Tarif social pour la chaleur

1.4. Faire en sorte que, d'ici 2030, tous les hommes et toutes les femmes, en particulier les pauvres et les vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles, aux nouvelles technologies appropriées et aux services financiers, y compris la microfinance

— Tarif social pour l'électricité et le gaz

— Atténuer les effets des prix élevés du gaz et de l'électricité

— Norme énergétique

— Introduction d'indicateurs de pauvreté énergétique

— Tarif social pour la chaleur

SDG 7 – Garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne.

7.1. D'ici 2030, assurer l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes

— Plan pour la Reprise et la Résilience

— Surveillance continue de la capacité de production d'électricité

— CRM/Préparation de la sortie du nucléaire

— Politique de crise

SDG1 – Beëindiging armoede overal en in al haar vormen.

1.3. Nationaal toepasbare sociale beschermingssystemen en maatregelen implementeren voor iedereen, met inbegrip van sociale beschermingsvloeren, en tegen 2030 een aanzienlijke dekkingsgraad realiseren van de armen en de kwetsbaren

— Sociaal Tarief voor elektriciteit en gas en de uitbreiding ervan naar RVT/BIM gedurende de coronacrisis en de energiecrisis die daarop volgde

— Ondersteuning en begeleiding van armen en kwetsbaren door OCMW's via het sociaal verwarmingsfonds en het fonds elektriciteit en gas

— Invoering energie-armoede indicatoren

— Sociaal tarief warmte

1.4. Er tegen 2030 voor zorgen dat alle mannen en vrouwen, in het bijzonder de armen en de kwetsbaren, gelijke rechten hebben op economische middelen, alsook toegang tot basisdiensten, eigenaarschap en controle over land en andere vormen van eigendom, nalatenschap, natuurlijke hulpbronnen, gepaste nieuwe technologie en financiële diensten, met inbegrip van microfinanciering

— Sociaal Tarief voor elektriciteit en gas

— Mitigeren gevolgen hoge gas- en elektriciteitsprijzen

— Energienorm

— Invoering energiearmoede indicatoren

— Sociaal tarief warmte

SDG 7 – Verzekeren toegang tot betaalbare, betrouwbare, duurzame en moderne energie voor iedereen

7.1. Tegen 2030 universele toegang tot betaalbare, betrouwbare en moderne energiediensten garanderen

— Plan voor Herstel en Veerkracht

— Continue Monitoring productiecapaciteit elektriciteit

— CRM/voorbereiden kernuitstap

— Crisisbeleid

- Mise en œuvre du PNEC
- L'éolien offshore
- Conversion du gaz L
- Gaz naturel durable/hydrogène
- Intégration du système
- Fonds pour la transition énergétique

7.2. Augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial d'ici 2030

- CRM
- L'éolien en mer
- Gaz naturel renouvelable / hydrogène
- Intégration du système
- Biocarburants pour le transport
- Fonds pour la transition énergétique

7.3. Doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030

- Étiquette énergétique

7.a. D'ici 2030, renforcer la coopération internationale pour faciliter l'accès à la recherche et aux technologies en matière d'énergie propre, y compris les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les technologies avancées et plus propres en matière de combustibles fossiles, et promouvoir l'investissement dans les infrastructures énergétiques et les technologies d'énergie propre

- International: UE, Benelux, NSEC, AIE, multilatéral

7.b. D'ici 2030, développer les infrastructures et moderniser les technologies pour fournir des services énergétiques modernes et durables à tous les pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays en développement sans littoral, conformément à leurs programmes d'aide respectifs

- International: UE, Benelux, NSEC, AIE, multilatéral

- NEKP implementatie
- Wind op zee
- Conversie L-gas
- Aardgas verduurzamen / waterstof
- Systeemintegratie
- Energietransitiefonds

7.2. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aandeel hernieuwbare energie in de globale energiemix verhogen

- CRM
- Wind op zee
- Aardgas verduurzamen / waterstof
- Systeemintegratie
- Biobrandstoffen voor transport
- Energietransitiefonds

7.3. Tegen 2030 de globale snelheid van verbetering in energie-efficiëntie verdubbelen

- Energie-etiket

7.a. Tegen 2030 de internationale samenwerking verhogen om toegang te vergemakkelijken tot onderzoek en technologie inzake schone energie, met inbegrip van de hernieuwbare energie, de energiedoeltreffendheid en de geavanceerde en schonere fossiele brandstof-technologie, en de investering promoten in energie-infrastructuur en schone energietechnologie

- Internationaal: EU, Benelux, NSEC, IEA, multilateraal

7.b. Tegen 2030 de infrastructuur uitbreiden en de technologie upgraden om moderne en duurzame energiediensten te kunnen aanbieden aan alle ontwikkelingslanden, in het bijzonder de minst ontwikkelde landen, de kleine eilandstaten en door land ingesloten ontwikkelingslanden, in overeenstemming met hun respectieve steunprogramma's

- Internationaal: EU, Benelux, NSEC, IEA, multilateraal

SDG 8 – Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

8.1. Soutenir une croissance économique par habitant conforme aux circonstances nationales et, en particulier, une croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les PMA.

— Plan de relance et de résilience

— Norme énergétique

— Atténuer les effets des prix élevés du gaz et de l'électricité

8.2. Accroître la productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en se concentrant sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

— Plan pour la Reprise et la Résilience

— Fonds pour la transition énergétique

— Le savoir-faire nucléaire

— Digitalisation

8.3. Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et encourager la formalisation et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises, notamment par l'accès aux services financiers

— Plan pour la Reprise et la Résilience

— Fonds pour la transition énergétique

— Le savoir-faire nucléaire

8.4. D'ici 2030, améliorer progressivement l'efficacité des ressources, de la production et de la consommation au niveau mondial et s'efforcer de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, selon le programme-cadre décennal pour une consommation et une production durables, les pays développés prenant l'initiative

— Plan pour la Reprise et la Résilience

— Fonds pour la transition énergétique

— L'éolien offshore

SDG 8 – Bevorder aanhoudende, inclusieve en duurzame economische groei, volledige en productieve tewerkstelling en waardig werk voor iedereen

8.1. De economische groei per capita in stand houden in overeenstemming met de nationale omstandigheden en, in het bijzonder, minstens 7 % aangroei van het bruto binnenlands product per jaar in de minst ontwikkelde landen

— Plan voor Herstel en Veerkracht

— Energienorm

— Mitigeren gevolgen hoge gas-en elektriciteitsprijzen

8.2. Tot meer economische productiviteit komen door diversificatie, technologische modernisatie en innovatie, ook door de klemtoon te leggen op sectoren met hoge toegevoegde waarde en arbeidsintensieve sectoren

— Plan voor Herstel en Veerkracht

— Energietransitiefonds

— Nucleaire know how

— Digitalisatie

8.3. Bevorderen van op ontwikkeling toegespitste beleidslijnen die productieve activiteiten ondersteunen, alsook de creatie van waardige jobs, ondernemerschap, creativiteit en innovatie, en de formalisering en de groei aanmoedigen van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen, ook via toegang tot financiële diensten

— Plan voor Herstel en Veerkracht

— Energietransitiefonds

— Nucleaire know how

8.4. Tegen 2030 geleidelijk aan de wereldwijde efficiëntie, productie en consumptie van hulpbronnen verbeteren en streven naar de ontkoppeling van economische groei en achteruitgang van het milieu, volgens het 10-jarig Programmakader voor Duurzame Consumptie en Productie, waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen

— Plan voor Herstel en Veerkracht

— Energietransitiefonds

— Wind op zee

SDG 9 – Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation

9.1. Développer des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes, y compris des infrastructures régionales et transfrontalières, pour soutenir le développement économique et le bien-être humain, en mettant l'accent sur un accès abordable et équitable pour tous

- Plan pour la Reprise et la Résilience
- Rendre le gaz naturel durable / Hydrogène
- Intégration des systèmes (Plans de développement du réseau de transport d'électricité et du réseau de transport de gaz)
- Digitalisation

9.2. Promouvoir une industrialisation inclusive et durable et, d'ici 2030, augmenter sensiblement la part de l'industrie dans l'emploi et le produit intérieur brut, en fonction des circonstances nationales, et doubler cette part dans les pays les moins avancés

- Plan pour la Reprise et la Résilience
- Rendre le gaz naturel durable / l'hydrogène
- Intégration du système

9.4. D'ici 2030, moderniser les infrastructures et adapter les industries pour les rendre durables, en mettant l'accent sur une plus grande efficacité des ressources et sur des technologies et processus industriels plus propres et respectueux de l'environnement, tous les pays prenant les mesures nécessaires en fonction de leurs capacités respectives

- Plan pour la Reprise et la Résilience
- Rendre le gaz naturel plus durable / l'hydrogène
- Intégration du système
- Digitalisation
- Plans de développement du réseau de transport d'électricité et du réseau de transport de gaz

9.5. Améliorer la recherche scientifique, moderniser les capacités technologiques des secteurs industriels dans tous les pays, en particulier dans les pays en

SDG 9 – Bouw veerkrachtige infrastructuur, bevorder inclusieve en duurzame industrialisering en stimuleer innovatie

9.1. Ontwikkelen van kwalitatieve, betrouwbare, duurzame en veerkrachtige infrastructuur, met inbegrip van regionale en grensoverschrijdende infrastructuur, ter ondersteuning van de economische ontwikkeling en het menselijk welzijn, met klemtoon op een betaalbare en billijke toegang voor iedereen

- Plan voor Herstel en Veerkracht
- Aardgas verduurzamen / waterstof
- Systeemintegratie (Ontwikkelingsplannen elektriciteitstransmissienet en gastransportnet)
- Digitalisatie

9.2. Bevorderen van inclusieve en duurzame industrialisering en, tegen 2030, het aandeel in de werkgelegenheid en het bruto binnenlands product van de industrie aanzienlijk doen toenemen, in overeenstemming met de nationale omstandigheden, en dat aandeel verdubbelen in de minst ontwikkelde landen

- Plan voor Herstel en Veerkracht
- Aardgas verduurzamen / waterstof
- Systeemintegratie

9.4. Tegen 2030 de infrastructuur moderniseren en industrieën aanpassen om hen duurzaam te maken, waarbij de focus ligt op een grotere doeltreffendheid bij het gebruik van hulpbronnen en van schonere en milieuvriendelijke technologieën en industriële processen, waarbij alle landen de nodige actie ondernemen volgens hun eigen respectieve mogelijkheden

- Plan voor Herstel en Veerkracht
- Aardgas verduurzamen / waterstof
- Systeemintegratie
- Digitalisatie
- Ontwikkelingsplannen elektriciteitstransmissienet en gastransportnet

9.5. Verbeteren van het wetenschappelijk onderzoek, moderniseren van de technologische capaciteiten van industrie sectoren in alle landen, in het bijzonder in

développement, encourager l'innovation et augmenter sensiblement le nombre de travailleurs dans le domaine de la recherche et du développement par million d'habitants d'ici 2030, ainsi que dépenser plus de fonds pour la recherche et le développement publics et privés.

— Fonds pour la transition énergétique

— Savoir-faire nucléaire / Myrrha

SDG 10 – Réduire les inégalités au sein des pays et entre eux

10.1. Réaliser et maintenir une augmentation progressive du revenu des 40 % les plus pauvres de la population à un taux supérieur à la moyenne nationale d'ici 2030

10.2. Permettre et promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous, sans distinction d'âge, de sexe, de handicap, de race, d'ethnie, d'origine, de religion ou de statut économique ou autre, d'ici 2030

— Tarif social pour l'électricité et le gaz

— Atténuer les effets des prix élevés du gaz et de l'électricité

— Norme énergétique

SDG 11 – Villes et communautés durables

— Communautés énergétiques

SDG 12 – Assurer des modes de consommation et de production durables

12.2. Assurer la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles d'ici 2030

— Étiquette énergétique

— Biocarburants pour le transport

— Nucléaire: mesures de politique nationale

SDG 13 – Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.

13.2. Intégrer les mesures de lutte contre le changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales

— PNEC

— L'éolien offshore

ontwikkelingslanden, waarbij ook tegen 2030 innovatie wordt aangemoedigd en op aanzienlijke wijze het aantal onderzoeks- en ontwikkelingswerkers per miljoen inwoners wordt verhoogd en waarbij ook meer wordt uitgegeven aan publiek en privaat onderzoek en ontwikkeling

— Energietransitiefonds

— Nucleaire know how / Myrrha

SDG 10 – Dring ongelijkheid in en tussen landen terug

10.1. Tegen 2030 geleidelijk tot een inkomenstoename van de onderste 40 % van de bevolking komen tegen een ritme dat hoger ligt dan het nationale gemiddelde, en die toename ook in stand houden

10.2. Tegen 2030 de sociale, economische en politieke inclusie van iedereen mogelijk maken en bevorderen, ongeacht leeftijd, geslacht, handicap, ras, etniciteit, herkomst, godsdienst of economische of andere status

— Sociaal Tarief voor elektriciteit en gas

— Mitigeren gevolgen hoge gas- en elektriciteitsprijzen

— Energienorm

SDG 11 – Duurzame steden en gemeenschappen

— Energiegemeenschappen

SDG 12 – Verzekeren duurzame consumptie- en productiepatronen

12.2. Tegen 2030 het duurzame beheer en het efficiënte gebruik van natuurlijke hulpbronnen realiseren

— Energie-etiket

— Biobrandstoffen voor transport

— Nucleair: nationale beleidsmaatregelen

SDG 13 – Neem dringend actie om de klimaatverandering en haar impact te bestrijden

13.2. Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning

— NEKP

— Wind op zee

— Fonds pour la transition énergétique.

La ministre de l'Énergie,
Tine VAN der STRAETEN

— Energietransitiefonds.

De minister van Energie,
Tine VAN der STRAETEN